

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION
COMMUNISTE INTERNATIONALE DE GAUCHE

N° 32-33

Juin - Juillet 1931

3 frs

SOMMAIRE

Crise mondiale.

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN ESPAGNE

- H. LACROIX Un pas en avant.
H. LACROIX L'U.G.T., la C.N.T. et la lutte pour l'unité
syndicale.
J. ANDRADE La révolution espagnole, le Parti et l'anar-
cho-syndicalisme.
R. MARINER Projet de thèses agraires.

VIE OUVRIERE

- P. FRANK La grève du textile (France)
COMMUNISTE La grève des typographes bruxellois (Bel-
gique).

DANS L'INTERNATIONALE

- « PERMANENTE RE-
VOLUTION » Avec qui? Contre qui?
Appel aux communistes allemands.
Appel de l'organisation bolchevik-léniniste de Grèce.
ALPHA Notes d'un journaliste.
L. TROTSKY Au sujet d'une révolution étranglée et de
ses étrangleurs.
Boukharine sur la révolution permanente.
L'I. C. avec Lénine et la révolution permanente.
Note de la Rédaction. Divers.



LA LUTTE DE CLASSES

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.
Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

SOMMAIRE DES DEUX DERNIERS NUMEROS :

Avril 1931 (N° 30)

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE. — L. TROTSKY : Dix commandements du communiste espagnol. — H. LACROIX : La situation politique actuelle et l'opposition communiste espagnole. — Le « Bloc ouvrier et paysan » devant les événements actuels. — P. NAVILLE : Le gouvernement provisoire contre le prolétariat espagnol. — M. SHACHTMAN : La révolution espagnole et la théorie du stalinisme. — LES LIVRES : *La révolution espagnole*, par Karl Marx (P. N.).

Mai 1931 (n° 31)

EDITORIAL : La grève du textile. — PROJETS DE THÈSES : I. Sur l'organisation du P. C. espagnol. II. Sur la question syndicale. — L. TROTSKY : Au sujet de la Déclaration du « Bloc ouvrier et paysan » catalan. — H. LACROIX : Le deuxième congrès national de la C. N. T. d'Espagne. — K. LANDAU : L'approche de la crise révolutionnaire, le congrès de la social-démocratie allemande et la lutte des communistes. — F. GÉRARD : La lutte des paysans indochinois.

**Complétez vos collections en nous demandant
les numéros qui vous manquent**

Achetez des collections de l'année 1930, au prix de 30 frs.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE
DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE DE GAUCHE.

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

Prix du numéro 3 francs.

Publiée par le Secrétariat International de l'Opposition de gauche.

4^e année.

JUIN-JUILLET 1931.

Numéro 32-33.

SOMMAIRE

EDITORIAL Crise mondiale 283

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN ESPAGNE

H. LACROIX Un pas en avant 286

H. LACROIX L'U.G.T., la C.N.T. et la lutte pour
l'unité syndicale 295

J. ANDRADE La révolution espagnole, le parti et
l'anarcho-syndicalisme 300

R. MARINER Projet de thèses agraires 309

VIE OUVRIÈRE

P. FRANK La grève du textile (France) 316

COMMUNISTE La grève des typographes bruxellois
(Belgique) 328

DANS L'INTERNATIONALE

« PERMANENTE RE-
VOLUTION » Avec qui? Contre qui? 332

Appel aux communistes allemands 337

Appel de l'organisation Bolchevik-Léniniste de Grèce 339

ALPHA Notes d'un journaliste 343

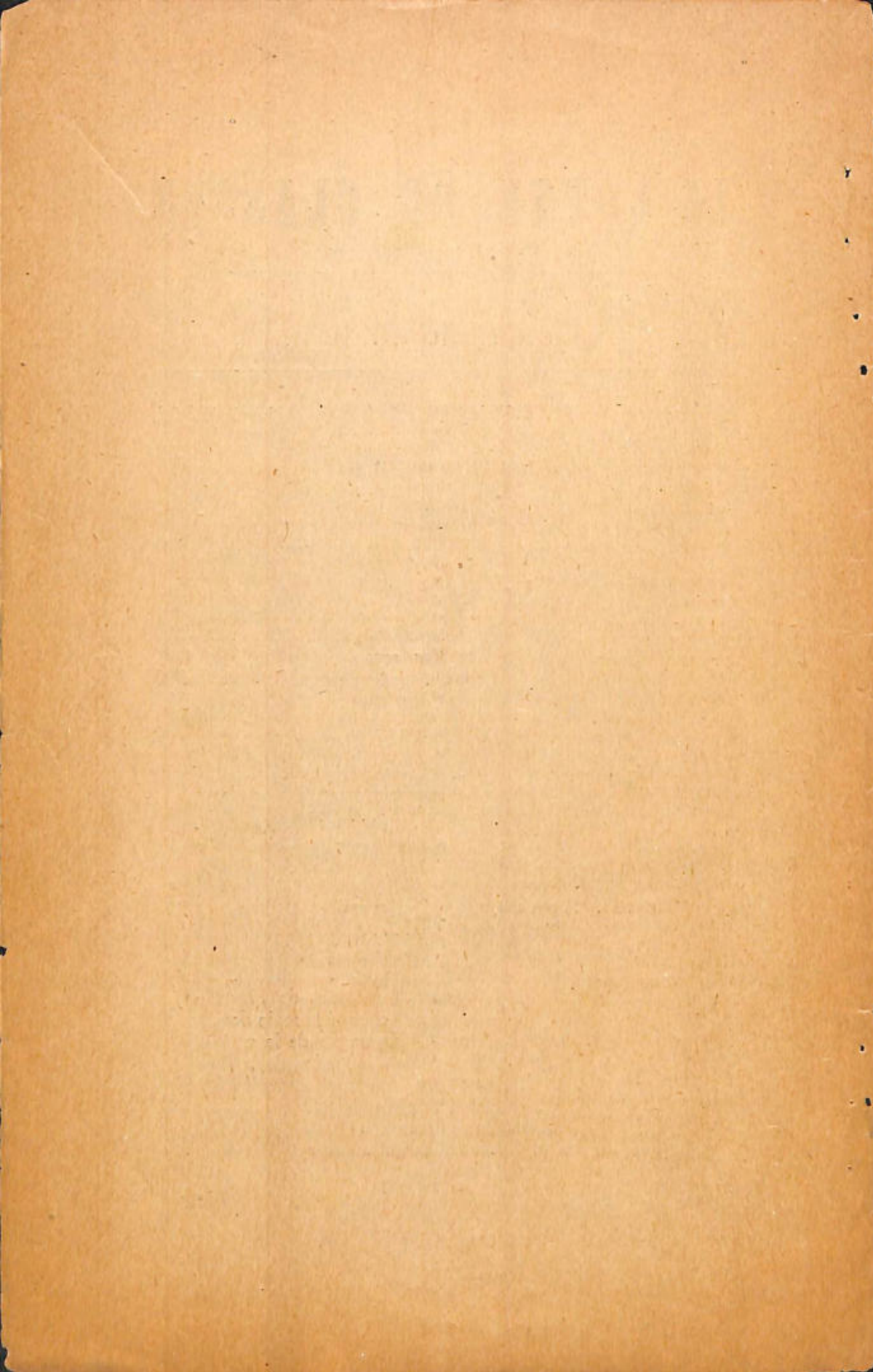
(Manouilsky dirigeant de l'I. C.
— Averbach attrapé la main dans
le sac. — Fragments de la vérité
sous l'ordure et la calomnie).

L. TROTSKY Au sujet d'une révolution étranglée et
de ses étrangleurs 348

Boukharine sur la révolution permanente.

L'I. C. avec Lénine et la révolution permanente 352

Divers. Note de la Rédaction, etc... 356



Crise mondiale

La crise mondiale ébranle le monde capitaliste jusque dans ses assises les plus profondes. Son développement depuis deux ans, frappant toutes les nations, entraînant des perturbations de toutes sortes, politiques, diplomatiques, financières, sociales, etc..., n'a pas été régulier, graduel; mais, au contraire, il est marqué par de très brutales et de très rapides variations de conjoncture, entraînant des tournants brusques dans la politique des Etats, amenant à leur tour de grandes modifications dans les rapports existants et mettant à nu des contradictions d'une acuité insoupçonnée. Quelques mois auparavant, l'annonce des pourparlers entre l'Allemagne et l'Autriche en a fourni un exemple précis. Mais dans les dernières semaines, les événements ont pris une ampleur inouïe. Dans l'Europe où, déjà, les pays balkaniques de l'Europe centrale se débattaient dans les difficultés d'une crise agraire, et où l'Espagne, en brisant les vestiges du féodalisme, a libéré d'immenses forces révolutionnaires, la crise place deux grands impérialismes, l'Allemagne et l'Angleterre, dans une situation grave.

L'Allemagne capitaliste s'est trouvée tout à coup dans une situation catastrophique. Les grands établissements financiers croulaient, entraînant dans leur chute de nombreuses entreprises industrielles importantes. Le crédit faisait défaut; l'Etat allait manquer d'argent. La situation rappelait celle de l'été 1923 sur ces points — (tout en en différant par beaucoup d'autres) — et l'application des décrets-lois du gouvernement Brüning frappant surtout les prolétaires, les masses laborieuses, alors que le chômage atteint 4 millions de prolétaires et que les salaires ont subi des diminutions considérables, pouvait porter au paroxysme les contradictions que les élections du 14 septembre dernier avaient mises en lumière. Aussi tout le monde capitaliste s'inquiéta. Le premier, le président des Etats-Unis, Hoover, fit la proposition de suspendre l'application du plan Young pendant un an; au bout de quelques jours, cette proposition avait épuisé ses vertus. Les ministres des grandes puissances se réunirent à Paris, puis à Londres; des visites furent organisées entre gouvernants; des financiers furent chargés d'apporter un plan pour remettre les choses sur une voie plus sûre.

Mais bien plus que l'exemple de l'Allemagne, celui de l'Angleterre atteste l'ampleur et la profondeur de la crise qui sévit. L'Allemagne se débat depuis la guerre contre les entraves que le traité de Versailles a placées. Vaincue, elle a fait les efforts les plus grands et les plus audacieux pour se remettre sur pied. Et, depuis

la guerre, elle s'est déjà plusieurs fois trouvée dans des situations dangereuses. L'Angleterre a certes vu son déclin commencé à la fin de la guerre, se poursuivre même pendant la période de stabilisation relative du capitalisme, elle a connue une grande secousse lors de la grève générale en 1926, elle a des difficultés innombrables dans ses flancs, elle porte le poids d'un nombre de chômeurs qui n'a jamais été inférieur à un million et qui, actuellement, est de l'ordre de 2 millions. Mais, malgré tout cela, grâce à sa richesse qui assura son hégémonie mondiale avant d'être supplantée par les Etats-Unis, grâce aux revenus considérables que lui assurent ces placements à l'étranger, le déclin de l'Angleterre fut freiné, il ne se produisit que lentement; celle-ci continua à occuper une position puissante dans le monde capitaliste, qui s'exprimait surtout par la solidité du marché financier de Londres, par le maintien de la livre sterling à sa valeur d'avant-guerre. Mais l'édifice était lézardé et les conséquences de la crise qui a accéléré ces processus viennent de trouver leur expression la plus caractéristique dans la baisse de la livre sterling et dans le besoin de crédits de la Banque d'Angleterre. Cette situation a rapidement eu dans le domaine politique son reflet qui n'a pas été moins extraordinaire que la situation qui l'avait engendré. Le Labour Party doit céder le pouvoir; un ministère de coalition est constitué pour imposer des sacrifices au prolétariat et c'est Mac Donald, le chef de ce parti travailliste, formant, avec la social-démocratie allemande, la base de la II^e Internationale, qui abandonne son propre parti et prend la direction d'un gouvernement comprenant les adversaires déclarés les plus acharnés de la classe ouvrière, pour faire supporter aux chômeurs une lourde part des difficultés présentes; c'est la condition qu'il a dû accepter pour obtenir un prêt de l'Amérique.

Au fur et à mesure que la crise s'amplifie, qu'elle crée dans un pays un état de tension dangereux, la première solution à laquelle songent tous les capitalistes, c'est la réduction des avantages acquis par la classe ouvrière dans les années précédentes, salaires, indemnités de chômage, assurance-chômage, etc... Mais cela ne suffit pas. Aucun pays ne peut s'entourer d'une muraille de Chine. Chaque Etat est contraint à ne pas miser que sur des solutions nationales mais à envisager des solutions internationales. Et là, le capitalisme se heurte à une contradiction qu'il ne peut résoudre sans se détruire lui-même. L'existence des frontières est en contradiction avec le développement actuel des forces de production; mais le régime capitaliste ne peut pas porter atteinte à cet état de fait sans porter atteinte à tout le régime capitaliste. Chaque groupe impérialiste cherche à l'emporter sur les autres; les nécessités de la lutte peuvent aussi le contraindre dans certains cas, à des compromis avec ses rivaux; mais, les rivalités, les divergences réapparaissent bientôt. Les capitalistes européens les subissent tout particulièrement; l'Europe se trouve de plus en plus réduite à la portion congrue par l'impérialisme américain dont l'hégémonie se manifeste aujourd'hui de façon indiscutable.



La bourgeoisie est réduite à des solutions de fortune, provisoires, aboutissant finalement à augmenter l'exploitation de la classe ouvrière. Une telle situation crée et créera encore dans les mois à venir des situations éminemment favorables au développement des idées et des organisations révolutionnaires. Si la politique de l'I. C. et des P. C. au lieu d'avoir été pendant les années écoulées une force centrifuge qui a détaché les masses des Partis, avait contribué à renforcer idéologiquement les P. C., à les lier solidement aux masses laborieuses en leur inspirant confiance, dès maintenant nous assisterions à une forte poussée révolutionnaire; déjà, malgré toutes les erreurs du passé et toutes celles qu'on continue à commettre, la classe ouvrière oppose une résistance considérable aux attaques capitalistes. Ce qui est tragique dans la situation, c'est cette disproportion entre les conditions objectives et les perspectives d'une part, et les éléments subjectifs, d'autre part. En Allemagne, le P. C. connaît, malgré Taelmann et Remmelé des milliers d'adhérents nouveaux, mais la politique de la « révolution populaire » aboutit — dans son application lors du plébiscite prussien — à une défaite grave renforçant momentanément la social-démocratie. En Angleterre, les fautes commises lors du Comité anglo-russe puis celles de la troisième période, ont réduit le P. C. à quelques centaines de membres, sans influence, et lors d'événements aussi importants que ceux qui viennent de se produire, il n'en tire peut-être qu'un bénéfice minime, cependant que les Henderson, les Lansbury, les Maxton peuvent, par quelques phrases, tirer le réformisme d'un mauvais pas. On pourrait passer en revue la plupart des nations et partout se retrouve — à divers degrés — cette disproportion entre la condition objective et la capacité des P. C. et de l'I. C.

Cette situation ne pourra se poursuivre pendant longtemps. Le prolétariat se réveille et cherche actuellement sa voie, celle que l'I. C. ne peut lui montrer. Ceux qui constituent son avant-garde, les communistes, ne tarderont pas à comprendre cette situation. Et, dans les P. C. et l'I. C. mûrissent de nouvelles crises douloureuses. Le « tournant » qui s'opère actuellement d'une façon si marquée en France n'est que le début d'une période de luttes pénibles au sein des organisations communistes où tout ce qui est resté sain, tout le noyau prolétarien cherchera par sa propre expérience la politique qui rapprochera les Partis et les masses. Il dépend énormément de l'activité justement orientée de l'opposition de gauche de guider la base du Parti, de lui éviter les faux pas, de pousser au fur et à mesure du développement, les Partis à s'élever de plus en plus au niveau des tâches posées par la situation, afin que cette crise d'une ampleur inconnue jusqu'alors ait son issue dans la victoire du prolétariat.

Un pas en avant...

L'activité déployée par l'Internationale Communiste pendant ces sept dernières années, sur une échelle nationale et internationale, marque un rythme irrégulier et décevant. A peine se penche-t-elle vers la gauche et fait-elle un pas un avant, qu'elle en fait deux en arrière et se tourne vers la droite. Telle est, peut-on dire, la caractéristique la plus accusée de l'I. C. depuis qu'elle manque d'orientation ferme; tel est le produit de ce manque de solidité politique. L'avant-garde du prolétariat mondial, depuis qu'à partir de 1924 elle a modifié sa tactique révolutionnaire, son régime intérieur, son programme doctrinal et politique, depuis que la vieille garde bolchevique fut exclue de son sein ou reléguée à l'arrière-plan, a cessé également de constituer une force politique organisée qui, se plaçant à la tête de tout mouvement révolutionnaire, lui imprime un caractère de classe; elle s'est convertie en un instrument flexible que les événements modèlent à leur gré. L'I. C. marche également à la remorque des événements, et ceux-ci l'obligent incessamment à changer de tactique, sans que la direction de l'organisation du communisme mondial sache trouver la méthode de lutte appropriée qui lui permette d'accomplir sa mission d'avant-garde.

La tactique de « putch » et d'aventure n'est pas révolutionnaire, loin de là. Aller à l'aventure est un procédé désespéré, il ne sert qu'à couvrir les faiblesses et les défauts d'un organisme qui se dit révolutionnaire, bien qu'en réalité il ne soit qu'un mélange discordant des audaces anarchiques et des procédés mencheviks ou socialistes-révolutionnaires.

Toute organisation communiste révolutionnaire, même si elle tient ses engagements à la perfection, passe par des périodes de flux et de reflux organique, de même que toute armée est soumise à des avances et des reculs. Mais une retraite organisée n'est pas une déroute, loin de là; c'est une trêve dans la lutte qui lui permet de fortifier ses positions et peut-être de préparer la victoire. Mais, si lorsque la retraite est nécessaire, la direction, le commandement, ordonnent l'attaque pour ne pas paraître être lâches, ils obtiendront peut-être de paraître téméraires, mais ils n'agiront pas en bons militaires. La déroute se produira infailliblement par défaut de tactique.

Il en est de même sur le terrain révolutionnaire. La tactique de suicide de l'aventure n'est pas une tactique révolutionnaire, malgré son grossier tapage. C'est la tactique que préconise actuellement l'I. C. qui a subi les déroutes de la révolution chinoise,

celles du mois de juillet 1927 à Vienne, celles de l'insurrection de Canton, etc... Et lorsque la déroute se produit, alors, à la tactique d'aventure insensée succède la réaction inverse, la prostration.

L'histoire de l'I. C. est pleine, ces dernières années, d'épisodes de cette nature. Alternativement, au flux a succédé le reflux et celui-ci à celui-là. La Russie entra dans une période de réformisme menchévik que symbolise la phrase de Boukharine : « Pay-sans ! Enrichissez-vous ! » et l'idée géniale de Staline préconisant l'élargissement du droit de vote au *Koulak*, « dans le but de stimuler les élections aux soviets ruraux ». On passa ensuite sans transition à la collectivisation de la terre, le « *Kolkoz* » s'imposa par la force, même au paysan pauvre, de même qu'on faisait avant des concessions économiques et politiques au *Koulak*. Parallèlement, s'effectua la lutte de l'Opposition bolchevik de gauche qui préconisait l'industrialisation du pays. Staline se lève pour qualifier de contre-révolutionnaire l'Opposition qui défend cette idée, on destitue de leurs postes de dirigeants les militants bolcheviks qui défendent les idées de l'Opposition, on les exclut du P. C., on les déporte, on les emprisonne, on les expulse de Russie. Une « intelligence » ultra géniale invente alors le plan quinquennal, qui, pratiquement, est un portrait magnifique de l'« industrialisation » proposée par les oppositionnels. On a simplement changé le nom. Mais on continue d'accuser les opposants d'être des contre-révolutionnaires et on affirme même qu'ils sont les ennemis du plan quinquennal. Et lorsqu'on veut appliquer une politique juste qui n'est pas celle des dirigeants qui l'appliquent, les erreurs se multiplient, naturellement. On fait un pas en avant et deux en arrière parce qu'on a changé de tactique sans préparation du milieu.

LA TACTIQUE « REVOLUTIONNAIRE » DE L'I. C. EN ESPAGNE

Que l'on considère tout ce que nous venons de dire comme un préambule à l'étude que nous allons faire d'un article publié dans la revue *l'Internationale Communiste* du 1-5 juin de cette année, signé par Chavaroche, et d'un autre, publié dans le même numéro, sans signature, mais le plus intéressant des deux et qui s'intitulent respectivement : « La République démocratique bourgeoise violette et la révolution en Espagne » et « Le P. C. E. dans une situation révolutionnaire ».

Nous allons examiner ces travaux dans leur forme et en détails. Ce qui nous intéresse, c'est le fond, très documenté, certes, et qui confirme notre thèse, exposée plus haut, au sujet de la tactique de la troisième période de l'I. C.

Il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions si nous voyons aujourd'hui l'I. C. imposer, par « décret royal », au P. C. E. la tactique même, surtout dans la question syndicale, que l'O. C. E. a défendu. Dans le fond, l'essence des deux articles, (l'un d'eux étant de la rédaction — qu'on n'oublie pas que c'est l'organe

théorique de l'I. C. qui les publie — est une liquidation hypocrite de la tactique suivie jusqu'ici par le C. E. du P. C. d'E. Sans condamner la politique suivie jusqu'ici, politique aventureuse, on change brusquement et sans transition la tactique, on applique nos mots d'ordre de gauche; mais on continue de nous attaquer et sans pudeur. L'histoire de la lutte de l'Opposition Communiste de gauche en Russie se répète en Espagne et se répète avec des circonstances aggravantes. On déforme nos idées et on nous attribue des conceptions que nous n'avons jamais eues. Et s'il manque quelque chose à ces articles, l'illustre José Bullejos Sanchez, factotum du P. C. E. est là qui lance d'une façon pédante du haut de la tribune de l'Athénée de Madrid une version idiote de la conception qu'a Trotsky des soviets en Espagne. Trotsky a été le seul chef communiste qui ait écrit plusieurs études d'une actualité palpitante sur la révolution espagnole. Il y a sa brochure « La révolution espagnole et les tâches des communistes » dans laquelle le grand révolutionnaire expose son avis sur les événements en Espagne. On a lu sa brochure sur le grand rôle révolutionnaire que Trotsky attribue aux Assemblées Révolutionnaires d'ouvriers, soldats et paysans (Soviets). Eh bien, Bullejos, qui est un cynique et qui n'a peut-être pas lu l'étude de notre camarade, a osé affirmer que Trotsky préconise l'idée de soviets seulement pour secourir les ouvriers en chômage et autres balivernes du même genre.

LA SITUATION POLITIQUE ESPAGNOLE

Les directives que donnait jusqu'à maintenant la direction du P. C. E. étaient appropriées à une période insurrectionnelle. Existait-il pour cela des éléments et des conditions appropriées. Non, évidemment. Il n'y avait pas de P. C. E.; il n'existait nulle part de soviets; le peuple espagnol, la classe ouvrière comprise, souffrait — et souffre encore en partie — d'une grande phobie républicaine. M. J. Chavarroche a certes le cynisme de nous dire que « les ouvriers dirigent la fraction révolutionnaire de la petite bourgeoisie urbaine, les étudiants pauvres et surtout les masses inférieures des villes ». « Les ouvriers conduisent », a dit Chavarroche. Les ouvriers vont donc à la révolution bien accompagnés. Chavarroche ne nous dit évidemment pas pourquoi alors la révolution n'a pas triomphé avec un caractère prolétarien. Mais il y a là l'autre petit article pour nous dire que dans plusieurs villages d'Andalousie les soviets (?) se sont constitués en maîtres des destinées du pays. Manouilsky qui doit en être l'auteur oublie sans doute que le P. C. E. n'obtint que 700 voix en Andalousie aux élections du 12 avril et que les soviets d'Espagne restent encore à créer.

Maintenant, après que l'O. C. E. a critiqué la tactique aventureuse de la direction stalinienne du P. C. E., après que nous avons exposé quelles sont les tâches actuelles des communistes espagnols, lorsque nous avons dit que la révolution démocratique ne peut être réalisée que par la classe ouvrière conduite par

un P. C. d'E. qu'il faut créer en unifiant tous les groupes existants du communisme espagnol; qu'il est nécessaire de créer les assemblées révolutionnaires d'ouvriers, de soldats et de paysans, maintenant, il se produit un changement de disque qui, malgré le vague habituel à nos bureaucrates, sans le dire, et en même temps qu'il nous combat, confirme et usurpe nos mots d'ordre.

Si le changement s'effectuait sincèrement, avec loyauté, nous serions les premiers à nous réjouir, mais, malheureusement, il n'en est pas ainsi.

MOTIFS QUI ONT OCCASIONNE LE CHANGEMENT DE TACTIQUE

Nous ne voulons pas entrer dans des détails de même que nous ne nous occuperons pas de certaines contradictions qui existent entre les deux articles. Ce serait interminable. Il n'est pas difficile de commenter un travail ordonné, il est presque impossible de critiquer un tas de choses vagues et d'idées absurdes. Comment harmoniser ces deux conceptions différentes? L'article de Chavarroche affirme que le prolétariat dirige d'autres forces révolutionnaires, d'après ce que nous avons vu par la citation que nous avons faite plus haut. Il convenait à Chavarroche de le dire pour renforcer sa thèse. Mais dans l'autre article qui nous occupe on trouve tout à coup ce paragraphe: « Notre P. C. espagnol est encore très faible. Notre P. C. encadre encore très faiblement les masses prolétariennes dans les syndicats où l'opposition syndicale adhérant au « Comité de Reconstruction » dirigé par nous ». Nous voyons donc que nos staliniens ne savent pas se mettre d'accord pour ne pas se contredire. Laissons-les.

Les motifs qui ont produit le changement de tactique que nous étudions sont de caractère doctrinal et idéologique. La bureaucratie du P. C. d'E. n'a pas pu résister à la critique juste et sévère de l'O. C. E. Il faut bien dire que les oppositions sans principes de Madrid et de Catalogne ont eu le même sort que le C. E. du P. C. officiel.

Ce fut l'Opposition Communiste Espagnole de Gauche qui, dans sa Conférence qui a eu lieu à Liège, le 28 février 1930, lança le mot d'ordre d'une Conférence Nationale d'unification du P. C. E. Au début, notre mot d'ordre ne fut pas écouté, mais ensuite il lui surgit des partisans et des défenseurs à Madrid, à Barcelone, dans le Levant, et la Fédération Communiste Catalano-baléare s'empara de notre mot d'ordre, comme s'il était le sien, et convoqua le Congrès d'unité qu'on annonce prochainement.

Dans la question syndicale, lorsque *La Batalla* et *Mundo Obrero* défendaient la Conférence de Reconstruction de Séville, ce fut l'O. C. E. qui, la première, et la seule alors, défendit l'unité syndicale, combattit l'acte de scission de Séville. Nous avons déjà examiné ce problème dans le n° 2 de *Communismo*. Mais nous citons ces exemples pour affirmer maintenant catégoriquement que ces critiques sévères, mais justes, de la tactique du C. E. du

P. C. ont motivé le changement profond de tactique que nous voyons aujourd'hui, bien qu'il se produit seulement dans la lettre.

Dans l'article rédactionnel qui nous occupe on fait cette déclaration souveraine et catégorique : « Mais notre P. C. manifeste sa plus grande faiblesse dans le domaine idéologique ». Et plus loin : « Le Parti a hérité du sectarisme anarcho-syndicaliste. A cause de cela, il n'a pas pu s'allier les masses ouvrières au cours des grèves de 1930, à la veille de l'insurrection de décembre, il n'a pas su refléter l'esprit de ces masses, il n'a pas su poser les revendications économiques partielles d'une importance immédiate pour elles et c'est pour cela que le parti resta à l'arrière-garde du mouvement ».

Voilà ce qui dans le langage bureaucratique stalinien s'appelle autocritique. Les dirigeants eux-mêmes de l'I. C. qui en juin 1930 imposèrent aux communistes espagnols de célébrer la Conférence de Séville, — bien que quelques communistes sévillans s'y déclaraient opposés, estimant qu'ils s'étaient beaucoup attardés et que la Conférence était inopportune, n'est-ce pas Roldan? — les dirigeants eux-mêmes de la politique de l'I. C. en Espagne « critiquent » aujourd'hui les actes de la direction du P. C. E. La chose ne peut être plus paradoxale ni plus hypocrite. Cela sert à masquer le changement actuel, pour ne pas déclarer que l'O.C.E. de gauche a eu et a raison. La direction de l'I. C. fait son examen de conscience et avoue quelques-uns de ses péchés, elle les avoue pour dire quelque chose, mais pas du tout dans le but de s'en corriger. On dit aujourd'hui que le P. C. n'influence pas, ni ne dirige la lutte révolutionnaire des masses espagnoles. On ajoute qu'il n'a pas su « par son sectarisme, voir, ni comprendre le profond processus révolutionnaire, etc. » Et ceux qui le disent, ce sont ceux qui hier nous parlaient de conquêtes fantastiques, de luttes de barricades dans les rues, ceux qui sans qu'il existât la base même de la révolution — le P. C. et les soviets — ont donné des mots d'ordre insurrectionnels.

Nous l'avons dit et nous le répétons : la crise du P. C. E. est une conséquence logique de la crise chronique que traverse l'I. C. depuis sept ans, les erreurs que commet la direction du P. C. E. sont le fruit et la conséquence logique de la politique antimarxiste et aventureuse que pratique l'I. C. Nous savons que certains camarades de bonne volonté croient que l'action néfaste de l'I. C. au sujet de l'Espagne et du P. C. est due à ce que le C. E. de Bulleios-Trilla a renseigné d'une façon tendancieuse la direction de l'I. C. Rien de plus erroné. Croire cela, c'est considérer les bureaucrates de l'I. C. comme plus bêtes qu'ils ne le sont. On sait à Moscou ce qui se passe au P. C., on connaît les déclarations des oppositions de Catalogne et de Madrid comme celles faites par nous, O. C. E. de gauche. Et cependant; on a approuvé la ligne politique du P. C. E. et on a condamné les oppositions. Jusqu'ici, jusqu'à ce que, devant l'attaque systématique de nos critiques, en voyant que le parti va vers le chaos et la déroute, sans reconnaître les erreurs et les défauts commis on usurpe et on applique vos propres mots d'ordre.

CONSEQUENCES DU CHANGEMENT DE TACTIQUE

Le Comité de Reconstruction va se convertir en Comité pour l'Unité Syndicale. On commence par falsifier grossièrement la vérité. Voyons cela. L'article rédactionnel qui nous occupe dit : « La tâche immédiate du P. C. E. est la lutte pour la conquête de la classe ouvrière. Dans ce but, la participation active du P. C. et des syndicats qui s'allient à lui dans les batailles ouvrières économiques est d'avance indispensable. Ils doivent ensemble diriger ces batailles sur la base de revendications partielles (jusqu'ici le P. C. d'E. posait seulement des revendications absolues, totales. Voici une caractéristique du changement de tactique. H. L.) élaborées dans les entreprises avec la participation des masses ouvrières. En second lieu, il est nécessaire de lancer le mot d'ordre (?) d'unité syndicale sur le terrain de la lutte de classes. Notre P. C. E. a construit ses organisations avec le mot d'ordre de la reconstruction de la C. N. T. et du centre des organisations syndicales adhérant au mouvement communiste, « le Comité de reconstruction ». Le nom du Comité de Reconstruction fut juste en son temps. La C. N. T. fut, au début, une organisation de syndicats anarcho-sindicalistes, les anarcho-sindicalistes ont dissous volontairement, par opportunité et servilité, la C. N. T. à l'époque de la dictature fasciste de Primo de Rivera. Notre P. C. se donna alors (souligné par moi, H. L.) la tâche de restauration, de « reconstruction » de la C. N. T., mais sous notre direction. Et il a réussi, en effet, à reconstruire et prendre la direction de l'organisation syndicale d'Andalousie. Mais après la chute de Primo de Rivera, les anarcho-sindicalistes réorganisèrent, dans toutes les autres régions de l'Espagne, les syndicats de la C. N. T. dissous par eux. Le terme « comité de reconstruction » a perdu, alors, son sens. Cependant, notre P. C. l'a conservé par inertie jusqu'à ces derniers temps et a continué la lutte pour les syndicats sous le mot d'ordre de reconstruction de la C. N. T. en donnant à ce terme, il est vrai, une signification différente. Non pour la reconstruction de la C. N. T., mais pour la modification de son caractère et de sa direction. Cette tendance à maintenir les anciens mots d'ordre, alors que la situation s'est modifiée, surtout maintenant que toutes les conditions de lutte pour les syndicats ont changé radicalement en vertu de la crise révolutionnaire, démontrent que notre P. C. manque de souplesse. Un changement est indispensable. Dans les conditions actuelles, notre P. C. pourra, indubitablement, organiser de grandes masses ouvrières en transformant l'ancien « comité de reconstruction » en « Comité de l'unité du mouvement syndical ». Nous ne voulons pas continuer de citer. Nous sommes absolument d'accord avec la première partie, la partie de « disposition », pourrions-nous l'appeler, celle qui se réfère à la lutte pour des revendications partielles. Cette partie, cependant, réalise une modification brusque dans la tactique du P. C. d'E. Mais l'auteur de l'article a établi une thèse qui serait juste si elle n'était pas basée sur des erreurs et des

mensonges. Lorsqu'on expose la nécessité de « lancer le mot d'ordre d'unité syndicale », on tait, hypocritement, que ce mot d'ordre n'est pas nouveau, que le P. C. E. s'en est écarté comme l'a prouvé nombre de fois l'O. C. E. de gauche, et que ce qu'il convient de reconnaître, c'est l'erreur commise et de déclarer que le P. C. E. revient à son ancienne et juste tactique d'unité syndicale. Lorsqu'il commet une erreur, quand il s'en rend compte, le véritable P. C. léniniste le reconnaît et l'étudie pour ne plus y retomber; un stalinien la passe sous silence et prétend la cacher par des subterfuges grotesques.

On dit dans cet article que le P. C. E. a constitué ses organisations par le mot d'ordre de reconstruction de la C. N. T. Mais c'est totalement faux, puisque la seule chose qu'on ait faite c'est de grouper dans le Comité de Reconstruction une partie des syndicats — pas tous — qui acceptèrent nos mots d'ordre d'unité syndicale bien avant qu'on créât le Comité de Reconstruction. « Le nom du Comité de Reconstruction fut juste en son temps », affirme-t-on dans l'article. Pour justifier cette monstruosité, on altère l'ordre des dates de la façon la plus grossière. Nous avons affirmé que le Comité de Reconstruction fut constitué avec beaucoup de retard et inopportunément. Quelques mois plus tôt, le C. R. eût été utile et nous l'aurions appuyé de toutes nos forces. Mais nous savons tous que le P. C. commença sa campagne de « reconstruction » lorsque la C. N. T. était presque reconstruite par les éléments anarcho-syndicalistes — alors que ces messieurs à qui personne ne l'avait commandé l'avaient dissoute au moment où elle était le plus nécessaire — et que le Comité de Reconstruction sortit de la fameuse Conférence de Séville qui eut lieu en juin 1930. Mais, si notre auteur de l'article avait dit cela, sa thèse s'effondrait. Il a inventé un appui et il nous dit — il le dit dans une revue française qui n'est pas lue en Espagne — comme nous l'avons vu, que « la C. N. T. fut au début anarcho-syndicaliste », que « les syndicalistes l'ont dissoute » et « qu'alors, lorsque le coup d'Etat de Primo de Rivera eut lieu et que la C. N. T. fut dissoute volontairement, notre P. C. lança le mot d'ordre de « reconstruction » jusqu'à cette date ». Et on affirme que le mot d'ordre a triomphé, en oubliant que la C. N. T. qui « au début fut anarcho-syndicaliste » continue de l'être encore grâce à la tactique scissionniste que l'I. C. et la bureaucratie de notre P. C. ont réalisée en Espagne, en laissant la C. N. T. sans opposition, les syndicats du Comité de Reconstruction restant en marge. « Le mot Comité de Reconstruction a perdu son sens », affirme l'auteur de l'article, et on aurait évité une grande perte de temps si on s'était préoccupé d'étudier les critiques que nous avons faites à ce sujet.

« Un changement est indispensable ». Mais le Comité de Reconstruction qui s'est déconsidéré et couvert de ridicule, qui a réalisé la scission syndicale, ne peut pas se convertir en Comité pour l'unité syndicale. Si nous voulons sincèrement faire œuvre d'autocritique, il faut accepter la réalité telle qu'elle est, en reconnaissant que les masses ouvrières ne peuvent accepter un

comité qu'elles n'ont pas désigné et avec lequel elles ne sont pas d'accord. Il faut reconnaître l'immense erreur commise et dissoudre le comité de reconstruction. Les masses ouvrières verront notre sincérité, elles comprendront qu'on a réellement changé de tactique. Si on n'agit pas ainsi, il faudra dire qu'on ne prépare qu'une mascarade pour se libérer de nos critiques d'opposition.

Le Comité pour l'unité syndicale doit sortir d'une conférence du mouvement minoritaire pour l'unité syndicale. Mais il faut constituer ce mouvement minoritaire, il faut organiser les minorités syndicales dans les syndicats, ce que jusqu'ici le P. C. n'a pas fait et ne se préoccupe pas de faire, si nous exceptons le peu qui a été fait dans ce sens par les « oppositions communistes » de Madrid et de Catalogne, quoique ces dernières applaudissent également en principe l'idée de la Conférence de Séville, tout en prétendant le nier.

A QUOI PEUT CONDUIRE LE CHANGEMENT DE TACTIQUE

Quelques camarades considèrent que le changement de tactique peut conduire à l'unification du P. C. E. Nous, communistes de l'opposition de gauche, qui avons tant bataillé et sommes prêts à batailler encore pour refaire l'unité communiste en Espagne et internationalement, nous serions les premiers à nous en réjouir. Mais, malheureusement, il n'en sera pas ainsi. Il s'agit, simplement, d'une de ces manœuvres *stratégiques* que nous citions au début de cet article et auxquelles l'inepte bureaucratie de l'I. C. nous a habitués; on change de tactique, fût-ce seulement dans les mots, devant nos critiques justes et raisonnées.

Nous ne nierons pas, cependant, que la manœuvre est en train de semer la confusion et l'incertitude au sein des oppositions de Madrid et de Catalogne. La base de ces groupes croira sincèrement, mais d'une façon un peu candide, que l'I. C. a compris que ces deux groupes ont raison. Mais, outre que c'est candide, ce serait ignorer ou oublier que c'est la bureaucratie de l'I. C. qui a imposé la tactique passée aussi bien que la tactique actuelle, d'une manière dictatoriale et sans consulter l'avis de la base, le P. C. E.

Les oppositions de Madrid et de Catalogne, groupes sans principes qui oscillèrent à la dérive entre le « stalinisme » et le « boukharinisme » bien que parfois, surtout à la base, elles s'approchent de la gauche communiste, vont subir un rude choc. Lorsqu'on connaîtra en Espagne le changement de tactique il y aura de fréquentes discussions de camarades de bonne volonté. Logiquement cela ne peut manquer d'arriver à des organisations sans principes — bien qu'elles considèrent que nous ayons raison dans nos critiques de la bureaucratie — qui possèdent seulement une dose importante d'amour propre. Pourquoi, quelles différences essentielles séparent le groupement de Madrid, par exemple de l'O. C. E. de gauche? Quelles autres différences la séparent du C. E. du Parti Communiste officiel? Cela semblera paradoxal.

mais c'est ainsi, très peu de camarades du groupement sauront répondre à ces questions. Les dirigeants du groupement, dont certains ont plus d'ambition personnelle que de certitude doctrinale, ne sauront pas répondre. Ils ont appris à la base à craindre d'être qualifiée de « trotskyste » car l'I. C. combat le « trotskysme ». On cache sous cette formule la peur de se voir absorbés et enveloppés dans une discussion documentée, et également, la crainte des foudres de Staline. Seules les questions de tactique, ont dit ces pauvres « chefs » les séparent du C. E. du parti officiel. Et maintenant ? La tactique a changé, dans les termes, et la base des organisations va demander : que faisons-nous ? Allons-nous voir piétiner lamentablement ceux qui ne veulent l'unité que si elle leur rapporte quelque chose, ceux qui ont déjà créé leur propre Parti, où ils pensent être quelque chose ?

L'unité du parti ne se fera, ni ne peut se faire si nous attendons que les dirigeants et les aspirants à la direction la fassent. C'est la base du parti et les organisations de Madrid et de Catalogne qui doivent l'imposer, qui peuvent et doivent le faire. Mais il ne s'agit pas seulement de l'unité organique. Il s'agit également, du changement du régime intérieur dans l'I. C. — non seulement dans le P. C. E. — du changement réel de tactique et de politique, du rétablissement de la démocratie communiste et du respect de la doctrine internationaliste de Marx et de Lénine, de ceux dont la bureaucratie de l'I. C. nous a séparés. C'est ce que nous, communistes de gauche, disons dans notre plateforme politique, ce que nous répétons sans cesse dans nos critiques qui sont, à n'en pas douter, la cause du changement de tactique actuel du communisme officiel.

Et nous devons faire l'affirmation suivante : Nous ne pouvons pas faire de grandes distinctions entre les dirigeants du parti officiel et ceux de ce qu'on appelle les oppositions (Fédération Catalane et Agrupacion de Madrid). Ceux-là, du point de vue doctrinal et révolutionnaire sont sur un terrain plus ferme que ceux-ci. Leur ambition est satisfaite. Les seconds aspirent à la satisfaire. Il y a entre la base des organisations des différences plus profondes. Dans les oppositions, dans le groupement de Madrid par exemple, il y a le meilleur du communisme espagnol : la bonne volonté personnifiée, le bon sens. Dans les organisations du C. E. l'impulsion bruyante, insensée, mais également l'enthousiasme révolutionnaire. On peut et on doit harmoniser ces vertus et ces qualités. Il faut le faire par dessus tout. L'Opposition Communiste Espagnole de Gauche, le seul groupe qui soit sur un terrain marxiste et ferme, qui possède une plate-forme solide, poursuit ce but de toutes ces forces. Mais il prévient chacun que le « changement » de tactique dicté par « décret royal » par la bureaucratie de l'I. C. sans prendre le pouls politique des communistes espagnols, ne nous donne pas de garanties, car il est en outre fausement réalisé par les raisons que nous venons d'exposer.

Peu nous importe à nous, communistes de gauche, qu'on n'indique pas l'origine du changement de tactique. Nous savons que

La dictature de Primo de Rivera mit fin à la lutte exaspérée que se livraient, en 1923, les deux centrales syndicales du prolétariat espagnol : l'Union générale des Travailleurs, et la Confédération nationale du Travail. La bataille entre les deux organisations allait toujours en augmentant depuis 1920, lorsque les chefs traités de l'U. G. T. réformistes rompirent le pacte qui établissait le front unique entre les deux organisations pour lutter contre la répression capitaliste qui faisait rage alors. Le front unique fut rompu par la social-démocratie espagnole (quoique les chefs anarchistes possèdent aussi une responsabilité en ayant prétendu empêcher les social-démocrates de mener une campagne électorale), pour pouvoir mieux et plus librement conduire la campagne électorale qui s'ouvrait à ce moment. C'est alors que se produisit un brusque changement dans la tactique de l'U. G. T., organisation qui avait soutenu de grandes luttes comme les grèves

APRÈS UNE TRÈVE DANS LA LUTTE

U.G.T., la C.N.T. et la lutte pour l'unité syndicale

(*Comunismo*, n° 3.)

HENRI LACROIX.

nos critiques sont justes et qu'elles ont fait réfléchir les bureaucraties. Nous continuerons fermement de défendre nos idées, les seules justes, celles qui sont véritablement marxistes. Quant à ceux qui parlent par ici de la faiblesse numérique du « trotskysme », nous leur donnons l'avis suivant : Lénine fut seul, beaucoup plus seul que nous, mais il avait raison et il imposa sa raison. Nous, pas si faibles que vous le voulez, nous possédons la force énorme de la raison, nous savons ce que nous voulons, et où nous allons. Nous triompherons car seule la raison s'ouvre un chemin. Nos doctrines sont justes, la force numérique viendra ensuite. Nous n'aspirons pas à des postes bureaucratiques et nous n'en voulons pas. Nous savons tous gagner notre pain « à la sueur de nos fronts ». Vous retardez lorsque vous envisagez le problème d'un point de vue strictement personnel, lorsqu'au lieu de la qualité vous voyez la quantité.

L'I. C. est aujourd'hui dans une situation chaotique par la faute des gens qui pensent ainsi. Cette mentalité bureaucratique a écarté l'I. C. du chemin bolchevik tracé par Lénine et par Trotsky. L'Opposition Communiste de Gauche Internationale à laquelle nous appartenons, nous, O. C. E., a lutte, lutte et luttera contre cela.

générales de 1917, celles des mineurs des Asturies, de Rio Tinto, Pennaroya, Biscaye, Barruelo, etc... Ce changement coïncida avec la scission opérée dans le sein de la social-démocratie espagnole lors de la discussion des 21 conditions de l'Internationale Communiste.

L'U. G. T. groupait à ce moment moins de 200.000 adhérents. Le principal de ses forces était concentré presque exclusivement en Biscaye (avec 35.000 membres à peu près), dans les Asturies (plus de 30.000), à Madrid (avec près de 90.000 membres). Le reste se répartissait, par ordre de quantité, entre l'Andalousie (paysans), la Galice (paysans et ouvriers du bâtiment) la vieille Castille (paysans) et quelques ouvriers industriels de la province de Guipuzcoa.

La C. N. T. groupait près de 1 million d'adhérents et son trait le plus saillant était la lutte violente, révolutionnaire, mi-collective et mi-individuelle. Bientôt elle tomba dans l'erreur impardonnable de ne répondre que par la violence individuelle à la répression de la bourgeoisie, principalement en Catalogne. Cet aspect de la lutte, le manque de programme révolutionnaire de la part de la C. N. T., la myopie politique et l'incompétence de ses dirigeants, conduisirent à la défaite la plus lamentable; l'occasion révolutionnaire la meilleure que le prolétariat espagnol ait eue, fut perdue. L'apoliticisme anarchiste, son aveuglement stupide, ont été les principaux obstacles au triomphe de la révolution espagnole dans l'année 1920.

L'aventurisme individualiste anarchiste fut écrasé par la répression capitaliste malgré de magnifiques actes d'héroïsme. La dictature de Primo de Rivera fut, en un sens, l'affirmation réelle du triomphe du capitalisme sur le prolétariat espagnol.

Lors du coup d'Etat de 1923, les dirigeants anarchistes de la C. N. T. ne trouvèrent pas d'autre issue et ne surent pas réagir autrement qu'en dissolvant la C. N. T. La Catalogne, l'Andalousie, les Asturies, la Galice et autres centres où la C. N. T. comptait des organisations furent soudainement « pacifiées », selon l'expression de la bourgeoisie espagnole. Cet événement joua un grand rôle dans la longue durée du régime dictatorial de Primo de Rivera. La bourgeoisie vit là un grand succès du dictateur; la classe ouvrière subit une brusque secousse et une brutale déception en voyant les chefs confédéraux dissoudre les organisations syndicales. On peut affirmer que si la C. N. T. n'avait pas été dissoute, et si elle avait été dotée d'un programme révolutionnaire concret, l'existence de la dictature de Primo de Rivera aurait été de courte durée.

Huit années ont passé. Le régime politique a subi des modifications. La C. N. T. s'est reconstituée, puissante au point de vue organique quoiqu'elle soit beaucoup plus réformiste que lorsqu'elle fut dissoute.

L'U. G. T. a conservé et augmenté un peu ses effectifs: actuellement elle groupe 230.000 travailleurs, à peu près. La C. N. T. s'est réorganisée et doit compter 800.000 membres. La répartition

MISERE, LUTTE DE CLASSES ET UNITE SYNDICALE

Les circonstances actuelles, la crise du travail, la faim et la misère dans les foyers prolétariens ne sont pas justement appréciés par les dirigeants réformistes de l'U. G. T. et de la C. N. T. Les masses ouvrières veulent lutter pour une meilleure situation. La république bourgeoise n'a en rien résolu la misérable situation des masses ouvrières. Le prolétariat andalou, affamé, exige du pain et du travail. L'étincelle allumera le feu dans l'Espagne entière. Les ouvriers s'insurgent. L'U. G. T. trahit. La C. N. T. ne sait pas que faire, ses chefs craignent les masses. La C. N. T. a des forces pour accomplir une révolution sociale. Mais il lui manque l'essentiel : un programme. Ses chefs n'en ont pas. Il manque un P. C. qui soit l'avant-garde de la classe ouvrière. Et les chefs anarchistes publient la déclaration suivante : « La classe ouvrière espagnole n'est pas capable de remplacer la république bourgeoise ». Cette phrase jette la déception dans le cœur et l'esprit des masses ouvrières. Que faire ? Proposer la fusion de l'U. G. T. et de la C. N. T. ? Les 230.000 membres de l'U. G. T., presque tous, constituent une espèce d'aristocratie de la classe ouvrière espagnole. Les patrons préfèrent les ouvriers de l'U. G. T. à ceux de la C. N. T., et aux *inorganisés*. L'immense majorité des membres de l'U. G. T. s'opposent à la fusion ; les chefs de l'U. G. T. excluent de son sein quiconque défend l'unité syndicale, comme cela est arrivé récemment à l'union des employés de commerce de Madrid, organisation dirigée par les communistes.

Les ouvriers et les chefs de la C. N. T. se rient, également, de quiconque vient proposer la fusion des deux organisations. C'est impossible. Il y a cependant aussi dans l'U. G. T. des ouvriers révolutionnaires, et d'autres de bonne foi, quoique confus. Ceux qui sont groupés dans la C. N. T., mécontents de leurs chefs, espèrent que de quelque part surgira une orientation juste et révolutionnaire ; ils ont confiance en leurs forces et aiment la C. N. T., leur C. N. T. et sa tradition révolutionnaire. Il faut unir les ouvriers révolutionnaires de la C. N. T. avec ceux qui sont dans l'U. G. T. Les communistes doivent lutter, dans l'U. G. T. et dans la C. N. T. pour que l'unité syndicale se fasse sur la base de la C. N. T. ; il faut convaincre les ouvriers de l'U. G. T. de la nécessité de combattre avec leurs frères de la C. N. T., en réalisant d'abord le front unique pour la conquête des revendications immédiates, et l'unité syndicale révolutionnaire ensuite. Nous savons que les chefs réformistes de l'U. G. T. exclueront de leurs rangs les militants et aussi les organisations qui ne soutiendront pas leurs points de vue ou qui se déclareront partisans de l'unité syndicale. Ils doivent immédiatement demander leur entrée dans la C. N. T. Et si dans cette organisation il n'est pas toujours facile d'agir, parce que les chefs anarcho-syndicalistes savent aussi exclure dictatorialement, nous pouvons compter que la base

de l'organisation est un peu plus tolérante et compréhensive que les défenseurs inconditionnels de Largo Caballero et Cie.

Le problème de l'unité syndicale est en Espagne plus difficile que dans les autres pays, bien qu'il ait existé dans le passé une large atmosphère unitaire. Et cela, par suite du sectarisme des chefs, de l'incompréhension et de la déception subie par les masses, de la fausse politique suivie par la bureaucratie du P. C. espagnol. Mais, malgré tout, on ne peut douter que ces difficultés seront vaincues si l'on applique habilement la juste tactique préconisée par l'opposition de gauche espagnole.

H. LACROIX.

La révolution espagnole, le parti, et l'anarcho-syndicalisme

Rien ne donne une idée aussi juste de la dégénérescence où est tombé la direction actuelle de l'Internationale Communiste que l'attitude adoptée par elle sur les problèmes de la révolution espagnole. Notre pays traverse la période la plus intéressante de son développement révolutionnaire; objectivement il n'y a pas de nation européenne où soient données actuellement plus favorablement les prémisses d'une révolution sociale. Cependant, malgré cela, la direction de l'I. C. fait complètement défaut dans l'étude de la situation et dans l'établissement des mots d'ordre et de la tactique. On peut dire que depuis la révolution allemande de 1923 il ne s'est pas présenté en Europe une situation révolutionnaire aussi favorable que celle qui existe actuellement en Espagne. Mais la révolution passe dans notre pays sans que la bureaucratie de Moscou ni celle de Madrid, la sentent. Le prolétariat espagnol, toujours plus radicalisé, poussé par l'exploitation qu'il subit, par la misère et la répression, se livre, impatient, à des actions violentes isolées. La contre-révolution se précipite sans que le prolétariat ait organisé ses cadres de combat et ait assuré l'efficacité de ses luttes.

Ni la bureaucratie de Moscou ni celle de Madrid ne se sont occupées d'étudier quelques-uns des caractères particuliers que la révolution a et aura en Espagne, et principalement l'énorme obstacle que constituent les masses ouvrières anarcho-syndicalistes pour le développement de la révolution espagnole. Il suffit de connaître préalablement la corrélation des forces dans le mouvement ouvrier espagnol pour se rendre compte des immenses dangers qui menacent la révolution sociale en Espagne. Sans cela, sans se rendre compte du facteur révolutionnaire et en même temps contre-révolutionnaire que constituent les masses anarcho-syndicalistes, on ne peut poser justement les problèmes de la révolution espagnole.

Le stalinisme a habitué dans la théorie les communistes aux

généralités dépourvues de sens. Il ne se rappelle l'internationalisme, que lorsque c'est du crétinisme politique. Ces généralisations sans sens peuvent être réellement funestes pour le déroulement des événements en Espagne. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le peu d'articles qui se publient dans la presse communiste officielle de tous les pays, y compris l'Espagne, sur la révolution. Les masses profondément révolutionnaires qui suivent les anarcho-syndicalistes ne sont pas mentionnées. On pose la question comme s'il s'agissait d'un autre pays européen quelconque. C'est-à-dire qu'on limite à la bourgeoisie, aux socialistes et aux communistes les forces qui entrent en jeu et en lutte. On écarte délibérément l'énorme importance qu'a l'anarcho-syndicalisme. Ne pas avoir comme préoccupation révolutionnaire le rôle des masses anarcho-syndicalistes dans la prochaine révolution, c'est liquider celle-ci par avance et entraver le bouleversement révolutionnaire qui peut surgir en Espagne. Il faut se rendre compte à l'avance de ce que ces masses, influencées par l'anarcho-syndicalisme et qui suivent ses mots d'ordre, peuvent être entraînées à jouer le plus néfaste rôle contre-révolutionnaire, quoiqu'inconsciemment.

En effet, la corrélation des forces dans n'importe quel pays européen est celle-ci : la bourgeoisie, les socialistes et les communistes, forces qui se groupent sur deux fronts : bourgeoisie et socialistes d'un côté, communistes de l'autre. Les anarchistes, les anarcho-syndicalistes sont dans tous les pays des sectes, que ne suivent pas les grandes masses d'esprit révolutionnaire. Dans la prochaine révolution sociale, la représentation du prolétariat portera dans les batailles son avant-garde, le parti communiste. Les éléments libertaires ne jouent aucun rôle prépondérant dans la révolution. Et ce qui est vrai pour tous les pays européens ne l'est pas pour l'Espagne. Poser sous cette forme abstraite la question dans notre pays, c'est réaliser une politique de suicide, qui aura de très graves conséquences pour la révolution. Celui qui se laisse tromper par ces généralisations et se proclame communiste démontre pratiquement qu'il n'a pas compris si peu que ce soit la dialectique marxiste. Les questions qui touchent à l'intérêt de la révolution doivent être posées brutalement, sans laisser place aux équivoques. La seule façon efficace d'employer une thérapeutique qui réussisse, c'est de connaître la maladie. Pour que le P. C. espagnol applique une thérapeutique révolutionnaire efficace, il est nécessaire qu'il se rende compte du caractère propre de l'anarcho-syndicalisme. Dans la situation actuelle de l'Espagne, il ne suffit pas d'accuser les chefs anarcho-syndicalistes d'être des agents de la bourgeoisie et des complices de la garde civile et de la police. Il faut reconnaître le fait actuel que les masses d'esprit et de tempérament révolutionnaire suivent à 95 % les mots d'ordre de l'anarcho-syndicalisme et seulement à 5 % ceux du parti communiste. Quand certains dirigeants du parti considèrent la situation comme mûre pour l'insurrection et la prise du pouvoir, quand on donne constamment des mots d'ordre d'un caractère typiquement insurrectionnel et qu'on ignore, ou qu'on agit comme si on l'ignorait, ce fait initial élémentaire, que dans la période actuelle les masses ou-

vrières et paysannes suivent l'anarcho-syndicalisme en proportion supérieure au parti, cela démontre un manque absolu de capacité de direction politique, sinon un aventurisme sans scrupules.

La guerre mondiale en termina dans tous les pays avec le mouvement de caractère syndicaliste-révolutionnaire, dont le noyau le plus puissant se manifestait en France et en Italie. A la lumière des événements l'insuffisance de sa doctrine et l'infantilisme des mythes soréliens se révélèrent. Elle mit en évidence la nécessité d'un parti organisé du prolétariat, qui guide celui-ci dans sa lutte pour le pouvoir et exerce la dictature contre la bourgeoisie au nom des ouvriers et des paysans. Depuis la guerre, l'hégémonie que l'anarcho-syndicalisme avait exercé dans le mouvement ouvrier de certains pays, comme conséquence de l'opportunisme parlementaire des vieux partis social-démocrates, disparut, et les masses ouvrières qui avaient suivi son influence commencèrent à nourrir les partis communistes. Tout essai de ressusciter le syndicalisme d'avant-guerre était par avance condamné à l'échec. Par le même jeu des tendances, l'essai que tente actuellement en France le groupe Monatte-Chambelland, n'a pas la possibilité de se développer et son objectif peut être qualifié d'extravagant et de réformiste.

En Espagne, le développement des tendances ouvrières a pris une autre forme. Avant la guerre la force de l'anarcho-syndicalisme se limitait à quelques organisations à Barcelone et dans d'autres régions d'Espagne. C'étaient des organisations tout à fait sectaires et leur caractère professionnel disparaissait derrière leur teinte libertaire. Mais durant la guerre, l'anarcho-syndicalisme, sous une forme nettement espagnole et qui n'avait pas de précédents dans les mouvements syndicalistes des autres pays, se développa d'une façon extraordinaire. En 1914 la C. N. T. comprenait à peine 25.000 membres; en 1918 elle en comptait plus de 500.000. Les répercussions révolutionnaires de la guerre, coïncidant avec les désirs de la majorité de la classe ouvrière espagnole, et l'impuissance de l'U.G.T. et du Parti socialiste à comprendre les aspirations de la masse, entraînèrent ce développement grandissant de l'anarcho-syndicalisme. Jusqu'alors les libertaires espagnols étaient restés enfermés dans leur dogmatisme. En se trouvant dans cette nouvelle situation, ils révisèrent pratiquement quelques-uns de leurs postulats antérieurs.

Les capitalistes espagnols avaient considérablement bénéficié, du point de vue économique, des bénéfices de guerre. L'enrichissement des capitalistes n'avait pas entraîné la moindre amélioration des conditions de vie des ouvriers et des paysans. La révolution russe encouragea les ouvriers et les paysans espagnols à poser leurs revendications économiques les plus décisives. Mais en même temps les masses, qui subissaient d'une façon plus ou moins directe l'influence anarchiste, avec la renaissance de l'organisation syndicale ne s'orientèrent pas vers les organisations de tendance socialiste, mais vers celles de tendance anarcho-syndicaliste.

Brusquement la Confédération prit un développement inusité. L'Union générale des Travailleurs devint numériquement inférieure à la centrale anarcho-syndicaliste. Mais à la tête des syndicats

uniques on trouvait comme dirigeants des membres des groupes anarchistes. Grâce à l'impulsion propre de la masse, ils furent obligés d'abandonner momentanément leur sectarisme libertaire, pour adopter des règles d'action syndicale d'un subit aspect autoritaire. Cependant ils ne purent abandonner complètement leurs méthodes d'action violente individuelle. D'où la contradiction insurmontable entre les systèmes tactiques de masses tels qu'on ne les avait jamais vu pratiquer dans aucun autre pays du monde, comme la censure rouge, la grève échelonnée d'industrie, etc... et le glissement vers l'action violente individuelle qui a entraîné depuis des conséquences fatales, non seulement matérielles, mais aussi morales, pour le mouvement confédéral. Mais il était naturel que les choses tournent ainsi, car les dirigeants n'avaient pas l'expérience de la direction des mouvements de masses, et, ce qui est pire, ils manquaient d'une idéologie claire et efficace.

La confédération était, et est actuellement, comme on l'a dit justement un colosse aux pieds d'argile. Le mouvement dépassa les chefs. La systématisation de la violence individuelle sans aspiration politique révolutionnaire immédiate, ne pouvait conduire qu'à une réaction. Lorsque celle-ci survint, le colosse ne sut pas l'affronter, non par manque d'héroïsme de la part de ses militants, mais par incapacité politique de ses dirigeants. Ils ne se proposaient pas comme fin la conquête du pouvoir, ni ne savaient, pour y arriver, formuler une tactique adéquate. Il manquait enfin un parti organisé du prolétariat, son avant-garde révolutionnaire : le parti communiste. Ainsi, lorsque le 13 septembre 1923 le général Primo de Rivera imposa sa dictature, la C. N. T. ne trouva pas de meilleur moyen de la combattre que de dissoudre les syndicats. Il est vrai qu'ensuite il y eut une réaction contre cette décision, et qu'on essaya de les réorganiser, mais d'une façon très diminuée par suite même de la répression.

La dictature survint lorsque la C. N. T. entière était dans sa splendeur, et aussi lorsque le souvenir des nombreux militants qui avaient donné leur vie pour l'organisation était encore vivace. Mais, bien que les anarcho-syndicalistes fussent persécutés, les travailleurs suivaient en esprit leurs directives. Les masses voyaient seulement dans l'écroulement de la Confédération une conséquence de la répression gouvernementale, et non un effondrement des méthodes de luttes anarcho-syndicalistes. Ainsi seulement s'explique qu'avec ses cadres syndicaux complètement détruits la C. N. T. ait pu déclencher deux grèves générales durant la dictature. La sympathie des masses pour la centrale anarcho-syndicaliste était d'ailleurs due à un autre stimulant : elles voyaient comment les organismes de l'Union Générale collaboraient avec la dictature. Pour celui qui militait dans le mouvement ouvrier, il était clair qu' aussitôt que les circonstances en offriraient la possibilité, les organisations anarcho-syndicalistes surgiraient avec une impulsion entraînante.

Ce moment est arrivé; nous y sommes. Nous nous trouvons, cependant dans une époque de floraison de l'anarcho-syndicalisme qui ressemble à celles qu'à déjà connues la Confédération dans les

années 1918-1922. Les masses inorganisées qui affluent à l'organisation syndicale dans les époques de flux révolutionnaire, pour l'abandonner dans les moments de marée basse, se précipitent dans les rangs de l'organisation confédérale et la nourrissent puissamment, ces masses sont peu disposées à accepter la démagogie « apolitique » de l'anarcho-syndicalisme. Elles reviennent à nouveau vers l'organisation confédérale, avec une énergie d'autant plus grande que ses besoins sont vastes.

On ne peut nier qu'il y ait des facteurs de caractère sentimental qui jouent un grand rôle chez les masses ouvrières et paysannes, surtout dans un pays comme l'Espagne, qui manquent considérablement d'éducation politique, et qui par suite, sont toujours disposées aux réactions émotives. Le paysan andalou, qui se dresse comme un illuminé et avec une impulsion révolutionnaire entraînant, pour se laisser tomber ensuite dans une prostration complète, agit par réflexes sentimentaux. Il sait que depuis de longues années, l'anarchie a laissé de nombreuses victimes à la bourgeoisie espagnole. Il ne parvient pas à voir la maladresse de la tactique anarcho-syndicaliste, ni son incapacité à organiser la révolution. Il a entouré les anarcho-syndicalistes d'une légende d'héroïsme.

Mais le passé n'a nullement servi comme expérience à l'anarcho-syndicalisme. Il continue, sans réussir à trouver son chemin dans les grandes luttes du prolétariat universel. L'anarcho-syndicalisme n'offre pas un corps de doctrine capable de résoudre les problèmes économiques de la société. Il se base sur un lyrisme « apolitique », faute de soutien économique. Le récent congrès de la C. N. T. a mieux servi que n'importe quoi à mettre en évidence l'épouvantable confusion dans laquelle se débat à l'heure actuelle l'anarcho-syndicalisme espagnol. Ce Congrès dura une semaine, et on peut dire qu'après tant de laborieux débats il est quasiment impossible de préciser quelles décisions y ont été prises. La seule chose qui se détache est la forte atmosphère d'hostilité contre les communistes qui étaient présents dans l'assemblée. Il suffisait qu'un délégué quelconque en dénonce un autre comme communiste pour que le Congrès se dresse contre lui et l'expulse violemment du local. Quelques délégués communistes catalans furent expulsés du Congrès sans qu'on leur donnât la moindre possibilité de se défendre — bien qu'ils représentaient des puissants syndicats de Barcelone. Et, connaissant l'état de violence qui caractérise les luttes à l'intérieur du mouvement espagnol, nous ne croyons pas nécessaire d'ajouter que ces expulsions étaient accompagnées de menaces avec le revolver et le couteau.

Pour la destinée de la révolution en Espagne rien n'est plus dangereux que cette hégémonie dont jouit l'anarcho-syndicalisme dans le mouvement révolutionnaire. Cela est beaucoup plus grave pour les contradictions elles-mêmes qui existent à la direction de la C. N. T. Nous savons déjà que les éléments dirigeants de l'organisation nationale sont tout à fait tombés dans le camp du réformisme. La pratique syndicale a démontré l'insuffisance de l'anarcho-syndicalisme comme doctrine politique. Ils fuient le communisme comme le diable par la porte, au fond l'anarchiste est un vulgaire rebelle

avec une exaspération libérale. Perdus dans une mer de confusions, ils vont d'un côté à l'autre sans pouvoir s'arrêter sur une position. Tous ceux qui ont assisté à la session récente du Congrès de la C. N. T. ont pu voir clairement la tragédie spirituelle de Angel Pastana. Il donnait l'impression d'un homme accablé, écrasé par une responsabilité trop lourde pour ses forces, n'arrivant pas à trouver le véritable chemin. Arin, Peiro et d'autres se trouvaient dans une situation analogue. Cependant, et c'est la contradiction que nous avons signalé, à la tête de l'organisme confédéral, on trouve ces chefs anarcho-réformistes. Mais ont-ils le contrôle sur les masses affiliées à la C. N. T.? On peut le nier sans aucun doute. Ces masses ouvrières échappent à leur contrôle, pour tomber sous l'inspiration directe des anarchistes purs. Ce sont eux que l'on trouve à la tête des mouvements de grève actuels de caractère révolutionnaire. Ce sont les anarchistes qui interprètent les désirs des masses impatientes et d'instinct révolutionnaire, mais manquant d'un sens et d'une idéologie constructive de classe. D'autres part, nous voyons que les premiers à exprimer sans réserves leur crainte devant les combats des masses ouvrières sont les chefs anarcho-réformistes. En même temps qu'ils considèrent avec doute les objectifs anarchistes, ils écrivent dans *Solidaridad Obrera* qu'il est impossible de dépasser politiquement la république. Prisonniers des groupes anarchistes, et bien qu'ils aient les os pourris de réformisme, ils s'efforcent à réaliser tous les genres d'équilibre politique, qui ne peuvent avoir d'autre résultat que de mener le prolétariat dans un véritable bourbier.

De ce que nous avons dit précédemment il ressort un fait évident, qui pour la bureaucratie stalinienne internationale ne semble avoir aucune importance. C'est le suivant : alors que les masses ouvrières et paysannes adoptent une attitude révolutionnaire nationale, le P. C. n'exerce aucune fonction de direction nationale. Il ne parvient pas à gagner l'hégémonie sur la direction du mouvement, ni directement en tant que parti communiste, ni indirectement, par l'intermédiaire des organisations syndicales qu'il influence. Le parti disparaît comme parti, et ses mots d'ordre ne sont pas reconnus par les masses. La force d'un parti envers le prolétariat ne se démontre pas seulement partiellement, dans telle ou telle région où surgissent des grèves, des manifestations de chômeurs ou des luttes contre la garde civile dirigées par des communistes : une secte étroite et limitée peut même à certains moments provoquer des actions révolutionnaires locales. L'influence réelle du parti communiste sur les masses ouvrières et paysannes est démontrée seulement lorsque surgissent des mouvements de caractère national lorsque les masses vont à la lutte dans les rues en ne suivant que les directives, mots d'ordre et ordres du parti communiste. Si l'on ne veut pas se tromper sur l'influence réelle du P. C. on ne peut poser la question que de cette manière. Pour fixer une tactique sûre qui n'aboutisse pas à de sanglants contre-temps, il faut commencer par la vérification des faits. Comme le dit L. Trotsky, le principe fondamental de la tactique doit être : si tu veux devenir plus fort, ne t'obstine pas à exagérer tes propres

forces. Tout le reste est pure inconscience et aventurisme, les deux également néfastes à la cause de la révolution.

Il n'y a qu'à considérer le passé pour trouver des preuves démonstratives de ce que la direction du mouvement révolutionnaire actuel en Espagne n'est pas le parti communiste, mais l'anarcho-syndicalisme, la C. N. T. Depuis le 14 avril, jour de la proclamation de la république, aucun mouvement révolutionnaire n'a eu une portée semblable aux luttes de la fin de juillet à Séville, à la grève des Téléphones, et aux mouvements de grève parallèles aux deux. Gabriel Péri, Majorsky, Koltsov et autres porte-plumes de l'Internationale Communiste peuvent dire dans leurs articles que les combats actuels de la classe ouvrière espagnole se livrent maintenant sous la direction du parti communiste, et que des soviets ont été constitués dans toute la péninsule. Cela ne correspond pas à la vérité. La bureaucratie de Moscou donne au parti communiste espagnol des mots d'ordre disproportionnés à ses forces; par esprit de servilité et pour conserver les subventions, cela peut conduire à la tentative d'un coup de main dont les conséquences peuvent être catastrophiques pour le parti et le prolétariat espagnol.

Quand peut-on dire que le parti possède la direction du mouvement ouvrier? Lorsque les mouvements qui surgissent dans le pays n'échappent pas à son contrôle plus ou moins direct; lorsqu'à la tête des grèves pour les revendications économiques se trouvent les communistes; lorsque le parti lance des mots d'ordre qui sont immédiatement appuyés, lorsque les organisations communistes sont capables d'organiser des manifestations des masses; en somme lorsque les masses ouvrières et paysannes considèrent le parti communiste comme leur propre parti et suivent seulement les directives qu'il leur donne. C'est seulement dans ces conditions, quand le parti a gagné l'influence absolue sur les masses, qu'il peut poser comme revendication immédiate la conquête politique du pouvoir, c'est-à-dire de l'appareil de l'Etat.

Est-il cependant possible qu'il se rencontre un dirigeant assez cynique pour affirmer que le parti communiste espagnol possède la direction effective du mouvement ouvrier de notre pays? Le mois de juillet a été riche en enseignements sous ce rapport. Lorsque le prolétariat espagnol se lance dans la rue, les militants communistes accomplissent avec tout leur héroïsme leur devoir de révolutionnaires; mais ce n'est pas le parti communiste qui a la direction de la lutte, qui donne les mots d'ordre que suivent les masses en action. C'est la C. N. T. qui a le contrôle réel de ces combats de masses. Lorsque le parti communiste donne pour son propre compte des instructions politiques, il ne rencontre pas d'écho dans l'arène ouvrière nationale. Prenons par exemple ce qui est arrivé pour la journée internationale du 1^{er} Mai. Le parti fit une propagande intense, avec des appels et des tracts, invitant la classe travailleuse à manifester. Malgré cela la journée fut un échec total, bien que l'on ait cherché à le couvrir des plus belles couleurs. Si dans une situation réellement révolutionnaire, comme celle de l'Espagne, encore sous le coup des événements de Séville, le parti n'est pas capable de mobiliser les masses pour une manifestation pu-

blique, c'est que le parti n'a pas de véritable influence sur elles. Ce n'est pas pour nous un déshonneur de le reconnaître, si on le fait avec la ferme volonté d'y chercher remède. Avec la véritable autocritique les partis communistes auront des succès qui s'élargiront et se raffermiront.

Peut-on comprendre qu'avec tous ces facteurs que nous nous sommes efforcés de signaler, le parti du prolétariat, le parti communiste qui a une conception scientifique sur le développement de la révolution et qui se sert d'une tactique cohérente appliquée à chaque étape du développement révolutionnaire, se laisse dépasser par les événements, et ne soit capable devant eux que de se livrer à la démagogie? Pour la direction actuelle du parti communiste espagnol, être révolutionnaire ce n'est pas travailler efficacement pour la révolution, sans tomber dans l'action putchiste en rapport avec un tempérament aventuriste. Cela ne peut avoir que des résultats fatals pour la révolution elle-même. Le prolétariat ne peut offrir le combat à sa bourgeoisie avec des armes tellement inégales que cela ne peut conduire qu'à des échecs qui ne pourront être rattrapés qu'après beaucoup de temps. De même qu'on peut dire que les combats révolutionnaires dirigés par les anarcho-syndicalistes conduisent le mouvement à une série de luttes acharnées très héroïques, mais stériles.

Comme conséquence du manque d'éducation politique marxiste, l'Espagne est le pays où l'on trouve le plus de penchant pour le dilettantisme extrémiste, si plein d'erreurs et de dangers. La politique actuelle de l'I. C. consiste à qualifier de contre-révolutionnaire et d'opportuniste tout militant qui a le sens de la responsabilité révolutionnaire, qui ne veut pas se limiter à la répétition de phrases toutes faites et qui regarde la situation face à face. La crainte puérile de mériter ces épithètes fait tomber de nombreux camarades dans un extrémisme verbal très préjudiciable. Il faut avoir le courage suffisant et l'honnêteté politique nécessaire pour réagir contre cet état de choses. Devant les luttes actuelles de l'anarcho-syndicalisme, il ne suffit pas d'adopter une attitude d'émulation héroïque. Il faut démontrer aux travailleurs que l'anarcho-syndicalisme n'est capable que de diriger des actions aventuristes sans aucun avenir.

Notre désir le plus ardent est que dans un proche avenir les oppositionnels espagnols n'aient pas à se rappeler les avertissements contenus dans le chapitre intitulé « les perspectives des journées de juillet », dans la brochure de notre camarade Trotsky : « *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent* ». Mais l'opposition communiste espagnole n'est pas une fraction démagogique capable de flatter les masses lorsqu'elle suit la voie des aventures. Nous sommes des révolutionnaires pratiques, qui avons la théorie de Marx et la méthodologie révolutionnaire de Lénine. C'est pour cela que nous disons que dans les circonstances actuelles le parti communiste se laisse entraîner par le courant de confusion révolutionnaire de la C. N. T., au lieu de s'efforcer de lui donner une orientation et d'apprendre aux ouvriers quelle est la tactique juste.

L'objectif de l'opposition communiste n'est pas de se borner à

une critique négative. Nos critiques ont toujours un but constructif. Nous commençons en signalant les points faibles, les erreurs, avec l'unique objectif de montrer les meilleurs moyens de les corriger. C'est pourquoi nous croyons que la tâche centrale du parti est la conquête des grandes masses ouvrières et paysannes qui, malheureusement, suivent encore les suggestions de l'anarcho-syndicalisme. Cela ne pourra nullement se réaliser en alimentant une atmosphère d'hostilité et de haine, comme y a donné lieu l'erreur fondamentale du Comité de Reconstruction. Nous avons déjà dit que le facteur sentimentai joue un grand rôle dans le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol. Les ouvriers simples qui ne voient pas dans la C. N. T. ses erreurs politiques mais l'organisation syndicale qui dans sa lutte contre le capitalisme a sacrifié la vie de nombreux militants, peut accepter toutes les critiques, pour dures qu'elles soient, formulées contre ses dirigeants; mais il ne peut consentir à la scission syndicale. En cela, le parti s'est fait le pire mal, car il s'est interdit de mener la propagande directe de nos idées parmi les travailleurs qui suivent encore les inspirations de l'anarcho-syndicalisme.

Déjà avant le 14 avril, et depuis, le parti communiste s'est enfermé dans un extrémisme verbal, et s'est isolé des masses. Il a lancé à la volée des mots d'ordre de caractère insurrectionnel, qui n'ont pas été écoutés par les masses, ni compris. Il n'a pas su pousser à leur extrémité certains mots d'ordre démocratiques, qui auraient servi à accélérer la désillusion des masses ouvrières dans les possibilités révolutionnaires du gouvernement républicain-socialiste. Ne pas savoir réaliser cette politique signifie à l'étape actuelle de la révolution espagnole abandonner les masses à « l'apoliticisme » des anarchistes. Et le parti ne peut nullement laisser les ouvriers et les paysans sous la direction sporadique et incohérente des anarchistes, des aventuriers, des éléments qui expriment d'une façon occasionnelle l'indignation des masses.

JUAN ANDRADE.

Madrid, 7 Août.

Projet de thèses agraires

I.

GENERALITES

Notre parti a besoin d'une politique agraire. Il n'en a aucune, ni bonne ni mauvaise. Purement et simplement, il n'en a pas. Dans la théorie la bureaucratie dirigeante n'a pas dépassé le bavardage et les projets; pratiquement elle n'est pas passée sur le terrain de l'organisation, qui est le seul moyen de créer une base agraire. Une tentative plus sérieuse et positive, réalisée par l'opposition durant les années 1925-26-26 dans la région castillane, a échoué par suite de la politique personnaliste de la fraction stalinienne que le parti traînait comme un poids mort il y a déjà six ans et qu'il est temps de balayer énergiquement. On n'a pas encore prêté à cette question l'attention qu'elle mérite. De la façon d'aborder la question agraire dépend à notre avis que le paysan devienne une des deux choses qu'il peut être : un instrument réactionnaire ou un élément progressif dans le cours de la révolution actuelle dont le dénouement peut être une nouvelle dictature ou bien une situation nette et objectivement mûre pour la prise du pouvoir. On a donc besoin d'une politique honnête, essentiellement bolchévique-léniniste qui, combattant sans pitié la politique de diffamation, de calomnies, d'exclusions, redressera notre parti et le mettra en situation d'accomplir le rôle prépondérant qui lui revient par sa signification et ses principes.

Autrement, si persiste la politique factieuse, contre-révolutionnaire en fait, mécanique et démagogique, caractéristique de tout le mécanisme bureaucratique, nous courons le risque d'être remplacés comme parti révolutionnaire par l'anarcho-syndicalisme entre les mains duquel une révolution ne signifierait rien d'autre que la contre-révolution immédiate. Le parti n'a jamais eu devant lui une perspective plus vaste ni des horizons plus larges pour s'affermir dans le cœur des masses. C'est pourquoi, jamais la responsabilité de F.I. C., dont la politique générale pleine d'erreurs est condamnable dans le cas de l'Espagne, n'a été plus grande.

II.

LE SUJET DE LA REVOLUTION

Le paysan, par suite de ses moyens d'existence, a une tendance individualiste. Cette tendance s'accroît dans les régions

où la propriété est plus divisée. Mais il y a une couche, la plus nombreuse — le travailleur salarié — qui en est en quelque sorte le contre-poids, plus par sa condition sociale que par sa tendance. C'est surtout à la campagne que l'on remarque que l'individu est un produit du milieu. Certains ont tendance à conserver, et d'autres à posséder, et en général l'idée de propriété est profondément enracinée chez tous, bien que par suite des circonstances, ils diffèrent non dans leurs tendances, mais dans leur activité.

Il devient donc clair que par une politique agraire juste on pourra conquérir facilement l'immense couche des ouvriers agricoles, à condition naturellement qu'on parvienne à les convaincre de ce que seule la révolution communiste peut réaliser la transformation agraire qui donnera la terre à celui qui la travaille. Il est difficile, mais non impossible, de réussir à conquérir la large couche des petits propriétaires en leur donnant la certitude que la révolution agraire communiste les délivrera des impôts, des rentes, et dans la généralité des cas augmentera la superficie des terres dont ils pourront tirer profit. Inutile de dire que les autres couches, le propriétaire foncier et le paysan moyen, ne nous intéressent que juste dans la mesure du rôle contre-révolutionnaire qu'ils auront à accomplir.

Et alors : comment faut-il établir cette politique agraire juste, quelles devraient être ses lignes générales? Sans doute, si nous incitions le salarié, en termes abstraits, à se préparer à la prise des terres, et si nous lui disions, sans spécifier ni conditionner le sens de cette possession, que la révolution communiste lui donnera la terre dont il a besoin, nous en ferions une force révolutionnaire explosive aux effets immédiats formidables, mais il est hors de doute que le lendemain nous entrerions en lutte avec lui, juste au moment où nous aurions réalisé le premier pas pour la collectivisation de la campagne. Le facteur révolutionnaire serait devenu un facteur contre-révolutionnaire, dans la période la plus critique pour la révolution. La collectivisation agraire, partant du principe fondamental de l'industrialisation de la campagne, modifiera dans son essence la place et les termes de ce problème; mais cela, prévu d'une façon lointaine dans notre révolution, ne nous intéresse que comme perspective. Ce qui est urgent, nécessaire, c'est une politique agraire, de caractère immédiat, qui incorpore le paysan aux objectifs du parti et le transforme en une force auxiliaire de premier ordre du prolétariat.

III.

ORIENTATION ET PLATE-FORME

Notre politique agraire doit avoir deux aspects : un de caractère immédiat et l'autre de caractère médiate; le premier sur la base d'un programme concret de revendications, et le deuxième tournant autour des idées fondamentales qui servent de titre au chapitre présent et résument toute la théorie sur les traits essen-

tiels de la révolution agraire communiste. Il faut dire clairement au paysan que la révolution agraire tend à mettre fin à l'appropriation individuelle et corporative des moyens de production et d'échange, et qu'elle ne peut pas, par conséquent, faire des propriétaires. Que précisément la raison pour laquelle certains possèdent des terres et d'autres non, découle justement de la possibilité de l'achat, de la vente, de l'aliénation, signes du mercantilisme capitaliste qu'il faut faire disparaître. Que la terre est l'élément générateur du capital, et que la propriété de la terre étant individuelle, l'appropriation du capital le devient aussi. Que dans notre révolution on ne conçoit pas l'existence du capital privé, dont la fonction ne peut pas être autre que d'exploiter. Que la révolution communiste donne au paysan la *possession utile* (usufruit) de la terre, mais non pas la *possession directe*, réservée à la société, et en son nom, pendant le passage du capitalisme au communisme, à l'Etat ouvrier.

Cette orientation de notre politique paysanne permettra à la mentalité du paysan d'évoluer, et ouvre la perspective de la collectivisation en cas de révolution communiste. Elle ne conquerra naturellement pas les sympathies du grand et moyen propriétaire, mais seulement celle du salarié et du petit propriétaire qui sont d'ailleurs celles qui nous intéressent.

Ces considérations sont faites théoriquement et à titre de programme de la révolution communiste, d'anticipation sur le régime de la terre sous la dictature du prolétariat. Pratiquement, sous l'aspect immédiat, comme base de notre politique agraire de pénétration dans la campagne, entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, entre ce que nous pourrions dire aujourd'hui et demain, nous devons travailler à l'organisation en partant d'un programme de revendications minimum, en tenant compte de toutes les analogies et de toutes les différences que présente la campagne espagnole par suite de la nature de ses éléments et des différences de forme de la propriété.

IV.

QUELQUES DONNEES

Pour se servir d'une expression courante des géographes, le sol de l'Espagne ressemble à une peau de vache étendue. C'est un polygone irrégulier d'un demi-million de kilomètres carrés à peu près, équivalant donc à 50.000.000 d'hectares, dont seulement 10.500.000 (6.800.000 en exploitation directe, 3.035.000 en fermage et 665.000 en métayage) sont cultivées à proprement parler, 31.000.000 rapportent (bois, champs d'élevage, etc...), et le reste est pratiquement incultivable, exploité d'une manière routinière où l'on emploie encore en grande partie la charrue romaine (montagnes, roches, sable, terrains granitiques, marais, etc...).

Le « déficit » est notoire, ce qui est explicable par le caractère semi-féodal de la propriété. Ce déficit se répercute non seu-

lement dans la balance du commerce extérieur, qui montre le fait étrange qu'un pays de type agraire prédominant soit importateur de quelques produits fondamentaux comme le blé, et sans quoi la vie économique du paysan est à la limite de la misère. Bien que le sol espagnol puisse produire (exception faite du bois qu'une brutale politique forestière a presque épuisé) toutes les matières premières, le manque de matières premières est effroyable, et leur importation est le double de leur exportation. C'est un déficit « normal » que celui de l'agriculture espagnole.

V.

CAUSES QUI DETERMINENT UNE CRISE AGRAIRE

Le caractère de l'exploitation : a) environ 60 % de la superficie cultivée est exploitée directement par ses propriétaires au moyen de main-d'œuvre salariée; b) environ 30 % est exploitée par les fermiers; c) environ 10 % par les métayers. Mais le fait fondamental c'est que 95 % est propriété privée et exploitée sous forme individuelle. Mais cela n'est pas encore tout; l'usure, le sens de l'exploitation qui tend au profit particulier et non à la satisfaction de besoins sociaux, détermine la culture sur de grandes surfaces de l'huile, des vins, bulbes, pour le marché extérieur et au détriment d'autres productions : blé, coton, lin, plantes médicinales, etc...; le contrat de fermage, qui élimine par sa teneur la possibilité d'amélioration de la terre par le fermier, l'absence d'un système normal d'irrigation, le prix élevé des engrais et parfois son manque de pouvoir organique et nutritif de la plante, sont cause, entre autres déterminantes, de la crise profonde dont souffre la campagne, des contradictions croissantes que seule la révolution agraire préconisée par les communistes pourra résoudre surtout dans l'intérêt du prolétariat rural.

VI.

CARTE AGRAIRE

Par ordre décroissant, on peut classer 6 zones agraires :

Les deux Castilles,

L'Andalousie,

L'Estramadure,

L'Aragon,

Le Nord-Est (depuis le cap Finisterre jusqu'au cap Creus),

Le Sud-Est (depuis Creus jusqu'au cap de Gata).

VII.

LA DIVISION DE LA PROPRIETE PAR ZONES

Les deux Castilles : elles comprennent les quatre éléments agraires : le grand, le moyen et le petit propriétaire, et le salarié, qui constitue la grande masse. Le salarié et le petit propriétaire dépendent pratiquement du paysan aisé et du grand propriétaire.

des membres par région a profondément changé. L'U. G. T. perd des forces dans les Asturies et en Biscaye (parmi les mineurs et les métallurgistes) qui sont venues grossir les rangs de la C. N. T. dans leur grande majorité. Par contre elle a voulu créer une organisation ridicule en Catalogne, qui ne compte pas plus que quelques douzaines d'affiliés. La C. N. T. s'est un peu implantée à Madrid (centre du social-réformisme), et perd des effectifs en Andalousie, gagnés par les « fondateurs » du Comité de Reconstruction de Staline-Lozovsky.

LA LUTTE POUR L'UNITÉ SYNDICALE JUSQU'EN 1926

Peu après sa fondation, le P. C. espagnol sut mener une fructueuse et intense campagne en faveur de l'unité syndicale. Le mot d'ordre de la tenue d'une conférence nationale d'unification des forces syndicales n'eut pas d'abord grand écho, mais à mesure que la social-démocratie s'inclinait devant le réformisme, lorsque les anarchistes dissolvèrent la C. N. T., les masses acceptèrent avec conviction l'idée de l'unité syndicale. Nous avons parlé de ce mouvement de nombreuses fois, et nous avons cité l'événement culminant que fut la convocation de la conférence de Saint-Sébastien (suspendue par Primo de Rivera), en 1926. Reparlons une fois de plus de cet événement, bien qu'il soit connu des lecteurs de *La Lutte de Classes* (1), pour montrer quelle fut l'attitude des anarchistes et des socialistes devant la conférence.

L'U. G. T., dont le secrétaire général, Largo Caballero, était membre du Conseil d'Etat de Primo de Rivera (aujourd'hui ministre de la république) pouvait agir librement et légalement. Toute la grosse artillerie bureaucratique de M. Largo Caballero fut mobilisée contre la conférence d'unité syndicale de Saint-Sébastien. Primo, en remerciement pour les services rendus par Caballero, suspendit la Conférence. Mais il ne put éviter que les fédérations ouvrières de Tolède et de Saint-Sébastien, de même qu'un grand nombre de syndicats adhérents à la C. N. T., aient donné leur adhésion à la conférence.

La C. N. T. était dissoute. Mais quelques syndicats qui avaient appartenu, et appartiennent encore à la C. N. T., entre autres le syndicat unique des Mineurs des Asturies, donnèrent leur adhésion à la conférence. Quelques leaders de la C. N. T. étaient partisans de l'Unité syndicale (quoiqu'aujourd'hui ils soient ses plus grands ennemis), José Villaverde, directeur actuel de *Solidaridad Obrera* (de la C. N. T., en Galice) José Viadin, Antonio Amador et beaucoup d'autres firent des déclarations pour défendre l'idée unitaire. Les masses ouvrières espagnoles adoptaient avec enthousiasme le mot d'ordre de l'unité syndicale. Même quelques chefs anarchistes se montrèrent unitaires, quoiqu'ils soient aujourd'hui

(1) Voir : *La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol, La nouvelle orientation de la C. N. T. d'Espagne*, par H. Lacroix (numéros 18 et 20 de *La Lutte de Classes* — 1930).

d'hui les plus acharnés scissionnistes. En général, les leaders de l'U. G. T. étaient ennemis résolus de l'unité.

C'est à ce moment que se produisit la rupture morale du Comité Anglo-russe, lors de la trahison de la grève des mineurs par le Conseil général des Trade Unions anglaises. Les social-réformistes espagnols s'empressèrent, protégés par la liberté que leur concédait Primo de Rivera, de dénoncer le fait de la dissolution du Comité Anglo-Russe en leur faveur. Les russes avaient rompu le pacte, les russes traitaient de traîtres les anglais avec lesquels ils avaient conservés des liens durant la grève. Avec cette situation coïncida le changement de tactique de l'I. S. R., qui, d'unitaire, devint scissionniste. Les bureaucrates du P. C. espagnol destituèrent notre camarade Juan Andrade du poste de directeur de l'organe central du P. C. E., la *Antorcha*, qui avait mené de si brillantes campagnes en faveur de l'unité syndicale.

Avec le changement de tactique survint la désillusion des masses ouvrières, l'attaque rageuse des social-réformistes, et le changement de position des anarcho-syndicalistes.

DECEPTION ET INCERTITUDE

La période précédente fut suivie par deux ou trois années de démoralisation au sein des masses ouvrières. Les socialistes essayèrent d'appuyer les comités paritaires créés par Primo de Rivera, organismes de trahison et de collaboration de classes qui constituaient une arme puissante pour capter un certain nombre de travailleurs inconscients. L'U. G. T. augmenta un peu ses effectifs. Sans autres changements, survint la période de la transmission des pouvoirs de Primo à Béranguer, puis commença la période de réorganisation de la C. N. T. que chacun connaît.

La classe ouvrière voulait s'organiser et elle rencontra en chemin une C. N. T. de tradition révolutionnaire qui, malgré ses énormes erreurs, donna au prolétariat révolutionnaire espagnol des jours de triomphe et de gloire. Les anarcho-syndicalistes se servirent de cette circonstance pour dénoncer les communistes comme les ennemis de l'Unité syndicale et de la C. N. T. Ils montraient le Comité de reconstruction comme preuve à l'appui. Les socialistes sont des traîtres qui ont collaboré avec Primo de Rivera. Tel est le langage que nos anarchistes employaient. La classe ouvrière, plus ou moins inconsciemment, les croyait. Alors survint la déception et l'incertitude parmi les travailleurs, qui assistaient à de multiples changements de tactique sans qu'on leur donne la moindre explication. Dans leur esprit se développa l'idée de la trahison socialiste, et il ne pensèrent plus à l'unité de l'U. G. T. et de la C. N. T. Il la considérèrent comme impossible, et sourirent de ceux qui leur auraient fait cette proposition. Les communistes, précurseurs de l'unité syndicale avaient changé leur tactique pour celle de la « scission » syndicale. C'est ce que disaient les anarchistes et ce que prouvaient les communistes par leur action de suicide.

Ils constituent la masse des exploités. De ces deux catégories, seul l'élément prolétarien (qui est fréquemment en opposition avec le petit propriétaire) est l'élément actif recruté aux fins d'organisation.

Andalousie : La grande propriété foncière, adonnée à l'élevage et à la chasse prédomine. C'est la zone du prolétariat rural par excellence.

Estramadure : Conserve une grande analogie avec l'Andalousie. Elle semble être une partie de celle-ci, et il ne serait pas arbitraire de les unifier en une seule zone.

Aragon : L'hégémonie de la propriété est disputée entre le petit propriétaire et le moyen, bien que cette situation ne soit pas si générale que dans les régions Nord-Sud-Est. En général, sauf les exceptions applicables à toutes les zones, en plus ou moins grandes proportions, le petit paysan prédomine; il végète avec le maigre produit de sa petite propriété et le salaire, selon les circonstances, qui est nécessaire à ses besoins élémentaires.

Nord-Est : La moyenne propriété prédomine. Division et subdivision de la propriété tout le long de la cordillère. En Galice et en Catalogne sont toujours plus profonds et compliqués deux problèmes connus sous le nom de *Foros*, et *Rabassa morta*, respectivement. Il faut fixer l'attention sur le caractère spécial de ces problèmes, afin que le parti détermine des mots d'ordre justes et adéquats. En Galice, et on pourrait dire la même chose pour la Catalogne, où la libération des *foros* est pratiquement impossible sans la révolution agraire, renaît impétueusement la campagne pour la libération pure et simple, sans aucune indemnisation aux maîtres séculaires. Pendant la dictature s'est développée la tendance à la libération moyennant une indemnité, mais le désaccord devenait fondamental lorsqu'il était question de déterminer son montant, car tandis que les propriétaires le fixaient à la valeur actuelle de la terre, les esclaves répondaient avec raison que cette augmentation de valeur était due à l'effort et au travail accumulés par les usufruitiers, et que par conséquent il fallait prendre comme base d'indemnisation la valeur intrinsèque d'autrefois, indépendamment de la valeur que le travail des usufruitiers transmis de générations en générations, lui avait donné.

C'est dans ces régions que le sens de la propriété est le plus enraciné. Le salarié est peu nombreux, et c'est pourquoi la pénétration de nos idées y sera pénible et lente, contrairement aux régions comme celle des deux Castilles, d'Estramadure et d'Andalousie dans lesquelles cette tâche devient beaucoup moins difficile à cause du grand nombre de salariés. Il faut aussi tenir compte de ce fait que, tandis que dans ces dernières régions le paysan émigre fréquemment dans les villes et revient imprégné d'idées révolutionnaires, s'organise, et lutte, dans les premières, au contraire, il sent un attachement au morceau de terre qu'il possède plus ou moins nominalement, et il est fréquent que le paysan revienne non pas avec des idées, mais avec quelque misérable

argent qui lui permettra d'augmenter un peu l'étendue de sa propriété.

Sud-Est : On peut la classer comme une transition entre la grande et la petite propriété; entre le salarié normal et le salarié circonstanciel. Toutefois, le type de petit propriétaire qui, dans quelques régions (Castellon, Valence, vallée de l'Ebre) se suffit avec ses rizières, ses orangeries, ses oliveraies et ses vignes, pour pouvoir subsister sans avoir recours au salariat, prédomine. Un problème fondamental, surtout dans le Levant et en Murcie, est celui de l'irrigation, qui donne lieu à de fréquents conflits.

VIII.

LA CONQUETE DE LA CAMPAGNE

Une fois tracé à grands traits — comme le permet le caractère de notre revue — ce qui est pour nous essentiel, c'est-à-dire la distribution de la propriété, on doit formuler un programme concis, clair, avec nos principes communistes comme ligne directrice et qui soit en accord avec les exigences et les besoins des masses paysannes que nous nous proposons de gagner. La tâche n'est pas facile, car les circonstances sont très variables et ne permettent pas, pour cela, une tactique uniforme, comme celle qu'il est possible de développer dans le prolétariat.

A notre avis, on doit faire de la propagande à la campagne de deux façons : premièrement dans le cadre des principes théoriques généraux du communisme; deuxièmement, sur le terrain des revendications concrètes moyennant un travail d'organisation et de propagande systématique. Face à la stupide conception de la commune préconisée par l'anarchisme et à la grossière déformation réformiste du social-fascisme, notre parti doit avoir une tactique réaliste et révolutionnaire. En principe le paysan ne s'attache pas aux idées, et celui qui lui semble préférable c'est celui qui lui apportera une amélioration de sa situation et plus particulièrement qui lui donnera le plus promptement la possession de la terre. D'où notre avantage actuel, car l'influence de la révolution russe ne permet pas de doute, et le paysan croit que nous sommes près du pouvoir. Si nous savons lier les principes théoriques avec les revendications immédiates, la campagne sera nôtre.

IX.

CADRES DE REVENDICATIONS

Asturies, Galice, Biscaye, Catalogne et Levante :

- a) droit des fermiers de s'emparer de la terre sans indemnité. Interdiction absolue de modifier ces conclusions et de reconnaître un autre droit sur la terre que le droit de celui qui la travaille;

- b) résistance systématique au paiement du prix de fermage;
- c) liberté absolue du marché agricole intérieur et opposition au règlement par l'Etat des prix par le système du taux qui favorise seulement le grand propriétaire;
- d) large extension du crédit agricole à long terme;
- e) institution d'un système spécial d'assurance de la récolte;
- f) réduction d'impôts.

Castille, Andalousie, Estramadure, Aragon :

- a) application à la campagne de la journée de 8 heures et élargissement de toutes les assurances sociales;
- b) contrats de travail contrôlés par l'organisation locale ouvrière;
- c) salaire minimum;
- d) cession par l'Etat, les Députations et les Municipalités des terrains incultes aux associations ouvrières pour l'exploitation collective;
- e) partage des propriétés foncières andalouses, estramaduriennes et castillanes entre les paysans salariés.

X.

CONCLUSION

Ceci est un projet de thèses et soumis par conséquent aux modifications qui pourront avoir lieu; cette étude n'est donc pas quelque chose de définitif ou de parfait. Ce n'est qu'une introduction à l'étude de la question agraire ». Il y a d'ailleurs des problèmes locaux qui surgissent dans chaque partie de la population et présentent un aspect particulier qui ne peut être abordé qu'en relation avec les circonstances et des situations spéciales qui obligent à varier la tactique. La campagne est très complexe par la diversité des éléments qui la constituent. C'est pour cela que notre thèse doit être soumise à des modifications profondes. Toutefois, bien qu'à titre d'anticipation, nous croyons avoir rendu service au parti, au prolétariat et au communisme, en rappelant au premier son abandon, stimulant l'espoir du deuxième, et promettant fidélité et persévérance au troisième.

ROBERTO MARINER.



En France :

La grève du textile

Pendant dix semaines, plus de cent vingt-cinq mille ouvriers dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing ont poursuivi par la grève une lutte acharnée contre le capitalisme. Ce magnifique mouvement de classe doit être soigneusement étudié par les militants ouvriers. Dans ce pays où, depuis des années, le capitalisme avait pu exploiter et surexploiter la classe ouvrière sans rencontrer de grands obstacles, la grève des textiles de cette année, venant après les grèves de l'an dernier contre les assurances sociales et après la grève des mineurs de ce printemps, marque une étape importante, dont les enseignements seront très précieux pour des luttes ultérieures. Cette grève tranche nettement sur les luttes des années précédentes. Son étude devrait faire l'objet des préoccupations des organisations révolutionnaires; les militants qui ont vécu cette grève devraient être appelés à s'exprimer franchement, à apporter leurs expériences, leurs opinions, à donner les moindres détails, afin que les organisations puissent tirer la leçon la plus complète du mouvement. C'est une manière d'opérer que la bureaucratie centriste a complètement étouffé; — la trahison des réformistes, les manœuvres patronales, la pression gouvernementale, tels sont les arguments qui suffisent à peu près pour son « auto-critique »; si l'échec est par trop flagrant, quelques militants servent de boucs émissaires. L'opposition de gauche ne se contente pas de procédés aussi simplistes; elle a suivi le conflit et présenté ses méthodes de lutte aux grévistes. La grève terminée, elle apportera la critique, elle tirera les enseignements qui sont propres à former les militants communistes.

**
*

La grève a affecté une partie importante de l'industrie française, travaillant surtout pour l'exportation (1) et qui, depuis quelques années déjà, rencontrait des difficultés sur le marché mondial. En particulier, la concurrence des textiles anglais se faisait sentir fortement. Cependant, la situation des industries textiles était loin d'être catastrophique. Les bilans des Motte, des Masurel,

(1) La filature roubaisienne exporte 7 à 8 millions de kilogs de fil de laine, soit le tiers environ des exportations françaises.

des Tiberghien, etc... se soldent par des bénéfices atteignant plusieurs millions. L'industrie textile est une des plus solides industries de la région du Nord. C'est ainsi, pour l'année 1930, à Tourcoing sur 19 faillites, pas une seule n'affecte un industriel, et à Roubaix, sur 63 faillites, 18 seulement pour l'industrie textile. Au contraire, la même statistique nous apprend que ce sont les petits boutiquiers qui ont été le plus atteints par la crise. Indiquons encore quelques chiffres fournis par le Consortium textile montrant que, pendant l'année 1930 où la crise se fit sentir dans le second semestre et bien que les ouvriers firent 35 jours de grève, les usines ont travaillé d'une façon plus intensive que les années précédentes.

Nombre d'heures de travail dans les peignages du Consortium.

	1928	1929	1930
Premier trimestre	8.320.420	7.975.505	8.185.450
Deuxième "	8.350.224	7.969.374	8.306.403
Troisième "	7.368.618	8.523.787	6.297.499 (2)
Quatrième "	6.621.945	8.004.479	9.545.028
Total	30.661.207	32.473.145	32.334.380

Nombre d'heures de travail dans les filatures de laine peignée du Consortium.

	1928	1929	1930
Premier trimestre	8.138.683	9.010.249	9.774.172
Deuxième "	8.520.020	9.039.341	9.916.822
Troisième "	8.496.746	9.067.823	6.570.420 (2)
Quatrième "	8.978.289	9.179.990	10.652.473
Total	34.133.738	36.297.373	36.913.887

L'exploitation de la classe ouvrière atteint à Roubaix-Tourcoing une férocité qui est rarement atteinte partout ailleurs. Les salaires sont dérisoires; les conditions de vie et de travail absolument lamentables. Les salaires les plus élevés, avant la grève, étaient de l'ordre de 180 francs la semaine, la moyenne variait de 140 à 160 francs. Beaucoup de jeunes ouvriers gagnent à peine plus de 20 francs par jour. Si l'on ajoute que le chômage partiel s'étend (un nombre important de travailleurs chôment 2 et 3 jours par semaine), on aura une idée très nette de la misère qui règne à Roubaix-Tourcoing. Lors des événements de la rue des Longues-Haies, le *Populaire* se signala par des articles décrivant cette rue

(2) Pendant ce trimestre se produisit une grève qui dura 5 semaines.

ouvrière comme un repaire de brigands, insultant ignominieusement les travailleurs. On ne saurait mieux répondre qu'en publiant ce qu'écrivirent deux véritables journalistes ouvriers, les frères Boneff, dans leur enquête sur « la Vie tragique des travailleurs » (1914), qui est encore strictement exact (il suffit de changer simplement quelques chiffres, pour que cela s'applique à 1931).

« Nous avons parcouru la rue des Longues-Haies, nous sommes entrés dans l'une des nombreuses cours où se dressent les maisons ouvrières. Au n° 24, 18 ménages s'entassent dans des logis étroits, insalubres, loués 9 fr. 50 et 13 fr. 50 par mois. Nous poussons une porte entrebâillée, nous grimpons un escalier droit comme une échelle. Un taudis, une salle basse qui n'a pas 2 mètres de hauteur.

« Dans les maisons voisines, à chaque étage, règne la commune misère. Dans la cour, à l'usage des dix-huit ménages comprenant tout près de cent personnes, il n'y a qu'un seul cabinet d'aisance. La préposée au nettoyage est une locataire qui reçoit pour sa peine quarante sous par mois.

« Mais si malsains que soient les logis ouvriers, ils constituent un excellent rapport pour les propriétaires, qui en retirent un revenu évalué à quinze pour cent.

« A midi, nous avons assisté au déjeuner des ouvriers. Le peuple d'usine se dirigeait en hâte vers les brasseries à prix fixe où l'on sert les repas à *trente centimes*. Une soupe, un plat de pommes de terre, une chope. Le menu varie parfois... Les salaires ne permettent pas d'autre nourriture. Celle-ci est insuffisante pour réparer les forces dépensées en dix et douze heures d'un travail épuisant.

« Et les brasseurs ont multiplié les estaminets. Plus de 2.000 débits (pour une population de 110.000 habitants) propagent l'alcoolisme dans la classe ouvrière ».

(Chapitre « l'Enfer des tisseurs » — pages 40 et 41).

Le patronat qui fait subir une telle exploitation est fortement organisé dans le Consortium, dont la renommée dépasse le cadre de la région du Nord. On sait fort bien quelle division il sème également dans la classe ouvrière, au moyen de primes de toutes sortes, attribuées à certaines conditions, enlevées aux moindres velléités de résistance aux désirs patronaux; et on sait aussi comment, par subventions à des groupements locaux, il se livre à la corruption et à l'espionnage parmi les travailleurs. A l'égard des organisations ouvrières, le Consortium mène depuis sa fondation une lutte implacable, tendant à assurer son hégémonie sur le prolétariat de cette région. C'est avec ce patronat de combat que la classe ouvrière eut à lutter à maintes reprises depuis la guerre.

Ce patronat est, en outre, fortement appuyé par les autres industriels de la région du Nord. Le Consortium textile de Roubaix-Tourcoing-Halluin est lié au Comité de la Laine dirigé par un des plus hauts potentats de France, Mathon, qui joue un rôle considérable dans la politique sociale du capitalisme français vis-à-vis de la classe ouvrière. Le Consortium textile agit solidairement des autres groupes industriels, si puissants dans cette région du Nord où, à côté du textile, et pas moins négligeables, les industries mi-

nières, métallurgiques et chimiques, en font la région la plus *dé-cisive* après la région parisienne. Quand le Consortium textile a engagé la bataille, il le faisait en tant qu'aile marchante du patronat. C'est pour le capitalisme dans son ensemble qu'il menait la lutte.

**
*

Le prolétariat qui est resté en grève pendant si longtemps comprend une forte proportion d'ouvriers étrangers, Polonais, Hongrois, etc... et, surtout des Belges, au nombre de 40.000 environ, qui vivent en Belgique, sont adhérents à des syndicats belges, mais passent chaque jour la frontière pour venir travailler en France. La présence de ces ouvriers dits « frontaliers » a toujours joué un grand rôle dans le développement des luttes, surtout quand il s'agissait de lois sociales ou d'autres revendications qui ne les intéressaient pas directement; de plus, payés en francs français, dépensant en francs belges (valant les 5/7 du franc français), leurs salaires se trouvent de ce fait relativement meilleurs que ceux de leurs camarades d'usines qui vivent en France. A chaque lutte, le patronat cherche à exploiter cette situation au maximum. Quant aux travailleurs des autres nationalités, ils sont soumis à la même répression gouvernementale que dans le reste de la France. Les sentiments xénophobes sont largement entretenus par la bourgeoisie; la presse socialiste aussi apporte son concours contre les « polaks » (voir en particulier les articles de la *Bataille ouvrière*, organe de Lebas, un des leaders de la gauche socialiste).

Dans cette région, les organisations prolétariennes sont très nombreuses. L'influence communiste autrefois gagnait peu à peu sur le réformisme. Le P. C. et les syndicats unitaires furent, il y a quelques années, une force avec laquelle les adversaires de la classe ouvrière devaient compter. Depuis la bolchevisation, et surtout à la suite de la politique de la « troisième période », l'influence communiste fut en régression continuelle. En face de cela, le réformisme, usant de l'autorité acquise jadis par Guesde, affichant démagogiquement une politique de « gauche » avec Lebas, fortifiait ses positions. A côté des syndicats unitaires et des syndicats réformistes existent aussi des syndicats chrétiens menant, sous la direction même de l'évêque de Lille, une politique extrêmement souple, extrêmement habile, se posant en défenseurs des intérêts ouvriers, parfois d'une façon plus nette que les confédérés.

Si l'on fait abstraction des ouvriers belges, organisés pour la plupart dans le syndicat socialiste belge ou dans le syndicat catholique belge — chacun de ces syndicats n'ayant que des rapports bureaucratique peu fermes avec les syndicats respectifs de France — au début de la grève, les ouvriers étaient approximativement organisés de la manière suivante :

Syndicat unitaire : 4.000, dont 2.900 pour Halluin, qui comptait environ 7.000 grévistes, c'est-à-dire qu'il n'existait pas de noyaux unitaires forts dans les grands centres, Roubaix et Tourcoing;

Syndicat confédéré : une quinzaine de mille, surtout à Roubaix et à Tourcoing (3);

Syndicat catholique : 3 à 4000 dont 1200 pour Halluin;

En outre, à Tourcoing, un syndicat autonome, composé d'anciens adhérents aux unitaires, dirigé par des éléments ayant de fortes tendances réformistes qui ont été rejetés par une politique opportuniste dans une confusion qui leur a permis de grouper environ 400 membres.

D'une façon incontestable, le syndicat confédéré avait le mouvement dans ses mains, à son début. Par le nombre de ses adhérents, travaillant dans les principales usines, liés aux masses, il pouvait à chaque instant suivre la grève et influencer son développement d'une manière capitale. Pour les unitaires, la tâche était, avant tout, dans ces conditions, de se lier aux masses que le réformisme entraînait sous son influence; sinon, il ne pouvait songer à influencer le cours de la lutte.

**
*

A peine les mineurs venaient-ils d'être battus que le Consortium fit connaître sa décision de diminuer les salaires de 10 %. Une forte émotion s'empara des ouvriers du textile et, sous leur pression, les dirigeants de tous les syndicats déclarèrent s'opposer à pareille prétention, s'opposer à toute diminution des salaires. Tous les ouvriers étaient unanimes sur ce mot d'ordre « Pas un sou de diminution ». Mais, dès ce moment, chaque syndicat agit séparément; les unitaires faisant une maigre agitation, avec les maigres moyens dont ils disposaient; les autres, confédérés et chrétiens, ayant recours à des pourparlers auprès des ministres. Le Consortium reporta sa décision au 18 mai et se replia sur une autre proposition : « provisoirement, aucune diminution; mais, désormais, suspension de la prime de présence, les ouvriers payant leurs cotisations pour les assurances sociales » c'est-à-dire, en fait, une diminution des salaires de 4 %. Les délégués de syndicats, sentant toujours la forte pression ouvrière, se refusèrent à tout compromis. Finalement, les pourparlers furent rompus et la grève éclata le 18 mai.

Dès les premiers jours, la grève engloba la totalité des ouvriers; c'est à peine si, dans les trois premiers jours, il y eut 4 à 5 % d'ouvriers au travail. Plus de 125.000 travailleurs firent grève; pas une seule usine ne travailla. Pendant des semaines, la grève se poursuivit avec autant d'ampleur, sans qu'on puisse indiquer des changements notables. Confédérés et chrétiens poursuivirent avec les patrons des pourparlers qui furent rompus de temps à autre. Dans l'ensemble, la grève était calme; peu de manifestations. Les unitaires ou les confédérés ne groupaient que quelques milliers de travailleurs dans les rues; quelques rares incidents au début, unitaires et confédérés échangèrent des coups lors d'une manifesta-

(3) Notons que Roubaix compte 1500 adhérents au Parti socialiste et autant d'abonnés au *Populaire*.

tion. Dans l'ensemble, la masse des grévistes restait chez elle et poursuivait la lutte d'une façon plutôt passive. Tant de la part des patrons que de l'Etat, les provocations ne manquèrent pas. Une grande quantité de gardes mobiles tenait le pavé, se conduisait comme en pays conquis, cherchant la bagarre à tout prix. Finalement, ils y réussirent. Les travailleurs de la rue des Longues-Haies à Roubaix ripostèrent, commencèrent par leur infliger une sérieuse correction et se retranchèrent dans leurs maisons. Puis, les gardes mobiles l'emportèrent et se livrèrent à des brutalités avec d'autant plus de férocité qu'ils avaient été battus au début. Les batailles de la rue des Longues-Haies ne furent que des épisodes dans la grève — comme il y en eut aussi quelques-uns à Werwick et à Menin, en Belgique — mais il serait faux de leur attribuer une importance qu'ils n'ont pas pour caractériser toute la grève; il faut noter qu'ils n'ont pas entraîné des changements notables dans le développement de la lutte.

Nous avons maintes fois dénoncé la tactique de la direction de la C. G. T. U., dite du « front unique à la base » qui, non seulement permet aux chefs réformistes de s'esquiver dans la réalisation du front unique mais, par suite, ne permet pas de démasquer fructueusement leurs trahisons auprès des ouvriers qui les suivent. Dans la grève du textile, cette tactique donna ses résultats habituels. *Le front unique ne fut pas réalisé; pourtant, tous les ouvriers étaient sortis sur la même revendication et tous les syndicats avaient fait leur cette revendication.* La division des ouvriers était poussée à l'extrême, entre syndicats d'une part, et entre localités d'autre part; il n'y eut pas de liens réels entre les ouvriers de toutes les localités en grève; réformistes et catholiques ne firent rien pour cela; quant aux quelques congrès convoqués par les unitaires, ils ne représentaient qu'un nombre minime de travailleurs.

Au cours des pourparlers, un certain nombre de patrons se déclarèrent « indépendants » du Consortium et prêts à accepter une proposition de transaction, faite par Laval. Celle-ci consistait à supprimer la prime de présence et à augmenter le salaire de 1 %, soit, tout compte fait, en une diminution de 3 %, au lieu des 4 % demandés par le Consortium. Dans les premiers jours de grève, cette proposition, formulée par un industriel, fut rejetée par les confédérés. Mais, au cours de la grève, les chefs confédérés, qui ne voulaient pas voir se poursuivre le conflit et tablant sur une certaine lassitude parmi les travailleurs — se privant chaque jour davantage — signèrent l'accord Laval et préconisèrent la rentrée dans les usines des patrons « indépendants ». Un coup terrible fut alors porté à la grève. Nous reviendrons plus loin sur la nécessité qu'il y avait, dès le début, d'élargir la lutte pour qu'elle puisse aboutir. Mais la restreindre, c'était l'achever à coup sûr. La presse du Parti a dénoncé cette division entre « indépendants » et Consortium comme une vulgaire manœuvre; c'est présenter les choses d'une façon fautive. La lutte d'ensemble que mène le capitalisme contre la classe ouvrière n'élimine pas les intérêts particuliers de certaines couches capitalistes. Les patrons du textile avaient be-

soin d'imposer une diminution de salaires. Mais un certain nombre d'entre eux aurait été amené, si la grève se poursuivait, à ne pas avoir d'échantillons prêts pour la saison prochaine et à se voir ainsi dépourvus de toute commande pour l'année; aussi furent-ils contraints par des nécessités de leur industrie à briser la discipline du Consortium, en acceptant une transaction d'ailleurs très favorable pour eux. Mais, de leur côté, les chefs réformistes, en acceptant aussi cette transaction, n'approfondissaient nullement la brèche dans le camp patronal, mais en créaient dans le camp prolétarien. Le syndicat patronal n'avait plus qu'à faire face à un nombre diminué de grévistes, frappés par la misère, pendant qu'un certain nombre étaient rentrés au travail avec des diminutions. L'acceptation de l'accord Laval, c'était l'abandon de la position de départ des ouvriers, c'était pour tous la *rentrée avec des diminutions*, c'était en un mot une victoire de l'offensive patronale.

Malgré l'acceptation par les chefs confédérés et chrétiens de l'accord Laval, nombreux furent les travailleurs qui au début n'acceptèrent de s'y conformer. Le jour où l'accord fut signé, après huit semaines de grève, il concernait près de 40.000 ouvriers; il n'y eut cependant que la moitié des rentrées. Mais, à ce moment-là, ce fut suffisant pour achever la grève. Les syndicats belges abandonnèrent la lutte; chaque jour, le nombre des rentrées augmentait. Au bout d'une dizaine de jours, Roubaix et Tourcoing étaient à peu près entièrement retournés au travail. Il ne restait dans la lutte qu'Halluin et quelques communes de la vallée de la Lys, où aucune défection ne s'était produite. Mais il était impossible d'y poursuivre la grève. Déjà, dans les deux grèves précédentes, Roubaix et Tourcoing ayant cédé, Halluin avait poursuivi seule, mais avait dû rentrer battue. Après dix semaines, la grève se termina par une défaite (4). Le Consortium imposa sa diminution de 4 % et guetta le moment de diminuer à nouveau les salaires. Déjà à Roubaix même, les métallurgistes ont accepté 3 % de diminution (accord Laval) sans opposer de résistance.

Avant de tirer quelques leçons de cette grève, il faut marquer l'importance du problème de la solidarité. Avec les salaires qu'ils touchaient, les ouvriers de cette région se trouvèrent à peu près tous démunis de tout après quelques jours de grève. C'est la solidarité prolétarienne qui peut beaucoup les aider à poursuivre la lutte. Pas plus qu'il n'y eut une direction commune du mouvement, il n'y eut une caisse commune pour tous les grévistes. Confé-

(4) Même au dernier jour, le syndicat unitaire se livra à des stupidités. Les chrétiens avaient décidé la rentrée pour le mardi. Les grévistes étaient épuisés et sans aucune perspective. Le syndicat unitaire décida la rentrée pour le mercredi pour prouver aux patrons que « nous ne sommes pas à vendre » contrairement aux autres. Les ouvriers n'étaient à ce moment-là nullement disposés à se livrer à une manifestation sans portée et la rentrée s'effectua le mardi et non le mercredi.

dérés et chrétiens versèrent à leurs adhérents des secours prélevés sur les caisses de grève — plus de 40 francs pour les confédérés et une somme encore supérieure pour les autres — le résultat de leurs souscriptions étant versé aux bureaux de bienfaisance des municipalités (pour la plupart socialistes). — Les unitaires versèrent à leurs adhérents et à ceux qui s'inscrivirent les sommes dont ils disposèrent, c'est-à-dire dix francs par semaine, une somme dérisoire, alors que le syndicat unitaire fait payer les cotisations les plus élevées. Les efforts faits par la C.G.T.U. pour développer le courant de solidarité à travers la France furent nettement insuffisants; enfin, la solidarité internationale, de l'I.S.R., des syndicats russes, ne se manifesta pas. La faiblesse de l'appui matériel que le syndicat unitaire apporta à ses membres, lui fut extrêmement préjudiciable. Ceux qui devaient constituer, dans la masse des grévistes, ses noyaux les plus ardents, l'animant, l'encourageant, ne trouvaient pas dans leur organisation les moyens matériels suffisants pour ne pas se laisser emporter par l'épuisement le plus complet. La question de la solidarité ne saurait être envisagée d'une façon trop sérieuse par la C.G.T.U., à l'heure où de nouvelles luttes s'annoncent.

**
*

L'échec de cette grève se traduira par un recul de toutes les organisations syndicales. Chacune dénonce l'autre (5); en fait, une grande démoralisation sévit parmi les ouvriers, et il est inévitable que, dans une certaine mesure et pour un certain temps, elle s'étende sur d'autres couches de la classe ouvrière, en particulier dans la région du Nord. Les organisations réformistes vont essayer de faire oublier leurs trahisons en menant — d'accord avec le patronat, d'ailleurs — une campagne démagogique contre la vie chère. Celle-ci n'est pas prête de diminuer, malgré toutes les campagnes de presse, d'où qu'elles viennent; et les ouvriers, dans toute la France et dans toutes les industries, seront amenés à résister contre l'offensive patronale pour maintenir les conditions de vie qu'ils ont actuellement. Aussi nos organisations révolutionnaires doivent-elles tirer les enseignements de cette lutte et de la grève des mineurs pour préparer les luttes ultérieures.

Les deux grèves, celle des mineurs et celle des textiles, ont montré que l'offensive capitaliste, contre les salaires et contre toutes les conditions de vie des travailleurs, rencontrerait une résistance de la part de ceux-ci, qu'elle ne pourrait pas se développer progressivement, sans soulever de nouvelles couches de travailleurs, qu'elle amènerait de grandes luttes où participeraient des ouvriers de régions entières ou d'industries entières. Mieux que la grande grève de l'an dernier — qui se produisit à un tournant de la situation lorsque, la période de prospérité s'achevant et la crise commençant, les travailleurs n'avaient pas encore connu le

(5) Même réformistes belges et réformistes français, membres d'une même Internationale, se sont dénoncés mutuellement.

chômage partiel ou total, les deux grandes grèves de l'année 1931 témoignent que le plan patronal de faire subir au prolétariat qui avait déjà éprouvé certains effets de la crise, les mesures propres à lui permettre de surmonter la crise ne sera pas accepté par la classe ouvrière. Par conséquent, toutes les organisations révolutionnaires doivent se préparer pour d'importantes batailles de classe, apprécier exactement les processus qui se produisent dans les masses et élaborer une politique correspondant à la situation.

La grève du textile, par sa durée et par le nombre des travailleurs qui l'ont faite aussi longtemps, a montré, chez les ouvriers en lutte, une volonté de résistance très grande. Elle témoigne d'un esprit de sacrifice très développé et, par conséquent, elle justifie tous les espoirs de mener des luttes victorieuses, si le P. C. et la CGTU ont une politique juste. Malgré toutes les fautes, toutes les erreurs passées, il est encore possible à ces organisations de regagner la confiance de larges masses prolétariennes dans la préparation et au cours des luttes.

Mais il serait faux de déduire qu'il y a, *dès maintenant*, une combativité si élevée de la classe ouvrière que celle-ci soit déjà à un stade où elle prenne l'initiative de la lutte, qu'il y ait ce que les stalinien ont appelé « radicalisation » des masses, « nouvel essor révolutionnaire » ou « nouvelle poussée révolutionnaire ». La grève des mineurs et aussi des textiles montrent que, malgré toute la volonté des ouvriers de ne pas accepter de diminution, le plus grand nombre d'entre eux a des illusions considérables sur les méthodes réformistes et que l'influence des chefs réformistes est encore suffisamment grande pour arriver à émousser la combativité des travailleurs. Cela s'est produit dans deux corporations industrielles les mieux organisées de France et qui ont, surtout les mineurs, une vieille tradition de luttes contre le capitalisme. Il faut donc s'attendre que, dans les autres industries, les illusions réformistes soient également très grandes. Ne pas tenir compte de cela pour fixer la politique du Parti et de la C.G.T.U. serait une erreur inqualifiable.

Les grèves prouvent que nous ne sommes qu'au commencement d'un réveil de la classe ouvrière. La politique suivie jusqu'à présent par nos organisations qui ont voulu artificiellement accélérer ce regain de luttes, en fixant des tâches impossibles aux travailleurs, a eu un effet inverse; les défaites qui en ont résulté, l'affaiblissement et la dispersion de l'avant-garde prolétarienne sont de facteurs qui pèseront lourdement dans les luttes prochaines. Après les mineurs et les textiles, si d'autres corporations comme les transports, actuellement assez menacés, sont également relativement bien organisées, par contre les métallurgistes, les produits chimiques se trouvent dépourvus de noyaux solides, vigoureux. Le danger d'une telle situation, c'est le déclenchement de luttes sauvages, échappant à toute organisation, menées d'une façon désordonnée, isolées des autres luttes, en un mot se produisant dans des conditions telles qu'elles sont vouées par avance à l'échec. Encadrer les luttes à venir, en prendre la direction, telle est la tâche de nos organisations; pour cela, c'est toujours la question de leur politique qui se

pose. En face d'un prolétariat désorganisé, sans direction, sans objectif, le capitalisme qui sait ce qu'il veut, qui est organisé pour combattre a, en mains, toutes les chances pour réussir.

Les luttes qui se sont produites condamnent de façon catégorique la tactique du front unique « par en bas ». Insoutenable théoriquement, la pratique l'a condamnée sans conteste dans cette grève du textile où il n'y avait pas de revendications différentes entre les divers syndicats. Une revendication commune ne suffit pas pour la réalisation du front unique; celui-ci comporte une action concertée entre organisations et exige, pour cela, des propositions d'action commune sur un programme précis faites d'organisation à organisation. Que ces propositions ne soient pas toujours acceptées ne doit pas constituer un obstacle, au contraire. La responsabilité de la division sera portée par les chefs réformistes. Qu'ils acceptent la réalisation du front unique sous la pression des ouvriers, la vigilance des révolutionnaires doit redoubler, car les chefs réformistes ne sont pas à court de manœuvres. Le front unique n'est pas une tactique simple, commode, qui s'exécute automatiquement — elle est pleine d'embûches, au contraire — mais la tactique du front unique « par en bas » s'oppose à coup sûr à la réalisation du front unique, c'est-à-dire qu'elle fait le jeu des dirigeants réformistes, partant du patronat (6).

Mais la réalisation du front unique n'est pas le seul problème soulevé par ces grèves. Bien des ouvriers rentrés battus, bien d'autres apprenant la défaite, ont dit « Si nous n'étions pas divisés, s'il n'y avait pas tous ces syndicats qui se disputent entre eux... » Ces luttes posent aussi la question de l'unité syndicale. Nous reviendrons fort peu sur cette question sur laquelle nous nous sommes déjà largement prononcés. Les communistes ne voient pas dans l'unité un but en soi; nous savons que l'issue des luttes ne dépend pas, avant tout, de la forme de l'organisation syndicale mais de la

(6) La participation des unitaires dans un front unique avec les réformistes, pose d'ailleurs des problèmes extrêmement importants, tels que la participation à des délégations dans les ministères ou la signature de contrats collectifs. Tous ces problèmes ont été tranchés jadis. Mais la confusion semée par les stalinistes a obscurci les questions les plus élémentaires. La lutte pour la reconnaissance des syndicats est une des tâches primordiales que les révolutionnaires ont toujours posés aux organisations syndicales. Avec la pratique stalinienne dans les grèves les ouvriers rentrent trop souvent soit sans aucun contrat collectif, soit avec un contrat auquel seuls les réformistes ont participé; et ainsi, dans une période d'offensive capitaliste, dans une lutte comme celle du textile, les unitaires sont obligés de défendre les termes d'accords conclus antérieurement par les réformistes, donnant — qu'ils le veuillent ou non — l'impression aux travailleurs que les organisations réformistes ont su les protéger. La pratique du front unique est grosse de déviations opportunistes. Mais on ne les évite pas par une politique ultra-gauchiste qui rejoint l'opportunisme par ses résultats.

politique suivie. Mais, c'est un moyen qui permet de faire connaître le programme du Parti communiste, sa tactique, ses solutions, ses mots d'ordre au plus grand nombre d'ouvriers. D'autre part, il est certain, qu'avec la réalisation de l'unité syndicale, on assisterait à un renforcement numérique des syndicats. Cela entraînerait aussi, dans une certaine mesure, un changement de politique des syndicats, leurs dirigeants devant compter avec des masses plus nombreuses. Ainsi quelques centaines de métallurgistes syndiqués à la C. G. T. dans la région parisienne comptent moins pour Jouhaux que 80.000 instituteurs; de même, pour les 2.000 syndiqués unitaires aux métaux dans la région parisienne, en face des 70.000 cheminots qui ont accepté d'autant plus facilement les mots d'ordre de grève générale qu'ils n'avaient pas à y obéir. Mais, si seulement 10 % des 300.000 métallurgistes de la région parisienne étaient organisés, ni l'indifférence des réformistes, au service du patronat, ni les aventures de quelques ultra-gauchistes ne seraient possibles. La lutte pour l'unité syndicale est à l'heure actuelle une des tâches les plus importantes des communistes, combattant la conception de l'unité des « 22 », unité-fétiche dans des syndicats prétendus indépendants et qui mène dans les bras du réformisme, et la conception de l'unité lutte de classe contre les chefs préconisée aujourd'hui par les staliniens, qui relève de la même conception que le front unique « par en bas », supposant résolue la tâche à résoudre : séparer et opposer les ouvriers réformistes à leurs chefs en montrant la trahison de ceux-ci et l'impuissance des méthodes réformistes. Ils doivent lutter pour l'unité sur la base de la démocratie syndicale (y compris le droit de fraction) qui permet à chaque ouvrier d'être syndiqué quelles que puissent être ses conceptions sociales.

L'offensive capitaliste entraînera de nouvelles luttes. Mais les organisations révolutionnaires ne peuvent se contenter de résister à l'offensive capitaliste; elles doivent envisager par quels moyens elles pourront passer de la défensive à l'offensive, par quels moyens elles pourront enlever au patronat l'initiative des luttes. L'offensive capitaliste ne se produit pas d'une façon désordonnée mais selon un plan. Le capitalisme est fortement gêné par la crise; s'il se livrait à une attaque générale contre la classe ouvrière, il dresserait contre lui une masse tellement grande de travailleurs qu'il ne pourrait aboutir. Il a ainsi besoin de concentrer ses efforts sur une partie déterminée de la classe ouvrière; c'est pourquoi son offensive se développe d'une façon bien méthodique. Quand il s'attaque à une partie de la classe ouvrière, il s'est préparé pour cela et il est décidé à aller jusqu'au bout. C'est ainsi qu'on peut noter une différence de tactique de sa part sur l'an dernier, lors des assurances sociales. A ce moment-là, ce ne fut pas le seul Consortium de Roubaix-Tourcoing-Halluin mais tout le Comité de la laine qui mena la lutte contre la classe ouvrière; la bataille s'étendit à Lille et sur toute la vallée de la Lys, jusqu'à Armentières. Cette

année, il ne s'attaqua que sur un front limité au territoire où s'exerce l'autorité du Consortium.

Pour contrecarrer les buts patronaux, la question vitale qui se pose à la classe ouvrière pour toutes les luttes d'envergure contre le capital, c'est *l'élargissement* de ces luttes. Dès le début, il n'aurait pas fallu laisser Roubaix-Tourcoing-Halluin seuls dans la bataille. Il fallait, pour le moins s'efforcer d'étendre le mouvement aux textiles de Lille et d'Armentières et s'orienter vers la grève générale dans la région du Nord. Cela est nécessairement lié à une propagande active et à des explications claires des organisations prolétariennes. Les réformistes non seulement n'ont rien fait dans ce sens, mais ils ont restreint la lutte. La C.G.T.U., affaiblie par la politique fautive qu'elle a suivie, n'a pas su alerter suffisamment ses syndicats (les faibles résultats de sa souscription en sont un témoignage) et n'a que très tardivement émis quelques propos à ce sujet, mais rien n'a été fait. Chaque grande lutte devra poser la question de l'élargissement de plus en plus considérable. Chaque programme de front unique devra contenir des propositions à ce sujet. Les luttes ouvrières devront être coordonnées et amplifiées pour qu'elles acquièrent de la vigueur en même temps qu'elles s'étendront. Le P.C. et la C.G.T.U. doivent viser à amener au maximum de cohésion, toutes les luttes contre l'offensive capitaliste, en se fixant comme objectif la grève générale. Rien ne serait plus funeste à l'heure actuelle que la localisation des mouvements. Naturellement, pour leur extension, il ne suffit pas du tout de quelques décisions bureaucratiques. Il faut pour cela une préparation acharnée, méthodique, tenace; il faut persuader les ouvriers de la nécessité d'entrer à leur tour dans la lutte. Sinon, l'on n'aboutirait qu'à une réédition de la « troisième période », avec ses mots d'ordre de « grève générale de masses » qui n'étaient pas suivis.

**

Nous n'avons envisagé que quelques problèmes posés par les grèves qui viennent de s'achever pour aborder les luttes ultérieures. Pour n'avoir pas l'acuité déjà atteinte dans d'autres pays, les luttes sociales qui se produiront en France, par répercussion du développement de la crise, prendront certainement une ampleur considérable. Le rôle des organisations prolétariennes deviendra alors de plus en plus décisif. Prendre la direction de ces luttes, les coordonner, les élargir, en élever le niveau politique, les poursuivre victorieusement, toutes ces tâches devraient se poser aujourd'hui aux communistes d'une façon impérieuse. Nos organisations en sont, à l'heure actuelle, à chercher tout simplement à assurer leur fonctionnement. Séparer ces deux problèmes est tout à fait bureaucratique. Les staliniens peuvent, dans ce sens, accumuler tournant sur tournant et ne pas obtenir de résultat. Sans politique juste, il n'est pas plus possible d'obtenir de rapports normaux entre les organisations et la classe ouvrière qu'un fonctionnement normal de l'organisation même. C'est dans l'élaboration collective même de leur politique que le Parti et la C.G.T.U. arriveront à faire fonc-

tionner leurs rouages. En dehors de cela, il n'y a pas d'autre perspective que des échecs. Le prochain Congrès de la C.G.T.U. doit se préparer surtout pour l'étude la plus critique des grèves des mineurs et du textile; la dénonciation de quelques fautes bureaucratiques par trop flagrantes ne saurait porter un remède à la situation *périlleuse* de la C.G.T.U. Chaque communiste — et en premier lieu chaque communiste oppositionnel — se doit de soulever les plus amples discussions sur ces questions. Mais, comme nous dénonçons l'inexistence de l'indépendance syndicale, comme nous affirmons la prédominance du courant politique au sein des syndicats, ce n'est pas seulement dans la C.G.T.U. qu'il faut s'atteler à une révision de toute la politique. Si le Parti modifie sa politique syndicale, liée à sa politique générale, cela doit être le fait d'une décision de tout le Parti, et non pas de sa direction seulement. Un congrès du Parti préparé démocratiquement, par la discussion la plus large, avec la participation des oppositionnels de gauche, où toute l'activité antérieure sera passée au crible, où chacun apportera sa contribution pour définir la politique à suivre, tel est une mesure que les communistes doivent imposer à la direction qui tente d'escamoter ses responsabilités dans la situation actuelle du Parti et de la C.G.T.U., dans les résultats des batailles que les prolétaires du Nord ont livrées.

P. FRANK.

En Belgique :

La grève des typographes bruxellois

I.

Cette corporation, en particulier, et la classe ouvrière en général, sont en train de faire une expérience concluante, sur les aboutissements logiques de la politique réformiste de collaboration de classes, et du rôle infâme qui échoit aux chefs de la social-démocratie. On sait qu'en Belgique, le Parti ouvrier belge est presque totalement maître, idéologiquement et matériellement, des organisations syndicales. Presque toutes les grandes centrales sont affiliées aux P. O. B. et forment la colonne vertébrale du mouvement réformiste. Même celles qui n'y sont pas affiliées en subissent la tutelle. L'Association Typographique de Bruxelles est restée en dehors de son ambiance. Ceci a son origine dans le fait que cette Association, fondée en 1842, était à caractère fermé et corporatif. Une large démocratie règne dans son sein. Toutes les tendances peuvent s'y exprimer librement. Ces dernières années, les directions de collaboration et de lutte de classes, s'y sont succédées, mais fina-

lement, c'est la gauche qui a vaincu les éléments favorables au P. O. B. De 1925 à 1928, le Parti communiste y eut une grande influence. Son président fut le stalinien Van den Boom. L'exclusion des oppositionnels de gauche du Parti et toute la politique de la troisième période ont fait perdre aux communistes tout le terrain acquis. Actuellement, cette organisation est influencée par des éléments syndicalistes révolutionnaires qui, quoi qu'en disent les staliens, luttent contre les traditions corporatistes de leur organisation et guident les typos dans la voie de la lutte de classes. Il y a certes entre nous et eux de graves divergences de principe que l'opposition combat dans la mesure de ses capacités.

Cette Section qui groupe plus de la moitié de l'effectif de la Fédération Nationale des Typos, 3.100 membres sur 5.000 est pourtant mise en minorité dans les congrès de par le système de votation en vigueur. Un petit exemple suffira pour démontrer que la majorité réformatrice de la Fédération Nationale n'est qu'une majorité fictive, 15 petites sections de province avec 267 membres, détiennent 15 mandats et la Section de Bruxelles avec ses 3.100 membres 15 mandats aussi. Mais c'est cette majorité fictive, dont se sont encore détachées dans ces dernières années la Section de Liège (700 membres) et deux petites Sections qui signent depuis des années des contrats collectifs pour une durée de trois ans avec la chambre patronale. Tout en menant la lutte pour conquérir la majorité dans la Fédération Nationale, les Typos de Bruxelles et de Liège étaient parvenus au Congrès de fin décembre à obliger les chefs des Comités Centraux à proposer eux-mêmes les revendications suivantes : 44 heures par semaine, 6 jours de congés payés et 25 fr. d'augmentation.

Du côté des Typos de Bruxelles ce fut alors la préparation de la bataille, mais les réformistes essayèrent à saboter le mouvement par des pourparlers interminables avec la Chambre patronale.

C'est ainsi que les Typos, voyant les manœuvres des réformistes et aussi passer le moment de la bonne saison, furent amenés à briser l'étau des réformistes et du contrat collectif, et à partir en lutte trois mois avant l'expiration de l'ancien contrat. La crainte qu'une fraction prolétarienne puisse sortir victorieuse dans une lutte économique pendant la crise, et de sa répercussion sur l'ensemble de la classe ouvrière, qui venait de subir des diminutions de salaires avec leur complicité, poussèrent les réformistes à employer tous les moyens pour briser ce mouvement. Le « Peuple », moniteur du P. O. B., s'est mis résolument à la tête des journaux bourgeois pour torpiller la grève. Comme les typos auraient pu être suivis par d'autres sections et par d'autres branches de l'industrie du livre, les Comités Centraux donnèrent l'ordre formel à leurs adhérents de rester au travail et accusèrent les typos d'avoir enfreint la « discipline ouvrière » et d'avoir renié leur signature.

Les typos défendirent leurs revendications et la morale prolétarienne; les réformistes, les coffre-forts des patrons et la morale bourgeoise.

Toute la bureaucratie du P. O. B. et de la Commission syndicale se mit en devoir de combattre ouvertement les typos, tandis

que les ouvriers de la base, ouvrant de plus en plus les yeux se solidariseront avec les grévistes. Les ouvriers socialistes typographes donnèrent en bloc leur démission du P. O. B.

A la septième semaine, le 6 juin, les typos, n'ayant plus de quoi payer aux grévistes, envisageaient la rentrée là où ne travaillaient pas de jaunes et où il n'aurait pas été fait de victimes.

Notons que les typos avaient frappé à toutes les grandes centrales syndicales de tous les pays pour qu'on leur prête de l'argent. L'I. S. R. avait été sollicitée également; des pourparlers eurent lieu, mais les typos devaient « politiser » la grève pour rehausser le prestige de l'I. S. R. Comme cela équivalait à la liquidation immédiate du mouvement, les typos ont refusé, comme ils avaient refusé de capituler devant les chefs réformistes pour l'obtention d'un prêt de 400.060 francs.

La rentrée décidée, « Le Peuple » écrivait textuellement : « Les typos se sont brisé les reins, c'est bien fait ». Le lundi, jour de la reprise, les patrons voulaient faire signer individuellement à tous les typos une reconnaissance de l'ancien contrat et du nouveau qui serait signé par les chefs briseurs de toujours.

L'I. S. R. et le Parti qui n'avaient déjà plus d'influence parmi les typos (l'*Humanité* avait pourtant annoncé que c'était l'I. S. R. qui dirigeait la grève) et qui auraient pu, malgré tout, se développer, sont parvenus à se liquider totalement par des attaques stupides contre le Comité de grève. Quoique la question financière ne soit pas la question primordiale dans un mouvement gréviste, il reste toujours que malgré la sollicitation des grévistes, l'I. S. R. n'a envoyé aucun centime, ni comme soutien, ni comme prêt. Les grévistes s'en souviendront certainement. Sur l'initiative de quelques camarades révolutionnaires de toutes tendances et de notre opposition, un Comité de solidarité a été formé.

Par tracts, par affiches et par des meetings bien suivis, il ne cessa d'alerter les travailleurs pour soutenir les typos, et pour démasquer la trahison ouverte des social-démocrates.

Il n'y a aucun doute que le mouvement des typos sera néfaste à la social-démocratie belge et quelle qu'ait été l'issue du mouvement sur le terrain revendicatif, il constitue une victoire éclatante sur la politique de la collaboration de classes.

II.

La grève est terminée. Les typographes sont rentrés sur une formule transactionnelle, qui dans la forme, n'exige pas la reconnaissance des chefs réformistes de la Fédération Nationale Typographique, mais qui pour le fond est équivalente. Ils reconnaissent le contrat signé par les Comités Centraux. Du point de vue revendicatif, les typographes sont battus. Pour les réformistes, c'est une défaite parce qu'ils ont été obligés de se démasquer complètement.

Les patrons exhalent leur haine de classe. Il y a plusieurs victimes. D'autre part, comme on est rentré dans la période de crise saisonnière, les patrons font tout leur possible pour faire chômer le plus grand nombre de travailleurs et pour épuiser davantage

l'organisation des Typos. Il y a à cette date encore 500 à 600 travailleurs qui n'ont pas repris le travail.

Pour l'organisation syndicale, c'est une charge très forte. La caisse étant épuisée, l'Association a été obligée de frapper ses membres de cotisations trop élevées pour le soutien de ceux qui n'ont pas encore pu reprendre le travail. C'est ici que la félonie des réformistes se fait le plus voir.

Alors qu'ils sont parvenus à lier à nouveau pendant trois ans, l'ensemble des travailleurs du livre au patronat, alors que les Typos sont baitus, et que les intérêts des patrons sont *sauvés*, ils ont décidé d'intervenir dans les frais énormes que le soutien des victimes et des chômeurs exigent. Sans doute veulent-ils par cette politique reconquérir leur influence dans l'Association de Bruxelles qui est en somme la colonne vertébrale de la Fédération Nationale.

Cette politique est aussi guidée par la crainte de la scission dans le pays qui ne serait pas favorable pour eux.

Les typographes de Bruxelles agissent très sagement en marquant leur volonté de rester à la Fédération Nationale. En restant dans la Fédération Nationale, le chemin est ouvert pour la sous-traiter à la tutelle des bonzes du P. O. B.

Cette lutte aura contribué énormément à démasquer la politique que mène la social-démocratie belge. Jusqu'à présent, celle-ci était parvenue à entourer ses trahisons permanentes par des considérations qui paraissaient plausibles. Cette fois-ci elle a agi ouvertement, de façon à ouvrir bien les yeux des travailleurs, surtout des typographes.

COMMUNISTE.

**DEUX BROCHURES
DE LÉON TROTSKY
sur
LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE**

La révolution espagnole et les tâches communistes 0 fr. 30

La révolution espagnole et les dangers qui la
menacent 0 fr. 30

En vente à « La Vérité », 45, Boulevard de la Villette.
Paris 10^e.

Avec qui ? Contre qui ?

Dans les tournants brusques du développement, dans les moments où la quantité se transforme en qualité et aussi inversement, la direction du Parti Communiste doit montrer qu'elle est à la hauteur de ses tâches. Ce sont aussi les pierres de touche sur la route de chaque Parti communiste qui prouvent si la politique suivie jusqu'alors était juste. Ces moments renferment en eux la possibilité d'accélérer le mouvement révolutionnaire, si on les exploite d'une manière juste, mais aussi le danger, au cas où l'on ne comprend pas la situation, d'entraver le mouvement révolutionnaire et de lui nuire. Succès ou défaite, les résultats d'une politique juste ou fautive doivent trouver leur expression, dans un bref délai, dans la situation intérieure du Parti et, aussi, dans la force de son influence sur les larges masses.

Le P. C. allemand se trouve justement en ce moment dans une telle situation. La crise financière, conséquence de la crise monétaire, causée à son tour par la crise de crédit, démontre de nouveau clairement le caractère instable de la stabilisation du capitalisme mondial et, en particulier, les bases faibles du capitalisme allemand. Elle nous montre en même temps, combien dangereux est notre ennemi de classe que le passé a instruit. Avec un emploi moins adroit et moins énergique du pouvoir d'Etat dans le domaine financier, cette crise aurait pu facilement mener à une situation révolutionnaire. Mais la bourgeoisie a pu éviter encore le pire : les salaires, les traitements, les secours ont été payés ; ainsi, on a évité la révolte ouverte des larges masses.

Sans doute, les mesures que la bourgeoisie a été contrainte de prendre pour sortir de son embarras actuel amèneront une nouvelle exaspération des oppositions de classe. Cela signifie que la bourgeoisie sera capable de surmonter cette crise, seulement en jetant les bases d'une crise encore plus aiguë et plus étendue qui se produira dans un avenir proche. Non seulement la bourgeoisie allemande, mais aussi la bourgeoisie mondiale voit cela clairement. Ce n'est pas sans raison que les requins financiers français, anglais et américains méditent si longtemps si l'on peut encore extorquer quelque chose de l'Allemagne. Et si, en accordant des crédits à l'Allemagne, on y joint des conditions politiques, il ne s'agit pas là de revendications spécifiquement françaises. Ces revendications sont en même temps anglaises et américaines ; elles ont été renforcées dernièrement par l'attitude du gouvernement Mac Donald, basée sur un point de vue déterminé par les conditions de la politique intérieure. Quelles sont les conditions de politique intérieure ?

Nous considérons comme absolument juste la nouvelle donnée par la presse du Parti, qui déclare qu'on vise et qu'on exige tout particulièrement la répression et la dissolution du Parti communiste.

Tous les signes extérieurs confirment cette hypothèse. Hitler et Hugenberg ont exploité l'occasion de la crise pour s'offrir, à nouveau, au capitalisme international comme des ennemis confirmés du bolchevisme menaçant, et pour se montrer capables de gouverner même aux yeux de la France, même en reconnaissant les dettes extérieures de l'Allemagne.

Le capitalisme trouve encore un seul danger réel : le mouvement communiste qui deviendra d'autant plus mortel pour la bourgeoisie que la crise deviendra plus aiguë et plus profonde. Le Parti socialiste allemand saisit à nouveau le moment pour rendre des services domestiques précieux à la bourgeoisie, contre le communisme. Le Parti socialiste allemand mène, avec tous les moyens politiques violents de l'Etat, par ses ministres et ses préfets, une véritable guerre contre le parti communiste.

Et maintenant se pose la question. Pourquoi mène-t-on maintenant une telle lutte contre le mouvement communiste? Les interdictions des derniers temps, les suspensions des journaux, l'interdiction des Spartakiades, de la démonstration du 1^{er} Août, ne peuvent avoir qu'un seul sens, par leur fréquence, par leur répétition rapide, par leurs justifications cyniques et par leur réalisation provocante, c'est-à-dire le sens d'une série de provocations au P.C. allemand. Il faut dire et aussi voir clairement que le Parti socialiste allemand veut, en accord avec la bourgeoisie, appliquer son remède de 1921 (la révolte de l'Allemagne centrale) : provoquer une attaque de la part du mouvement communiste avant que les larges masses soient vraiment entrées en mouvement, afin de décimer leur avant-garde, pour priver les masses de leurs dirigeants, pour surmonter le futur moment dangereux, comme cela fut dans le passé.

Selon notre opinion, tel est le but de l'adversaire. Si ce plan réussit, la capacité de crédit du capitalisme allemand serait ainsi démontrée au capitalisme étranger.

Que fait le Parti pour écarter les intentions de ses adversaires? Au lieu de lui rendre plus difficile la réalisation de ses intentions, il facilite son jeu par sa participation au plébiscite fasciste.

Le développement des derniers mois a laissé des traces profondes dans le prolétariat. Avec chaque décret-loi mettant de nouvelles charges sur les épaules des travailleurs, augmentait le mécontentement des ouvriers qui militent dans les rangs du parti socialiste. Les phénomènes de désagrégation se répétaient et le brusque changement des chefs de la « gauche » au Congrès de Leipzig ne pouvait pas créer des illusions à ce sujet. Le P. C. A. avait pour tâche d'exploiter la situation présente dans laquelle, selon la déclaration de Breitscheid aux assises actuelles du Congrès de la II^e Internationale, le Parti social-démocrate s'est chargé du rôle de médecin pour sauver le capitalisme à son lit de mort. Peut-

on imaginer une situation plus favorable que celle d'aujourd'hui pour réaliser, du moins en grande partie, les tâches fixées par l'I. C. et le P. C. A. pour les derniers mois à ses assises innombrables : conquérir la majorité de la classe ouvrière et liquider la social-démocratie comme parti de masse? Non! Le moyen indiscutable pour cela est la tactique léniniste du front unique. Envers qui? Envers ceux où se trouve encore la majorité ouvrière dans leurs rangs, le parti socialiste et ses chefs des syndicats libres. La force d'un Parti communiste se mesure, selon Lénine, de la façon la plus sûre et la meilleure, par son influence dans les syndicats. D'après cette mesure, le P. C. A. est très faible, en conséquence de sa politique générale et, en particulier, de sa politique aventuriste de la R. G. O. (opposition syndicale révolutionnaire).

Nous entendons comme politique de front unique, non les cris de l'actuelle direction bureaucratique, mais la véritable lutte commune sur la base d'un programme défini, que nous proposons aux ouvriers social-démocrates, parce qu'ils sont social-démocrates et que ce programme embrasse les revendications actuelles les plus urgentes et les plus importantes. Le dernier but à atteindre par la politique du front unique, selon Lénine, dans une situation révolutionnaire, doit être le gouvernement ouvrier et paysan, et parmi toutes les tâches concrètes les plus importantes se trouvent la mobilisation des prolétaires, l'occupation de positions extraparlimentaires dans la lutte finale pour la dictature du prolétariat. Au cours d'une telle juste politique de front unique, le P. C. doit devenir le Parti et le guide du prolétariat, qui est suivi par les classes moyennes oscillantes, ou qui, du moins, restent neutres au moment décisif.

Aujourd'hui, les Taelmann et les Rummelé crient à pleins poumons au front unique. Mais font-ils une politique de front unique? *Où est le programme d'action? Quel est le prochain but politique?* Comment le C. C. de Taelmann cherche-t-il à pousser les ouvriers social-démocrates contre leurs propres chefs?

Plus ces fonctionnaires bureaucrates crient au front unique, plus ces cris n'ont rien de commun avec la politique du front unique. Où se trouve la majorité de la classe ouvrière? Avec Hitler ou avec le Parti socialiste et les syndicats libres? La réponse donnée hier encore sur ce sujet par la Centrale reste juste : elle est avec le Parti socialiste. Aussi, devons-nous nous adresser aux ouvriers social-démocrates si nous voulons gagner la majorité du prolétariat. Avec la participation au plébiscite fasciste, les Thaelmann-Rummelé-Neumann tournent le dos aux ouvriers social-démocrates.

Quel est le but de la participation du P. C. A. au plébiscite? Le renversement du gouvernement prussien, répondent les bureaucrates. C'est aussi l'intention des fascistes. Qu'est-ce qui nous différencie donc de ceux-ci? *Qu'arrivera-t-il après la chute du gouvernement prussien?* La Centrale dit : l'Allemagne soviétique. Mais comment? Il faut nous le dire concrètement. Nous sommes toujours pour une Allemagne soviétique, c'est-à-dire pour la dictature du prolétariat. Mais il faut nous montrer le *mot d'ordre concret*, le

but immédiat, après la chute du gouvernement prussien et ce qu'il faut faire *tout de suite* après?

En rapport avec cela, chaque communiste se souvient des comparaisons historiques. Lénine et, avec lui, les quatre premiers Congrès de l'I. C. nous ont appris que pour les communistes, ce n'est pas la même chose d'avoir une monarchie ou une république. Dans la lutte entre la monarchie et la république, nous, communistes, nous rangeons toujours aux côtés de la république, et nous n'avons pas peur de lutter sur le même front, pendant une période déterminée avec les partis républicains-socialistes. Mais quand il s'agit aussi de choisir entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche, nous nous prononçons toujours pour le dernier.

La république démocratique, même s'il ne reste qu'un rien de la démocratie, est un terrain meilleur pour le développement du mouvement révolutionnaire que le fascisme. Dans cette lutte, nous, communistes, ne pouvons et ne devons pas rester une seule minute sur le même front avec les bandes fascistes unifiées du Casque d'acier.

L'expérience de la Révolution russe parle de façon éloquente dans ce sens. La Révolution de février peut nous renseigner. Le gouvernement menchevique et socialiste-révolutionnaire continuait la guerre impérialiste; les paysans restaient sans terre; les ouvriers des villes souffraient de la faim; le mot d'ordre du gouvernement était : « résister jusqu'à la victoire finale ». Le mouvement révolutionnaire était opprimé et persécuté. Lénine se trouvait dans l'illégalité, Trotsky et les autres emprisonnés. Bref, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont commis toutes les ignominies et, malgré cela, le parti est entré avec eux dans un front unique contre l'armée de Kornilov, qui représentait le fascisme russe le plus noir. Lénine, *de sa retraite illégale*, proposa aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires de les aider, dans le cas d'une véritable lutte de leur part contre Milioukov. Quoique nous vivions dans une période différente, cet exemple historique peut servir au Parti pour montrer comment les communistes doivent se comporter dans des situations décisives, avec qui et contre qui ils doivent marcher. Nous répétons : bien que de la république de Weimar, rien ne soit plus resté, bien que le mouvement révolutionnaire soit opprimé et persécuté, malgré les diminutions, les heures de travail non déterminées, la destruction des assurances sociales, bien que nous n'ayons que de la haine pour cette république, le fascisme, malgré tout, ne représente, en face d'elle, que le pogrome ouvert de tout le mouvement ouvrier organisé.

Est-il nécessaire de rappeler l'exemple bulgare de 1923, quand le P. C. bulgare déclara ne pas s'intéresser à la lutte entre Stamboulisky et Tsankov, jusqu'à ce que ce dernier détruisit le même P. C. bulgare? Nous pensons qu'en Allemagne il ne faut donner aucune chance au fascisme et que le C. C. actuel, par une politique aventuriste, par la participation au plébiscite, lui en fournit.

Comme résultat de cette aventure, le Parti se trouvera isolé après le plébiscite et privé de ses armes les plus actuelles contre les traîtres du parti socialiste, qui pourront accabler avec facilité le P. C. des événements futurs, dont le Parti socialiste est le seul responsable.

Les Taelmann-Rommel repoussent avec cette politique les ouvriers socialistes rebelles chez les bonzes du parti social-démocrate. En outre, le C. C. discrédite, par cette aventure, la tactique du front unique aux yeux des ouvriers socialistes, de façon grave et durable.

Comme résultat de cette « manœuvre », les ouvriers social-démocrates ne seront pas libérés des illusions parlementaires, mais, au contraire, elles seront renforcées en eux, surtout si le gouvernement de Prusse est vraiment renversé et si un gouvernement de droite est constitué. Comme le Parti ne sortira qu'affaibli de cette aventure, *isolé* de grandes parties de la classe ouvrière jusqu'ici sympathisantes, on a rendu plus facile — et non plus difficile — une dissolution éventuelle du Parti.

La direction Taelmann-Rommel-Neumann et Cie est responsable de cette politique. Mais pas seulement elle. Qui connaît la vie du Parti ne peut douter que le C. C. du P. C. A. ne soit le seul responsable de ce changement brusque, du jour au lendemain, après avoir écrit et parlé sur un ton élevé, presque pendant six mois, contre le plébiscite fasciste. Responsables de ce « tournant », en même temps que les Taelmann-Rommel, sont les « dirigeants » actuels de l'I. C., et en premier lieu Staline. Taelmann a suivi l'exemple de ce dernier, quand il a surpris le Parti, du jour au lendemain, par un « tournant » et quand il l'a poussé dans le plus profond désarroi. Ces méthodes ne font qu'apporter de l'eau au moulin de Brandler et Urbahns, qui exploitent la situation pour attaquer le Parti et qui parlent presque ouvertement de la constitution d'un second Parti. Nous repoussons énergiquement leur position, nous n'avons rien de commun avec eux.

Notre point de vue reste, comme avant, la lutte pour ramener le Parti à une politique juste marxiste-léniniste. Nous invitons, pour cela, tous les membres du Parti à exiger de ses bureaucrates la convocation d'un congrès extraordinaire qui discutera et décidera librement toutes les questions de la politique du Parti, et qui exigera, comme garantie de la réalisation de ses tâches vitales, la réadmission de l'opposition de gauche dans le Parti et dans l'I. C.

KRUGERSEN.

Aux communistes !

Au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne !

Le prolétariat allemand se trouve immédiatement placé devant de grandes luttes décisives.

Dans une situation où chôme le cinquième des ouvriers allemands, où aussi ceux qui sont occupés ne peuvent se maintenir que péniblement à cause des diminutions de salaires inouïes et de la pression des décrets-lois, la bourgeoisie allemande se prépare à de nouvelles batailles.

La bourgeoisie allemande a perdu par l'issue de la guerre ses marchés et ses sources de matières premières. La crise l'a non seulement contrainte à l'offensive sur le front intérieur au moyen de décrets-lois mais aussi augmenté ses efforts d'expansion impérialiste. Le plus grand pas dans cette direction fut l'accord austro-allemand.

L'impérialisme français lui a infligé sur ce terrain une lourde défaite. Ses refus de crédit conduisirent au krach bancaire. A la conférence de Londres, on n'a pas accordé à la bourgeoisie allemande l'aide dont elle avait besoin, on l'a pourvu provisoirement de quelques possibilités indispensables.

Aussi, les propres suites de la faillite bancaire subsistent encore pour l'avenir sous la forme de nombreuses faillites et *fermetures d'usines, c'est-à-dire d'un chômage nouveau.*

Aujourd'hui encore, la situation de la bourgeoisie allemande n'est pas clarifiée. De nouvelles catastrophes menacent encore. Elle tâtonne et cherche à maintenir par tous les moyens la domination de son ordre social. Des tournants brusques dans sa politique sont à prévoir à cause de cela. Battue sur le front extérieur, *elle se retourne d'autant plus brutalement sur le front intérieur contre la classe ouvrière* pour s'aider elle-même et pour rendre confiance au crédit de l'étranger.

Comment est-il possible que la bourgeoisie allemande, dont la faiblesse est devenue si publiquement manifeste puisse piétiner si fortement la classe ouvrière ?

Les responsabilités de cet état de choses reviennent en premier lieu aux dirigeants du parti social-démocrate et des syndicats, qui ont retenu les ouvriers dans la lutte contre la bourgeoisie sous prétexte de soutenir le « moindre mal » Brüning. C'est pourquoi la bourgeoisie a non seulement remporté sans combat ses buts réactionnaires mais aussi *le fascisme a grandi pendant ce temps.* Par sa politique, le parti social-démocrate a préparé le lit du fascisme.

La nouvelle duperie du parti social-démocrate pour rassurer les masses, le plan Hoover, s'est déjà effondré lui-même en une nuit. Malgré cela, la « gauche » social-démocrate par son opposition apparente maintient solidement les ouvriers mécontents comme soutien du parti social-démocrate et du gouvernement Brüning.

Ce rôle de la social-démocratie lui est facilité énormément par la fausse politique de la direction actuelle du parti communiste allemand et de l'I. C. Ainsi, dans une situation très aiguë, il n'est pas possible d'ébranler sérieusement le parti social-démocrate et de rassembler le prolétariat derrière le P. C. A. comme prélude de la victoire. Au sein de la crise la plus aiguë, le Parti est isolé et sans influence malgré un accroissement nombreux. Après avoir lors de la « troisième période » repoussé politiquement le front unique, il en parle aujourd'hui beaucoup, sans pour cela atteindre la moindre chose sur ce terrain.

Le nouveau coup contre le front unique est le soutien du plébiscite Hitler-Hugenberg en Prusse. Mettant complètement de côté que de nouvelles illusions parlementaires sont ainsi éveillées et que l'action est pratiquement sans valeur, ainsi se trouve approfondi le fossé entre les ouvriers social-démocrates et le P. C. A., au lieu d'être comblé, le front unique détruit au lieu d'être scellé et facilitée la politique démagogique des dirigeants social-démocrates. *En même temps on n'aidera pas mieux les fascistes que ne le fait toute la politique anti-marxiste de la « révolution populaire » que les Taelmann ont introduit depuis le programme pour la « libération nationale et sociale ».* A ce plébiscite, aucun ouvrier conscient de sa classe ne peut participer.

Mais que faut-il donc faire pour s'opposer à l'attaque menaçante de la bourgeoisie? Seul le front unique de lutte de tous les ouvriers peut dresser la résistance nécessaire contre l'attaque de la bourgeoisie. Seul le P. C. peut et doit diriger ce front unique.

En présence des masses ouvrières qui suivent toujours encore les dirigeants des P. S. et des syndicats réformistes, le P. C. A. doit poser à la social-démocratie la question si elle est prête à lutter en commun :

- contre le nouveau vol de salaires;
- pour le maintien complet du salaire avec l'introduction de la journée de 7 heures;
- pour le retrait des décrets-lois;
- pour le rétablissement du secours de chômage sous son ancienne forme;
- pour la liberté de la presse prolétarienne;
- pour la liberté de manifestations et de réunions;
- pour la défense des organisations prolétariennes contre les fascistes.

En même temps, il faut mettre en discussion ces propositions dans chaque entreprise et dans chaque bureau, il faut appeler dans chaque lieu et dans chaque entreprise les syndicats socialistes et les organisations prolétariennes à constituer des *comités uniques contre les diminutions de salaires et contre le fascisme.* C'est ainsi seulement que les travailleurs social-démocrates se per-

suadèrent pratiquement de la trahison de leurs chefs, des « gauches » aussi et accorderont leur confiance au P. C. A.

Une telle tactique, une véritable tactique léniniste du front unique ne peut être aujourd'hui menée par le Parti qu'après une réforme fondamentale qui, après la libération de la pression de la bureaucratie stalinienne et le rejet de ses mots d'ordre insensés. Chaque communiste doit travailler pour la tenue d'un congrès extraordinaire du Parti après une libre et profonde discussion, congrès qui exécutera un retour du Parti au marxisme-léninisme et, comme preuve de cela, réintègrera l'opposition de gauche dans les rangs du Parti et de l'I. C.

Ce n'est que par un tournant honnête que le Parti peut se préserver de la faillite et préserver le prolétariat de la défaite.

Il n'est pas permis de perdre plus de temps à attendre. Chaque communiste doit occuper promptement son poste pour travailler à la réalisation du front unique.

POUR LA DÉFENSE DU FRONT UNIQUE DU PROLÉTARIAT !
POUR LA DÉFENSE ET LA VICTOIRE DU P. C. A. !
POUR LES ETATS-UNIS SOVIÉTIQUES D'EUROPE !

Appel de l'Organisation Communiste Bolchevik - Léniniste Archiomarxiste (Opposition de Gauche)

Aux ouvriers communistes de notre pays!
A la classe ouvrière et aux opprimés!
Au prolétariat mondial!
Camarades,

Les organisations nationalistes de Salonique, hordes des décoctions sociales, nids de réaction et semences de fascisme, ont, avec l'appui du gouvernement et sous la direction, dans la coulisse, des gouvernants de Salonique, organisé ces derniers jours des agressions, des massacres et des actions incendiaires contre les minorités israélites et, tout particulièrement, contre les quartiers habités par des ouvriers et de pauvres journaliers juifs.

En entraînant dans leur œuvre meurtrière certains petits-bourgeois arriérés et des ouvriers grecs n'ayant pas acquis de conscience de classe, ils arrivèrent jusqu'au point de préparer, avec la tolérance et l'appui voilé des autorités, des attaques nocturnes sur un quartier juif pauvre, de brûler la moitié des baraques, de violenter de femmes et des enfants désarmés et sans protection, de blesser beaucoup de juifs pauvres et de répandre l'effroi parmi les milliers d'israélites opprimés qui ont vu renaître les pogromes sauvages, les massacres juifs en masses de la Russie du temps du tsarisme.

Les raisons de cet acte chauviniste-barbare ne sont pas la prétendue découverte qu'un certain juif avait parlé à Sofia en faveur de l'autonomie de la Macédoine. Ceci n'a été tout simplement qu'un prétexte; ceci n'a été qu'un moyen pour entraîner les éléments petits-bourgeois et les ouvriers arriérés qui peuvent encore croire au patriotisme et garder des préjugés religieux, pour les fanatiser contre les juifs et en faire ainsi les instruments inconscients et aveugles d'une activité criminelle de masses contre leurs frères de classe d'une autre croyance.

Les raisons sont plus profondes. Les commerçants grecs de Salonique, éprouvant les conséquences de la crise économique et cherchant une issue à celle-ci, se dressèrent contre les commerçants juifs dans le but de les éliminer du marché. Ils essayèrent de faire aboutir le boycottage des magasins juifs, d'attirer à eux leur clientèle et de devenir ainsi les seuls maîtres du marché. Pour que cela réussisse, ils devaient fanatiser l'élément grec : lui présenter la minorité juive, sans aucune distinction entre exploiters et exploités, comme un ennemi intérieur qui doit être exterminé. Ils mobilisèrent les différentes troupes nationalistes, la presse bourgeoise; ils demandèrent l'aide des autorités et usèrent de tout moyen, de tout mensonge ou tromperie pour arriver à opposer les opprimés grecs et juifs de Salonique, que rien ne peut séparer puisque de la même façon et dans les mêmes conditions, ils éprouvent cette même exploitation sauvage et cruelle des capitalistes grecs et juifs.

Grecs et juifs opprimés se sont ainsi trouvés opposés parce que, pour un instant, les intérêts des exploiters grecs et juifs se sont trouvés en contradiction.

Le gouvernement capitaliste de Vénizelos a été l'hypocrite instigateur moral de ce crime. Tandis que, d'une part, dans le plus misérable style pharisaïque, Venizeios déclarait qu'il désapprouvait l'acte « dégénéré », d'autre part il faisait tous les efforts pour justifier les assassins en jetant la responsabilité « aussi » sur les juifs qui ont appliqué la défense, comme si l'on pouvait considérer comme responsable d'un crime la victime, parce qu'au moment où l'assassin lui enfonce le couteau dans la gorge, elle tente des efforts désespérés pour se sauver.

La Préfecture générale de la Macédoine, toutes les autorités de l'Etat, de la police et de l'armée ont comploté dans les événements de sorte que les éléments à leur charge sont tellement nombreux que toute déclaration ou tout démenti ne peut avoir la moindre signification.

Les organisations nationalistes de Salonique ont été créées sous la haute protection du préfet général et du gouvernement, qui sont représentés, non officiellement, dans leurs Conseils de direction. Par conséquent, aucune décision et aucune préparation à une activité de ces organisations ne peuvent échapper à la connaissance des autorités dirigeantes.

Le tribunal bourgeois a acquitté pompeusement les deux instigateurs les plus marquants des premières scènes qui furent alors arrêtés.

Les autorités de police, non seulement n'ont pris aucune

mesure préventive pour éviter les scènes, mais encore elles encourageaient les assassins. Elles arrivaient toujours *après* les événements, pour l'apparence, car, lorsqu'il s'agit de dissoudre les réunions ouvrières ou d'étouffer, dans le sang et par la violence, les grèves des ouvriers, elles arrivent toujours à temps et ne s'arrêtent pas devant les moyens les plus durs. Au lieu d'arrêter les organisateurs de ces troubles et les incendiaires, ils arrêtèrent des ouvriers communistes israélites et grecs qui défendaient la vie menacée de leurs frères de classe.

Toute la cuisine d'articles de la presse bourgeoise n'est rien d'autre que l'expression de cette position pharisaïque et perfide du gouvernement, qui vise à justifier les événements en les attribuant, d'un côté à la soi-disante colère des palikares du capital, et, de l'autre, à la prétendue position provocante des juifs.

L'Organisation Communiste Bolchevik-Léniniste dénonce devant toute la classe ouvrière de notre pays, devant tous les opprimés, et devant les ouvriers du monde entier ce vandalisme moyen-âgeux, qui constitue encore un échantillon du caractère chauvin de la bourgeoisie grecque et du gouvernement qu'il la représente; souligne le caractère de classe qu'avait pris cette agitation antisémite, ce qui est prouvé même par le fait que toute la rage des nationalistes s'est tournée contre les ouvriers et les autres couches juives pauvres, et souligne encore le rôle joué consciemment par le gouvernement pendant ce temps.

Invite la classe ouvrière de notre pays à se trouver aux côtés de leur frères, les opprimés juifs.

Invite ses membres, ses sympathisants, les membres du parti et les membres des syndicats de classe à défendre par tous les moyens les juifs menacés par les assassins.

D'organiser des groupements forts, qui s'installeront dans les maisons des prolétaires israélites et qui, avec eux, réaliseront l'opposition décidée contre chaque attaque des nationalistes, en démontrant effectivement leur attachement au principe de l'internationalisme prolétarien.

Invite toutes les organisations ouvrières, tous les intellectuels, la jeunesse estudiantine et écolière, de se dresser pour des protestations vigoureuses et d'organiser des réunions et des meetings de solidarité pour les israélites persécutés, d'exiger la cessation immédiate des persécutions contre les juifs et la punition implacable des assassins; d'entreprendre une lutte systématique pour la dissolution de toutes les bandes chauvines, qui ont commencé à apparaître dernièrement dans notre pays, en éclairant les opprimés sur le rôle réactionnaire de ces bandes.

Stigmatise devant le prolétariat mondial les crimes de l'impérialisme grec contre les ouvriers, les paysans et les minorités opprimées, et appelle les juifs opprimés de tous les pays à lutter avec le prolétariat mondial sous le drapeau du communisme pour secouer le joug capitaliste, pour la démocratie socialiste mondiale, dans laquelle seulement toutes les minorités nationales trouveront leur véritable libération, comme l'a démontré l'exemple de la Russie soviétique où tous les peuples, qui étaient opprimés par le

tsarisme, vivent aujourd'hui libres et fraternisent avec les ouvriers et les paysans russes.

A bas les massacres capitalistes des opprimés!

A bas le chauvinisme impérialiste!

Vive l'internationalisme prolétarien!

Vive la Révolution prolétarienne mondiale!

Note de la Rédaction

L'article Avec qui? Contre Qui?, et l'Appel aux communistes allemands, sont extraits du n° 2 de Permanente Revolution, organe de nos camarades allemands. Nous devons, d'accord avec la rédaction de Permanente Revolution, apporter une réserve et un éclaircissement à l'article du camarade Krugersén. La réserve porte sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, que Krugersén assigne comme but de la tactique du front unique. L'opposition de gauche repousse ce point de vue, qui sera discuté dans le prochain numéro de la Permanente Revolution. Nous publierons ultérieurement cette discussion. D'autre part un éclaircissement est nécessaire sur la formule du « soutien » des gouvernements de gauche contre ceux de droite. Telle qu'elle est dans l'article (p. 335), cette formule prête à confusion. Elle dit : « quand il s'agit aussi de choisir entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche, nous nous prononçons toujours pour le dernier ». En réalité il ne s'agit pas pour nous de choisir, car nous repoussons aussi bien le gouvernement bourgeois de droite que celui de gauche; il s'agit d'utiliser la lutte de la réaction de droite, fasciste ou militaire, contre l'aile gauche et le prolétariat pour réaliser un front unique de la masse dressée contre la réaction fasciste, et parvenir ensuite au renversement du gouvernement bourgeois de « gauche » lui-même.

Notes d'un journaliste

MANOUILSKI DIRIGEANT DE L'I. C.

Rien à faire : Manouïlski dirige maintenant l'I. C. Le côté le plus fort de cet homme, c'est qu'il ne se prend pas lui-même au sérieux. Cela témoigne de son penchant à l'auto-critique. Est-ce parce que Staline ne prend pas l'I. C. au sérieux, ou est-ce pour une autre raison, mais il a été décidé que Manouïlski, qui ne se prend pas au sérieux, était l'homme indiqué à la place indiquée. Et qui pourrait-on bien y mettre ?

Si l'on rassemblait les « œuvres » complètes de Manouïlski, on obtiendrait, sinon un livre instructif, du moins un livre assez intéressant. Manouïlski a toujours été l'écuyer de quelqu'un ; d'ailleurs, il a changé de chevalier bien des fois. C'est au bien connu Alexinski qu'il a été attaché le plus longtemps. A présent, Manouïlski, à titre d'écuyer de Yaroslavski, est procureur-assistant en matière d'idéologie trotskyste. Et sous son nom et sous des pseudonymes, il démontre encore et de nouveau l'irréconciliabilité du trotskysme et du léninisme. Mais il n'a pas toujours parlé ainsi. En 1918, Manouïlski a fait paraître une brochure dans laquelle il écrivait que « l'honneur de la libération du bolchévisme de l'étroitesse nationale et de sa transformation en théorie de la révolution prolétarienne internationale appartient à L. D. Trotsky » (1). Au cours d'un plenum de l'I. C., Trotsky a rapporté cette citation, « fameuse » dans son genre, en présence de Manouïlski et s'est moqué, d'une manière tout-à-fait fondée, de la citation et de son auteur. Sa brochure, Manouïlski l'a écrite après le coup d'Etat d'Octobre, et même après les pourparlers de Brest ; et d'ailleurs, après sa publication, pas un cheveu n'est tombé de sa tête. Il est vrai qu'on peut dire que cela était avant... la « discussion syndicale » et que, par la suite, Manouïlski a changé de point de vue. Il n'en est rien. Récemment, nous sommes tombés sur une citation d'un article de Manouïlski écrit en 1922, c'est-à-dire quand, dans les rapports entre Lénine et Trotsky, la maladie de Lénine mettait déjà le dernier trait. Voici ce qu'écrivait Manouïlski dans l'article consacré à la mémoire de Tchoudnovski : « ...le *Social-démocrate*, édité en Suisse par les camarades Lénine et Zinoviev, le *Golos* de Paris qui, par la suite, après son interdiction par la police française, devint le *Nashe Slovo*, dirigé par le camarade Trotsky, seront pour l'historien futur de la Troisième Internationale, les

(1) Nous sommes malheureusement contraints de rapporter cette citation de mémoire, mais nous garantissons entièrement l'exactitude du sens.

fragments de la base sur laquelle s'édifia la nouvelle idéologie révolutionnaire du prolétariat international (*Annales de la Révolution*, n° 1, page 229, 1922) ».

Maintenant, Manouïlski prouve que, pendant la guerre, Trotsky était un pacifiste, un kautskyste, que le léninisme et le trotskysme sont deux principes inconciliables; or en 1922, Manouïlski affirmait ni plus ni moins que la « nouvelle idéologie révolutionnaire du prolétariat international », c'est-à-dire l'idéologie du communisme contemporain, a été créée par Lénine et Trotsky. Quand donc exactement Manouïlski a-t-il vu la lumière de la vérité? Ni en 1914-1916, quand il travaillait avec Trotsky au *Nasche Slovo* de Paris, ni en 1917-1922, quand avec tout le Parti, il travaillait sous la direction de Lénine, la lumière de la vérité ne s'est découverte à lui. C'est seulement après que la maladie, et ensuite la mort, aient fait sortir Lénine des rangs, et que les épigones, poussés par la vague de la réaction thermidorienne, aient déclaré la guerre à l'héritage idéologique de Lénine, sous le nom de « trotskysme », que Manouïlski commença à recouvrer la vue, du reste pas d'un seul coup. La « troïka » (Staline, Zinoviev, Kamenev) l'a longtemps tenu à l'écart et, alors, après l'avoir ainsi conduit à une demi-repentance, on lui posa l'ultimatum : ouvrir une campagne contre Rakowski en Ukraine, comme introduction à la campagne contre Trotsky. Manouïlski, après des hésitations (si haute était l'autorité de Rakowski), accepta la condition et s'acheta ainsi une place dans le Comité Central du Parti. Cette transaction ne constituait pas un secret pour les larges cercles du Parti, car Manouïlski lui-même, avec son cynisme propre, l'exposa en représentant les personnages, montrant ses grands talents de conteur d'anecdotes nationales et autres. Répétons-le : cet homme ne s'est jamais pris au sérieux, ni politiquement ni moralement. Et on l'a mis maintenant à la tête de l'Internationale Communiste. Et il élabore maintenant la route de la révolution espagnole!

AVERBACH ATTRAPE LA MAIN DANS LE SAC

A Moscou est édité la *Litératurnàia Gazeta*, organe de la Fédération des écrivains soviétiques. Le critique de ce journal est Averbach. Ses titres à la direction de la littérature sont déterminés, d'une part, parce qu'il a passé à temps des rangs de l'opposition, où il était tombé par hasard (I. N. Smirnov disait de lui : « Il ne restera pas chez nous — trop avide »), aux rangs de la bureaucratie où il est tout-à-fait à sa place; d'autre part, parce qu'il est absolument dépourvu de flair littéraire, ce dont témoigne chaque ligne de ses écrits. Dans la *Litératurnàia Gazeta* du 19 février, Averbach a publié un article gigantesque sous le titre « Les rythmes de l'auto-révélation (de Trotsky, de Maïakovski et des compagnons de route) ». Au centre de l'article se trouve la note de Trotsky consacrée au suicide de Maïakovski (1). De cette note,

(1) Voir *Le suicide de Maïakovski*, par L. Trotsky, dans *La Lutte de Classes*, n° 21-22.

Averbach tire une citation consacrée à la littérature prolétarienne. L'« auto-révélation » consiste en ce que Trotsky a enfin avoué ouvertement l'opposition complète de ses vues, dans la question de la culture et de la littérature prolétariennes, avec celles de Lénine; donnons toutefois une citation de l'article de Trotsky, dans la forme sous laquelle elle est rapportée dans l'article de L. Averbach, avec ses propres notes entre parenthèses :

« La lutte pour la « culture prolétarienne » (les guillemets sont de Trotsky. L. A.) — quelque chose dans le genre de la « collectivisation intégrale » (guillemets du même. L. A.) de tout l'aboutissement moral de l'humanité dans les cadres du plan quinquennal — a porté au commencement de la Révolution d'Octobre un caractère encore utopique et idéaliste. Il est significatif que, dans ce domaine, déjà, en ce temps-là, se manifestait une contradiction entre Lénine et l'auteur de ces lignes ».

Toute la citation, comme nous voyons, est faite entre guillemets; d'ailleurs, Averbach indique exactement les guillemets intérieurs de Trotsky lui-même. Averbach est exact et scrupuleux. Mais malgré cela, on reste perplexe devant le style averbachien de la citation, et surtout sa dernière phrase : « Il est significatif que, dans ce domaine, déjà, en ce temps-là, se manifestait une contradiction entre Lénine et l'auteur de ces lignes ». Ainsi, Trotsky non seulement indique qu'il avait dans une certaine question des divergences avec Lénine, mais il se hâte de souligner la « signification » du fait que ces divergences se manifestaient « déjà en ce temps-là », c'est-à-dire comme si Trotsky avait eu l'auto-révélation pour but. Cela sonne un peu énigmatiquement. Pourtant, Averbach n'est pas avare de commentaires. Avant tout saute aux yeux, — dit-il, — la franche déclaration sur les divergences avec Lénine. En effet, Averbach a raison, quelque chose saute aux yeux. Il est dit plus loin : « Il faut être reconnaissant : qu'est-il plus agréable de lire, de l'aveu de Trotsky lui-même, le désaccord de Lénine avec ses vues sur la littérature et sur les questions générales de la culture ». La phrase est construite d'une manière illétre, comme la majorité des phrases d'Averbach, mais on peut la comprendre. Tout l'article se termine sur la conclusion : « La rapidité de l'auto-révélation est significative ».

Ainsi, en 1930, Trotsky a révélé ne pas être d'accord avec Lénine dans ses vues sur la littérature. A ce propos, Averbach chante victoire et parle de la rapidité de l'auto-révélation. Mais, en 1928, Trotsky était déporté à Alma-Mata et, en 1929, exilé à l'étranger pour son activité contre-révolutionnaire et la préparation d'une révolte armée contre le pouvoir des soviets. Quelle importance peut bien avoir, en comparaison de ce « fait », la différence de vues entre Trotsky et Lénine sur la littérature prolétarienne? En quoi donc consiste la rapidité (!) de l'auto-révélation? N'est-ce pas plutôt le contraire? Et cette « disproportion » dans les accusations ne révèle-t-elle pas les maîtres d'Averbach? Tel est le côté politique de l'affaire. Mais il en est un autre.

Le fait est qu'Averbach a menti du commencement jusqu'à

la fin. La citation qu'il a rapportée n'est pas une citation; c'est une falsification grossière, illettrée, impudente. — à la Averbach. Voici, mot pour mot, le passage de l'article de Trotsky qu'Averbach a défiguré :

« La lutte pour la « culture prolétarienne » — quelque chose dans le genre de la « collectivisation intégrale » de toutes les conquêtes de l'humanité, dans les cadres du plan quinquennal — a eu au commencement de la Révolution d'Octobre un caractère d'idéalisme utopique, et, justement sur cette ligne, a été repoussé par Lénine et par l'auteur de ces lignes ».

Ainsi, chez Trotsky, il est dit que la philosophie de la culture prolétarienne « a été repoussée par Lénine et par l'auteur de ces lignes », et, chez Averbach, il est dit : « Déjà, en ce temps-là, se manifestait une contradiction entre Lénine et l'auteur de ces lignes ». Ni plus ni moins ! L'homme qui se fait passer pour un critique prolétarien s'est simplement montré comme un pipeur littéraire de bas étage. Cette fois-ci, il est pris trop grossièrement la main dans le sac, et nous dispense au fond de la nécessité de commentaires ultérieurs. Toutefois, on ne peut pas ne pas mentionner que le faux d'Averbach acquiert un caractère d'autant plus repugnant qu'Averbach lui-même est très bien informé de l'opinion de Lénine et de Trotsky sur la margarine averbachienne de philosophie littéraire et culturelle. Averbach sait combien sévèrement Lénine se prononçait contre les théoriciens de la soi-disant « culture prolétarienne » dans les années où ce mouvement avait une doublure révolutionnaire et n'avait pas été pris en mains par les charlatans bureaucratiques. Averbach sait que si Trotsky avait eu des « divergences » avec Lénine dans cette question, elles n'auraient pu s'exprimer qu'en cela, que Trotsky était moins sévère que Lénine à l'égard des emballements des idéologues de la culture prolétarienne et prenait, quelquefois, fait et cause pour eux devant Lénine. Averbach sait que son livre sur la littérature, Trotsky l'a écrit en accord avec Lénine qui, bien des fois, insista pour que le chapitre consacré à la « culture prolétarienne », Trotsky le travaillât en premier lieu et le publiât dans la *Pravda*. A propos, sa publication ne fut accompagnée d'aucun commentaire ni note de la rédaction; Yaroslavs i — Yaroslavski lui-même — écrivit à Trotsky qu'il était d'accord avec le point de vue qu'il exprimait. Tout cela, Averbach le sait, puisqu'à titre de jeune aspirant à la « littérature prolétarienne », il a tenté plus d'une fois, durant ces années, de trouver chez Trotsky une défense contre les vues de Lénine, mais immuablement, il était repoussé.

Littéralement, par quelque bout qu'on la prenne, l'idéologie de la bureaucratie centriste est construite sur le mensonge, la falsification, la défiguration du passé. Penser seulement : un type comme Averbach, éducateur et maître de la jeunesse prolétarienne ! Lui, Averbach, qui fraye le chemin de la « culture » (!!) « prolétarienne » (!). Ceux qui savent juger, d'après les symptômes, doivent comprendre par ce seul exemple quel danger mortel le

régime actuel du Parti présente pour le développement de la société socialiste et de la culture socialiste.

LES FRAGMENTS DE LA VERITÉ SOUS L'ORDURE DE LA CALOMNIE

En 1924, Zinoviev a mis en circulation l'accusation que Trotsky a élaboré l'ordre 1042 sur les voies ferrées, qui a presque ruiné les transports. Sur ce canevas, Staline, Yaroslavski, Roudzoutak ont, par la suite, brodé des dessins. La légende a parcouru, dans son temps, toute la presse de l'I. C. Dans la lettre de Trotsky à l'Institut historique du Parti sont apportées les appréciations authentiques de Lénine et de Djerjinski sur l'ordre 1042, et son importance pour les transports. Mais il existe, comme il apparaît, des appréciations d'origine plus tardive. Dans l'Annuaire de l'I. C., paru en 1923, c'est-à-dire à la veille de la campagne contre Trotsky, dans l'article « Les transports en RSFSR et leur reconstruction », il est dit littéralement ce qui suit :

« En ce temps-là, les transports se trouvaient déjà entièrement « détruits. Non seulement la reconstruction des transports n'était « pas en question, mais la chose était poussée à tel point, qu'au « Conseil du Travail et de la Défense, un membre du collège du « Commissariat du Peuple aux Voies Ferrées, le professeur Lomo- « nosov, fit un rapport sur ce que les transports étaient à la veille « de leur arrêt complet et inévitable. Le camarade Trotsky, dès « qu'il commença de diriger les transports, mit en avant deux « mots d'ordre qui ont eu une importance décisive non seulement « sur les transports, mais pour toute l'économie du pays... L'ordre « n° 1042 est historique. D'après cet ordre, en cinq ans, le parc « de locomotives devait être reconstruit. La propagande commu- « niste de cet ordre et l'essor communiste provoqué par elle doi- « vent être reconnus comme le suprême niveau atteint par l'essor « des masses et leur disposition au travail-exploit » (*Annuaire de l'Internationale Communiste*, 1923, page 363).

Et ainsi de suite. Comme nous voyons, la fonction de l'ordre n° 1042 dans les diverses périodes était différente.

ALPHA.

Au sujet d'une révolution étranglée et de ses étrangleurs

Un travail urgent m'empêcha de lire plus tôt l'article de Malraux dans lequel il défend, contre ma critique, l'I. C., Borodine, Garine et lui-même. En tant que publiciste, Malraux se trouve encore plus loin du prolétariat et de la révolution qu'en tant qu'écrivain. En soi, et pour soi, ce fait ne justifierait pas ces lignes, parce qu'il n'est pas dit qu'un écrivain doit nécessairement être un révolutionnaire prolétarien. Si je reviens, néanmoins, encore une fois sur la même question, c'est pour le sujet et non pour Malraux.

Les meilleurs figures du roman, disais-je, atteignent la hauteur des symboles sociaux. Je dois ajouter : Borodine, Garine et tous leurs « collaborateurs » représentent le symbole de la bureaucratie quasi-révolutionnaire, de ce nouveau « type social » qui est né grâce à l'existence de l'Etat soviétique d'une part, et au régime déterminé de l'I. C., d'autre part.

Je me suis refusé de classer parmi les « révolutionnaires professionnels », Borodine tel qu'il est caractérisé dans le roman. Malraux essaie de me démontrer que Garine possède assez de boutons de mandarin pour avoir droit à ce titre. Ici, Malraux trouve opportun d'ajouter que Trotsky possède une quantité plus grande de boutons. N'est-ce pas ridicule ? Le type du révolutionnaire professionnel n'est nullement un type idéal quelconque. Mais, c'est, de toute façon, un type *déterminé*, ayant une biographie politique déterminée et des traits saillants. Il n'y a que la Russie qui ait créé ce type pendant les dernières décades ; en Russie, ce type le plus parfait fut créé par le parti bolchevik. Les révolutionnaires professionnels, de la génération à laquelle appartient Borodine, commencèrent à se former à la veille de la première révolution, ils furent soumis à l'épreuve en 1905, ils se trempèrent et s'éduquèrent (ou se décomposèrent) pendant les années de la contre-révolution ; ils subirent l'épreuve suprême en 1917. De 1903 jusqu'à 1918, c'est-à-dire durant toute la période où, en Russie, se formait le type du révolutionnaire professionnel, Borodine et des centaines, des milliers de Borodine, restèrent en dehors de la lutte. En 1918, après la victoire, Borodine a offert ses services. Cela lui fait honneur : il est plus digne de servir l'Etat prolétarien que l'Etat bourgeois. Borodine s'est chargé de missions périlleuses. Mais les agents des Etats bourgeois dans les pays étrangers, surtout dans les pays coloniaux, accomplissent, eux

aussi et bien souvent, des tâches périlleuses. Encore ne deviennent-ils pas des révolutionnaires pour cela. Le type du fonctionnaire-aventurier et le type du révolutionnaire-professionnel peuvent, dans certains moments et par certaines qualités, trouver des points de ressemblance. Mais, tant par leur formation psychologique que par leur fonction historique, ce sont deux types opposés.

Le révolutionnaire poursuit son chemin ensemble avec sa classe. Si le prolétariat est faible, s'il est en retard, le révolutionnaire se borne à un travail modeste, patient, et persévérant de création de cercles de propagande, de préparation des cadres; en s'appuyant sur les premiers cadres, il passe à l'agitation de masse, légale ou illégale, selon les circonstances. Il distingue toujours sa classe de la classe ennemie et mène uniquement la politique qui correspond à la force de sa classe et qui raffermirait cette force. Le révolutionnaire prolétarien français, russe ou chinois considérera les ouvriers chinois comme sa propre armée, d'aujourd'hui ou de demain. Le fonctionnaire-aventurier s'élève au-dessus de toutes les classes de la nation chinoise. Il se considère prédestiné à dominer, à ordonner, à commander indépendamment du rapport intérieur des forces en Chine. Puisque le prolétariat chinois est aujourd'hui faible et ne peut pas assurer des postes de commandement, le fonctionnaire concilie les différentes classes. Il agit comme l'inspecteur de la nation, comme le vice-roi pour les affaires de la révolution coloniale. Il arrange les combinaisons entre le bourgeois conservateur et l'anarchiste, il improvise un programme *ad hoc*, il bâtit la politique sur les ambiguïtés, il crée un bloc des quatre classes, il avale des sabres et bafoue les principes. Et le résultat? La bourgeoisie est plus riche, plus influente, plus expérimentée. Le fonctionnaire-aventurier n'arrive pas à la tromper. En revanche, il trompe les ouvriers pleints d'abnégation, mais non expérimentés, en les livrant aux mains de la bourgeoisie. Tel est le rôle de la bureaucratie de l'I. C. dans la révolution chinoise.

Considérant comme naturel le droit de la bureaucratie « révolutionnaire » de commander indépendamment des forces du prolétariat, Malraux nous enseigne qu'on ne pouvait pas participer à la révolution chinoise sans participer au Kuomintang, etc... A cela il ajoute : la rupture avec le Kuomintang aurait signifié, pour le Parti communiste, la nécessité de passer dans l'illégalité. Quand on pense que ces arguments résument la philosophie des représentants de l'I. C. en Chine, on ne peut pas ne pas dire : oui, la dialectique du processus historique joue parfois de mauvaises plaisanteries aux organisations, aux gens et aux idées! Comme il est facile de résoudre le problème : pour participer avec succès dans les événements dirigés par la classe ennemie, il faut se soumettre à cette classe; pour éviter les répressions de la part du Kuomintang, il faut se maquiller avec les couleurs de celui-ci! Voilà le secret de Borodine-Garine.

L'appréciation politique de Malraux de la situation, des possibilités et des tâches en Chine en 1925 est entièrement fausse; elle atteint péniblement la limite, où commencent les véritables

problèmes de la révolution. J'ai dit ailleurs tout ce qu'il fallait à ce sujet et l'article de Malraux ne donne pas lieu à un réexamen de ce qui a été dit. Mais, même en se plaçant sur le terrain de l'appréciation fautive que Malraux donne de la situation, on ne peut, en aucun cas, justifier la politique de Staline-Borodine-Garine. Pour protester, en 1925, contre cette politique, il fallait prévoir certaines choses. Pour la défendre en 1931, il faut être un aveugle incurable.

La stratégie des fonctionnaires de l'I. C. a-t-elle apporté au prolétariat chinois autre chose que des humiliations, l'extermination de ses cadres et surtout la confusion effroyable dans les têtes? La capitulation honteuse devant le Kuomintang a-t-elle évité au Parti la répression? Au contraire, elle ne faisait qu'accumuler et concentrer les répressions. Le Parti communiste n'a-t-il pas été obligé de passer dans l'illégalité? et quand? dans la période d'écrasement de la révolution! Si les communistes avaient commencé par le travail illégal, au début de l'afflux révolutionnaire, ils seraient sortis sur l'arène ouverte à la tête des masses. En embrouillant et en démoralisant le Parti avec l'aide des Borodine-Garine, Tchen-Kai-Chek l'a obligé ensuite, avec d'autant plus de succès, à se réfugier dans l'illégalité pendant des années de contre-révolution. La politique de Borodine-Garine a entièrement servi la bourgeoisie chinoise. Le Parti communiste chinois doit recommencer à nouveau, et cela sur un terrain encombré par des débris, par des préjugés, par des erreurs incomprises et avec la méfiance des ouvriers avancés. Tels sont les résultats.

Le caractère criminel de toute cette politique se révèle avec une acuité particulière dans des questions isolées. Malraux présente, comme un mérite de Borodine et Cie, le fait qu'en remettant les terroristes entre les mains de la bourgeoisie, il poussaient consciemment, sous le glaive de la terreur, le chef de la bourgeoisie Tchen-Daï. Cette machination est digne d'un Borgia bureaucratique ou de la *chliakhta* (noblesse) polonaise « révolutionnaire », qui préférerait toujours tirer avec les mains des autres, dans le dos du peuple. Non, la tâche ne consistait pas à tuer Tchen-Daï dans un guet-apens, mais à préparer le renversement de la bourgeoisie. Quand le Parti de la révolution est obligé de tuer, il le fait sous sa responsabilité ouverte, au nom des tâches et des buts immédiats compris des masses.

La morale révolutionnaire n'est pas faite de normes abstraites kantienne mais de règles de conduite qui mettent le révolutionnaire sous le contrôle des tâches et des buts de sa classe. Borodine et Garine n'étaient pas liés avec la masse, ils ne se sont pas imprégnés de l'esprit de responsabilité devant la classe. Ce sont des sur-hommes bureaucratiques qui considèrent que « tout est permis »... dans les limites du mandat reçu d'en haut. L'activité de tels hommes, si éblouissante qu'elle soit à certains moments, ne peut en définitive qu'être dirigée contre les intérêts de la révolution.

Après avoir tué Tchen-Daï avec les mains de Hong, Borodine et Garine remettent ensuite Hong et son groupe entre les mains

des bourreaux. Cela marque du stigmate de Caïn toute leur politique. Malraux se pose ici aussi en défenseur. Quel est son argument? Lénine et Trotsky châtièrent eux aussi, et d'une façon cruelle, les anarchistes. Il est difficile de croire que cela est dit par un homme qui approcha la révolution, ne serait-ce que momentanément. Malraux oublie ou ne comprend pas que la révolution s'accomplit au nom de la domination d'une classe sur l'autre classe, que c'est seulement dans cette tâche que les révolutionnaires puisent leur droit à la violence. La bourgeoisie extermine les révolutionnaires, parfois aussi des anarchistes (de plus en plus rarement, parce qu'ils deviennent toujours plus paisibles), au nom de la sauvegarde du régime d'exploitation et de lâcheté. Sous la domination de la bourgeoisie, les bolcheviks défendent toujours les anarchistes contre les Chiappe. Après avoir conquis le pouvoir, les bolcheviks ont tout fait pour attirer les anarchistes du côté de la dictature du prolétariat. Ils ont réussi en effet à entraîner la majorité des anarchistes derrière eux. Oui, les bolcheviks ont châtié sévèrement ceux d'entre les anarchistes qui sapaient la dictature du prolétariat. Avons-nous eu raison, oui ou non? Cela dépend de la façon dont on apprécie notre révolution et le régime instauré par elle. Mais peut-on s'imaginer un seul instant que les bolcheviks — sous le prince Lvov ou sous Kerensky, sous le régime bourgeois — aient agi comme des agents de l'extermination des anarchistes? Il suffit de formuler clairement la question, pour s'en détourner avec dégoût. Comme Brid'oison ne s'intéresse qu'à la fo-or-me en laissant de côté l'essentiel, de même la bureaucratie quasi-révolutionnaire et son avocat littéraire ne s'intéressent qu'à la mécanique de la révolution, laissant de côté la question de savoir quelle classe et quel régime elle doit servir. Ici réside l'abîme entre le révolutionnaire et le fonctionnaire de la révolution.

Ce que Malraux dit du marxisme a le caractère d'une plaisanterie. La politique marxiste n'était pas adoptée en Chine parce que, voyez-vous, le prolétariat n'avait pas de conscience de classe. Ne découle-t-il pas de là la conclusion qu'il faut éveiller cette conscience de classe? Quant à Malraux, il en déduit la justification de la politique dirigée contre les intérêts du prolétariat.

L'autre argument n'est ni plus convaincant ni plus amusant : Trotsky parle de l'utilité du marxisme pour la politique révolutionnaire; mais Borodine n'est-il pas marxiste? Et Staline, n'est-il pas marxiste? Il ne s'agit donc pas du marxisme. Je défends, contre Carine, la doctrine révolutionnaire, comme je défendrais, contre un sorcier, les sciences médicales. Le sorcier me répondra, pour sa défense, que les médecins diplômés perdent aussi, bien souvent, leurs malades. C'est un argument indigne d'un homme moyen, plus ou moins instruit, et non seulement d'un révolutionnaire. Le fait que la médecine n'est pas toute-puissante, que les médecins ne guérissent pas toujours, qu'on trouve, parmi eux, des ignorants, des imbéciles et même des empoisonneurs — ce fait peut-il servir d'argument pour donner le droit de pratiquer la

médecine aux sorciers, qui n'ont jamais étudié la médecine et qui nient sa signification?

Je dois faire une rectification, après avoir lu l'article de Malraux. Dans mon article, j'ai émis cette idée que l'inoculation du marxisme serait utile à Garine. Maintenant, je ne le pense plus.

13 juin 1931.

L. TROTSKY.

Boukharine sur la révolution permanente

Au commencement de 1918, dans une brochure consacrée à la Révolution d'Octobre, Boukharine écrivait :

« La chute du régime impérialiste a été préparée par toute l'histoire antérieure de la révolution. Mais cette chute et la victoire du prolétariat, soutenu par la paysannerie pauvre, victoire qui a ouvert d'un seul coup des horizons immenses dans le monde entier, ne sont pas encore le commencement d'époque organique. Devant le prolétariat russe se pose, plus aigu que jamais, le problème de la révolution mondiale. Tout l'ensemble des rapports qui se sont formés en Europe mène vers cette fin inévitable. Ainsi la Révolution permanente en Russie se développe en révolution européenne du prolétariat » (p. 78, Boukharine : « De la catastrophe du tsarisme à la chute de la bourgeoisie »; souligné par nous).

La brochure se terminait par ces mots : « Dans la poudrière de la vieille Europe ensanglantée est jeté le flambeau de la révolution socialiste russe. Elle n'est pas morte. Elle vit. Elle s'élargit. Elle fusionnera inévitablement avec la grande révolte victorieuse du prolétariat mondial » (p. 144).

Combien Boukharine était alors loin de la théorie du socialisme dans un seul pays!

Il est connu de tous que Boukharine a été le principal et, au fond, le seul théoricien de toute la campagne contre le « trotskysme » qui se résumait dans la lutte contre la révolution permanente. Mais avant, alors que la lave du coup d'Etat révolutionnaire n'avait pas encore eu le temps de se refroidir, Boukharine, comme nous le voyons, n'a pas trouvé, comme caractéristique de la révolution, une autre définition que celle contre laquelle il dut, quelques années plus tard, lutter impitoyablement.

La brochure de Boukharine a paru dans « Priboï », éditions du Comité Central du Parti. Non seulement personne n'a déclaré cette brochure hérétique, au contraire, tout le monde a vu en elle l'expression officielle et incontestable des vues du C. C. du Parti. Sous cette forme, la brochure a été plusieurs fois rééditée dans le courant des années suivantes, et éditée ensemble avec une autre

brochure consacrée à la révolution de février, sous le titre commun : « De la catastrophe du tsarisme jusqu'à la chute de la bourgeoisie », traduite en allemand, en français, en anglais et dans d'autres langues.

En 1923, la brochure a été — probablement pour la dernière fois — éditée par les éditions de Kharkov du Parti, « Prolétarii » qui, dans la préface, ont exprimé l'assurance qu'ils ont de « l'intérêt énorme que présente » ce livre, non seulement pour les nouveaux membres du Parti, pour la jeunesse, etc., mais aussi « pour la vieille garde bolchévique de la période souterraine de notre Parti ».

Que Boukharine dans ses opinions ne soit pas très ferme, cela est suffisamment connu. Mais il ne s'agit pas de Boukharine. Si l'on croyait à la légende, créée pour la première fois en automne 1924, qu'entre la conception de Lénine de la révolution et la théorie de la révolution permanente de Trotsky, il y a un principe infranchissable, et que la vieille génération du Parti est éduquée sur la compréhension de l'intransigeance de ces deux théories, alors comment Boukharine aurait-il pu, au commencement de 1918, propager tout à fait impunément cette théorie, en l'appelant du nom de théorie de la révolution permanente? Pourquoi personne, absolument personne dans tout le Parti, ne s'est-il déclaré contre Boukharine? Comment et pourquoi cette brochure a-t-elle été éditée par les éditions officielles du C. C.? Pourquoi et comment Lénine gardait-il le silence? Comment et pourquoi l'I. C. éditait-elle la brochure de Boukharine, défendant la révolution permanente, en plusieurs langues étrangères? Comment et pourquoi la brochure de Boukharine a-t-elle servi à titre de manuel du Parti presque jusqu'à la mort de Lénine? Comment et pourquoi à Kharkov, futur centre du fanatisme staliniste, la brochure de Boukharine a-t-elle été rééditée encore en 1923 et chaleureusement recommandée à la Jeunesse du Parti, de même qu'à la vieille garde?

La brochure de Boukharine se différencie de ses écrits ultérieurs et, en général, de toute la nouvelle historiographie stalinienne, dans la caractéristique non seulement de la révolution, mais aussi de ses hommes. Voilà par exemple ce qui est dit, p. 131 de l'édition de Kharkov :

« Le foyer de la vie politique devient... non le pitoyable conseil de la république, mais le congrès à venir de la révolution russe. Au centre de ce travail de mobilisation, était le soviet de Pétersbourg, qui a démonstrativement élu à sa présidence Trotsky, le plus brillant tribun de la révolte prolétarienne... »

Plus loin, p. 138 :

« Le 25 octobre, Trotsky, le brillant et vaillant tribun de la révolte, l'infatigable et ardent agitateur, l'apôtre de la révolution, au nom du comité militaire révolutionnaire, a déclaré au soviet de Pétersbourg, aux applaudissements de tonnerre des assistants, que « le Gouvernement provisoire n'existe plus ». Et comme preuve vivante de ce fait, accueilli par une ovation tempétueuse, à la tribune paraît Lénine, délivré de l'illégalité par la nouvelle révolution ».

En 1923-24, se déclina l'inondation de la soi-disant discussion contre Trotsky. Elle détruit beaucoup de ce qui fut édifié par la Révolution d'Octobre, elle submergea les journaux, les bibliothèques, les cabinets de lecture et, sous le limon et l'ordure, elle enterra une quantité innombrable de documents se rapportant à une époque gigantesque du développement du Parti de la Révolution. On est obligé maintenant de tirer ces documents par morceaux pour reconstruire ce qui était.

L'I.C. avec Lénine et la révolution permanente

En 1921, a paru en anglais une des diverses éditions d'un ancien ouvrage de Trotsky : « Bilans et perspectives », qui contient l'exposition la plus complète de la théorie de la révolution permanente.

L'édition anglaise est accompagnée d'une préface de l'auteur, datée « Kremlin, 12 mars 1919 », écrite pour l'édition russe de la brochure parue en 1919. Entre cette édition russe et l'édition anglaise de 1921 ont paru assez d'éditions en différentes langues. Dans la préface de 1919, l'auteur parle des divergences qui l'ont autrefois, dans cette question, séparé du bolchévisme. La préface dit, entre autres choses :

« Ainsi, en conquérant le pouvoir, le prolétariat ne peut se limiter à la démocratie bourgeoise. Il est contraint d'adopter la tactique de la révolution permanente, c'est-à-dire de détruire la barrière entre les programmes minimum et maximum de la social-démocratie, d'introduire des réformes sociales de plus en plus radicales et de tendre vers le soutien direct et immédiat de la révolution européenne. Cette position est développée dans la présente brochure, primitivement écrite en 1904-1906 », etc.

« Détruire la barrière entre les programmes minimum et maximum, c'est justement la formule de la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste. Les prémisses d'un tel développement sont la conquête du pouvoir par le prolétariat qui, par la logique de la situation, est contraint « d'introduire des réformes sociales de plus en plus radicales »...

Qui donc a édité cette brochure ? L'éditeur n'a pas trouvé du tout nécessaire de cacher son nom criminel. Sur la couverture est publié : « Published by the Communist International, Moscow, 21 », c'est-à-dire édité par l'I. C. Moscou, 21. Sur la dernière page de la brochure est indiqué « Imprimerie du Comintern ». Zinoviev était président de l'I. C., Boukharine y travaillait en permanence, l'édition ne pouvait passer inaperçue d'eux, d'autant plus qu'il n'y en avait pas qu'une. L'édition en russe ne pouvait passer inaperçue

pour le C. C. du Parti, — d'autant plus qu'elle était éditée par lui-même — ni pour Lénine en particulier : dans cette période, la question de l'interprétation du sens de la Révolution d'Octobre était posée avec beaucoup d'acuité dans la conscience de chacun des membres du Parti et surtout de ses cadres dirigeants.

On est obligé de demander à nouveau comment, dans la question la plus grande et la plus brûlante, non seulement le C. C. mais aussi l'I. C. ont pu diffuser une brochure entièrement consacrée à la défense et à l'interprétation de la théorie de la révolution permanente où, d'ailleurs, dans une préface spécialement écrite pour la nouvelle édition, l'auteur affirmait que la marche des événements a approuvé cette théorie? Est-ce possible que, jusqu'en 1924, à la tête du Parti Bolchevik, il n'y ait eu que des aveugles, des ignorants et encore pis, des mencheviks ou des contre-révolutionnaires? Qu'on réponde à cette question!

Notes de la Rédaction

L'article de K. Landau sur « l'approche de la crise révolutionnaire en Allemagne » paru dans le N° 31 de la *Lutte de Classe* a été publié sous l'initiative personnelle du cam. Naville et en dehors du contrôle de la C. E. de la Ligue et du S. I. Afin de régulariser la situation de la rédaction de la revue, tenant compte de son importance pour l'opposition internationale, le Secrétariat International de l'Opposition a décidé d'en assurer désormais le contrôle. Ainsi, la rédaction de *La Lutte de Classes* sera dorénavant véritablement collective.

Une résolution sur cette question a été publiée par la *Vérité*, journal de la Ligue Communiste.

Les difficultés matérielles de ces derniers mois ont considérablement retardé la parution régulière de notre revue. Il faut à tout prix rattraper ce retard. Et pour cela, nous avons besoin de l'aide de tous nos lecteurs. D'abord, il faut augmenter sérieusement le nombre des abonnements. Ensuite, nous invitons tous nos amis à envoyer des souscriptions particulières pour *La Lutte de Classes*. Enfin, il est nécessaire, que l'on nous envoie des chroniques, ainsi que des articles de critique et de discussion.

Cet appel ne s'adresse pas exclusivement aux camarades français. Au

ne paraisse pour l'instant qu'en langue française, elle a déjà une large diffusion internationale. Nos camarades des diverses sections s'appuient sur sa documentation et ses analyses. Ses articles sont fréquemment traduits. A l'inverse, nous nous efforçons de traduire et de grouper toute la documentation essentielle sur les problèmes principaux du communisme international. Ainsi, toutes nos sections doivent considérer la *Lutte de Classes* comme une revue responsable de l'opposition internationale. Ils ne doivent lui ménager ni leur appui, ni leurs critiques et leurs suggestions.

Nous avons l'intention de publier dans ce numéro les thèses politiques et syndicales élaborées par nos camarades des Etats-Unis pour leur conférence nationale. Une partie vient d'en être publiée dans le *Bulletin international de l'Opposition* (n° 11). Nous n'avons pu en assurer la traduction intégrale pour ce numéro, déjà copieux. Elles paraîtront intégralement dans notre prochain numéro.

De même, nous pensions publier dès ce numéro deux nouvelles études du camarade *Trotsky* sur le plébiscite contre le Landtag de Prusse, et sur le problème du contrôle ouvrier dans la situation actuelle de l'Allemagne. Les parties principales de la première de ces études paraîtront dans le n° du 15 septembre de la *Vérité*. Nous en publierons le texte intégral dans notre prochain numéro.

Nous avons été obligés, pour rattraper le retard, de publier maintenant un numéro double (32-33), qui est daté Juin-Juillet. Le prochain numéro sera encore double et daté Août-Septembre (34-35). Ainsi nous aurons rattrapé le retard et nous veillerons ensuite à assurer une parution mensuelle régulière. Mais, nous le répétons, cela ne dépend pas uniquement de nous, il faut que chacun nous aide par sa participation directe; qu'on nous écrive, qu'on s'abonne, qu'on nous envoie des listes de lecteurs possibles, qu'on discute le contenu de la revue et qu'on nous envoie des critiques!



Les publications internationales de l'opposition

A partir du prochain numéro, nous tiendrons une rubrique complète des efforts des différentes sections pour l'édition de publications, brochures, etc... Signalons pour l'instant que nos camarades espagnols ont mis debout les éditions *Comunismo*, qui ont déjà publié trois brochures du camarade Trotsky : *La révolution espagnole et les tâches communistes*, *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent* et *Le plan quinquennal : nouveaux zig-zags et nouveaux dangers*. Ils se proposent d'éditer ensuite d'autres travaux du camarade Trotsky, ainsi que des ouvrages de R. Luxembourg, etc...

Nos camarades des Etats-Unis poursuivent méthodiquement leur effort dans ce sens. Ils ont constitué une maison d'édition : *Pioneers Publishers*. Ils ont déjà édité *La révolution permanente*, ainsi qu'une série d'autres brochures du camarade Trotsky.

La Ligue Communiste du Brésil, a, elle aussi, publié une brochure sur les problèmes de l'opposition, et se propose de continuer dans cette voie.

Nos camarades allemands viennent d'éditer trois brochures de Trotsky : le projet de plate-forme internationale sur la question russe et les études sur l'Espagne.

Nous continuerons à tenir cette rubrique à jour. Pour cela, nous prions nos camarades de nous envoyer régulièrement toutes leurs publications, journaux, revues, brochures, livres, etc...



**LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE**

Bulletin International de l'opposition communiste de gauche. — Paraît en français, en allemand et en anglais. 45, Boulevard de la Villette, Paris, 10^e.

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes). — Organe de l'Opposition communiste russe, entièrement en langue russe, 23 Brusendorferstrasse, Berlin-Neukölln.

La Lutte de Classes, organe théorique mensuel de l'Opposition communiste, 45, Boulevard de la Villette, Paris, 10^e.

La Vérité, organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition), 45, Bd de la Villette, Paris 10^e.

The Militant, organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition), 84 East 10th St. New York.

Permanente Revolution, organe bi-mensuel de l'opposition de gauche unifiée du P. C. allemand, 23 Brusendorferstrasse, Berlin-Neukölln.

La Voix Communiste, organe bi-mensuel du Groupe d'opposition du P. C. Belge, 2, place des 6 Bras, Châtelaine.

Comunismo, organe théorique de l'Opposition internationale en Espagne, Jesús, 2, 3^e, Oviédo.

Bulletin de l'Opposition de gauche du P. C. Italien, 45, Boulevard de la Villette, Paris.

Prometeo, organe bi-mensuel de la Fraction de gauche italienne, 114, rue de l'Indépendance, Molenbeek - Bruxelles.

Pali ton taxéon (La Lutte de Classes), organe hebdomadaire de l'opposition de gauche en Grèce (archio-marxistes), **Athènes**.

Spartakos, organe du groupe Spartakos en Grèce. **Athènes**.

Osvobodjenié, organe mensuel de l'opposition marxiste bulgare, **Sofia**.

Iskra (l'Étincelle), organe de l'opposition de gauche en Tchécoslovaquie, **Prague**.

A Lucta de Classe, organe de l'opposition de gauche au Brésil, **Rio de Janeiro**.

Claridad, Bulletin de l'opposition de gauche au Mexique.

L'Étincelle, organe de l'opposition de gauche du parti communiste chinois, **Shanghai**.

Verdad, organe de l'opposition de gauche en République Argentine, **Buenos-Ayres**.

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villelle, 10^e.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.

Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.

La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.

Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.

Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.

Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

Éditions réalistes, 17, Montagne de la Cour, Bruxelles.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Impr. Franco-Slave 32, r. de Ménilmontant, Paris 20.

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

**LES OUVRAGES
DE LEON TROTSKY**

Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie, 3 vol. à	16.50
L'Internationale Communiste après Lénine	20.—

*En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et
Meuse. — Paris X^e.*

En 1930

LA LUTTE DE CLASSES

a publié une série de travaux

de

L. Trotsky

Les fautes fondamentales du Syndicalisme. (Pour servir à la discussion avec Monatte et les syndicalistes purs en général). (N° 17).

Qu'est-ce que la révolution permanente? (N° 18).

Lettre ouverte aux membres du P. O. russe (N° 20).

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme? (N° 21-22-23).

Le suicide de Maïakovsky. (N° 21-22).

Craquements dans l'appareil. (N° 23).

Staline théoricien. (N° 25-26).

Nous vendons la collection de l'année 1930 de « La Lutte de Classes » au prix de 30 fr.

Cette collection, comportant 750 pages d'études, articles, critiques, comptes-rendus, etc...

sera rapidement épuisée.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS X.

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

Paraît le 1 et le 15 de chaque mois

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.
: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosque

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître le N° 24.

Pour les abonnements et la vente,

adresser la correspondance à

Grylewicz, Brusendorferstrasse 23, Berlin-Neukölln.
(Allemagne).